

THÈSE DE

DIJON.

1883.

N^o. 1.

FACULTÉ DE DROIT DE DIJON

ÉTUDE SUR L'ACQUISITION
DU DROIT DE CITÉ A ROME
ET SUR LES MODES
D'ACQUÉRIR LA NATIONALITÉ FRANÇAISE



THÈSE POUR LE DOCTORAT

soutenue le 1^{er} mai 1883

PAR

LOUIS GUENÉE

SOUS LA PRÉSIDENTENCE DE M. VILLEQUEZ

DOYEN DE LA FACULTÉ

CHEVALIER DE LA LÉGION D'HONNEUR.



Suffragants :

MM. DUVERDIER DE SUZE, professeur

GAUDEMET id.

RENARDET id.

WEISS, agrégé.

DIJON

IMPRIMERIE DARANTIERE

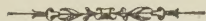
65, Rue Chabot-Charny, 65

1883

ÉTUDE SUR L'ACQUISITION
DU DROIT DE CITÉ A ROME
ET SUR LES MODES
D'ACQUÉRIR LA NATIONALITÉ FRANÇAISE

FACULTÉ DE DROIT DE DIJON

ÉTUDE SUR L'ACQUISITION
DU DROIT DE CITÉ A ROME
ET SUR LES MODES
D'ACQUÉRIR LA NATIONALITÉ FRANÇAISE



THÈSE POUR LE DOCTORAT

soutenue le 1^{er} mai 1883

PAR

LOUIS GUENÉE



DIJON

IMPRIMERIE DARANTIERE

65, Rue Chabot-Charny, 65

1883



Digitized by the Internet Archive
in 2026

ÉTUDE SUR L'ACQUISITION DU DROIT DE CITÉ A ROME

ET SUR LES MODES
D'ACQUÉRIR LA NATIONALITÉ FRANÇAISE

INTRODUCTION

L'association est une loi de la nature humaine et il semble que les hommes, si on considère leur communauté d'origine et de destinée, devraient s'unir pour ne former qu'un seul état et un même peuple. Mais la réalité des faits vient donner un formel démenti à ces idées de fraternité universelle qui malheureusement n'ont jamais existé que dans le cerveau des philosophes, et que la pratique a toujours considérées comme d'irréalisables utopies. Aussi voyons-nous, dès les premiers temps, se former des sociétés rivales et s'élever entre les hommes des différences que n'ont pu effacer les relations internationales si fréquentes aujourd'hui. Une distinction fondamentale en résulte comme conséquence naturelle :

aux membres d'un état on oppose les étrangers, longtemps qualifiés d'ennemis dans l'antiquité.

Chaque peuple fier, par un sentiment bien légitime, du nom qu'il porte et jaloux de ses institutions, les réserve exclusivement à ceux qui en font partie. Les sociétés primitives ne reconnaissent de droits qu'à ceux qu'elles ont reçus dans le sein de leur cité. L'étranger est un ennemi avec lequel on est en guerre perpétuelle, il est hors la loi ; s'il sort des frontières de sa patrie, sa personne, ses biens appartiendront à qui saura s'en emparer. Les philosophes anciens, Platon et Aristote, proclament ces principes antiso-ciaux, la loi des Douze Tables elle-même les consacre : *Adversus hostem æterna auctoritas esto*. Cette animosité, interrompue quelque temps, grâce à l'influence des idées chrétiennes, reparaît pendant la période du moyen âge, l'étranger est considéré comme une « épave », les seigneurs féodaux et la royauté se disputent le droit de le dépouiller. Si aujourd'hui ces rigueurs ont disparu, cependant sa situation est loin d'être la même que celle des nationaux.

On comprend dès lors combien il importe de déterminer quels sont les membres d'un état, et de fixer les modes d'acquisition de cette qualité.

L'histoire nous montre les peuples animés de tendances diverses, chercher tantôt à faciliter, tantôt, au contraire, à rendre plus difficile l'accès de leur cité, mais tous ont considéré comme un devoir de choisir ceux auxquels ils veulent transmettre l'héri-

tage de leurs traditions et confier le soin de leurs destinées futures.

Il ne rentre pas dans le cadre de cette étude d'examiner la condition juridique des étrangers, nous nous proposons uniquement de rechercher comment s'acquerrait à Rome le titre de citoyen et comment s'acquiert chez nous le titre de Français, laissant de côté ce qui a trait à la perte de ces qualités et par conséquent aussi aux moyens de les recouvrer.

L'homme, avons-nous dit, est né sociable, et de même qu'il appartient à une famille, il doit nécessairement appartenir aussi à un groupe social, à un état où il trouve la protection et le concours de ses semblables. Ce lien essentiel qui rattache l'individu à une nation déterminée résulte d'une sorte de contrat. Sa volonté se manifeste par une acceptation tacite de la sujétion qu'il tient de son origine lorsque, étant arrivé à l'âge de la capacité civile, il ne fait rien pour l'abdiquer. Mais nous devons aussi conclure de la nature contractuelle de la nationalité, qu'elle ne s'impose définitivement à personne. A part la législation de Sparte dans l'antiquité et de nos jours, jusqu'en 1870, la législation anglaise, la doctrine de l'allégeance perpétuelle n'a pas été admise. La règle posée par Cicéron *ne quis invitatus in civitate maneat*, est de droit naturel. Il serait contraire à l'intérêt bien compris de l'État, de chercher à conserver des citoyens malgré eux, et contraire encore à la liberté individuelle de les empê-

cher d'aller là où les appellent leurs sentiments ou leurs préférences. Si on doit pouvoir changer de nationalité, l'idée de patrie, l'attachement et les devoirs qui en sont la conséquence, s'opposent à ce que l'on appartienne à deux pays différents ; l'abdication d'une nationalité a pour condition l'acquisition d'une nationalité nouvelle. Ainsi : Tout homme doit posséder une nationalité, — n'en avoir qu'une — pouvoir en changer. Tels sont les trois principes théoriques, étroitement unis ensemble, qui dominent notre sujet.

DROIT ROMAIN

Ce qui caractérise, dans l'antiquité, les relations des divers États entre eux, c'est le principe de l'isolement ; tandis que les nations modernes étendent l'influence et les bienfaits de leur législation à tous ceux qui sont soumis à leur puissance, les peuples anciens, renfermés dans les étroites limites de leurs cités, ne cherchaient qu'à augmenter leurs conquêtes en évitant de partager leurs institutions avec les nouveaux sujets qu'ils s'agrégeaient.

Les Romains nous montrent au plus haut degré cet esprit d'exclusivisme, tant ils ont souci de maintenir intact le prestige de leur nom. La politique romaine, dans la crainte de voir régner l'unité parmi les peuples vaincus et pour les mieux diviser, eut l'habileté d'établir toute une série de degrés intermédiaires entre les citoyens romains et les étrangers ; elle sut faire du droit de cité la plus haute récompense et aussi l'objet de l'envie des nations qui subissaient sa domination, jusqu'au jour où une constitution fameuse de l'empereur Caracalla en gratifia tous les sujets de l'Empire.

Nous parlerons d'abord sommairement du *jus civitatis*, des éléments divers dont il se compose.

Dans un second chapitre nous traiterons de son acquisition par le fait de la naissance.

Puis nous aurons à répondre à la question suivante : Comment devient-on citoyen ? Ce sera l'objet d'un troisième chapitre.

Nous terminerons en étudiant l'extension successive du *jus civitatis* à tous les habitants de l'Empire romain.

CHAPITRE PREMIER

DU JUS CIVITATIS; ÉLÉMENTS DONT IL SE COMPOSE.

Avant de traiter de l'acquisition du droit de cité, ce qui est l'objet propre de notre étude, il convient de rechercher le caractère de ce droit, d'indiquer les éléments dont il se compose, et de se demander si le titre de citoyen entraîne pour tous ceux qui en jouissent les mêmes avantages.

Chez les Romains primitifs, la religion a joué un rôle prépondérant au point de vue privé aussi bien qu'au point de vue politique ; les idées de nationalité et de religion sont presque inséparables dans leur esprit. Comme toutes les cités anciennes, Rome fut d'abord une association dont les membres réunis autour des mêmes autels, adoraient les mêmes divinités, et c'était la source d'une distinction profonde entre les citoyens et les étrangers ; tandis que les uns participent seuls aux cérémonies du culte national, les autres en sont rigoureusement écartés. « L'étranger, dit M. Fustel de Coulanges, est celui qui n'a pas accès au culte, celui que les dieux ne protègent pas, et qui n'a pas même le droit de les invoquer (1). » Le

(1) Fustel de Coulanges, *Cité antique*, p. 231.

seul fait de sa présence aux sacrifices qui leur étaient offerts, serait une cause de scandale :

Ne qua inter sanctos ignes in honore Deorum
Hostilis facies occurrat, et omnia turbet (1).

Aussi, le dénombrement des citoyens, le cens, qui avait lieu tous les cinq ans, était-il l'une des cérémonies les plus importantes de la religion. Le magistrat n'y procédait qu'après avoir immolé aux dieux des victimes expiatoires. En déterminant le nombre de ceux qui assistaient à ces solennités périodiques, on fixait par là même celui des membres de la cité (2).

Si un citoyen, afin de se soustraire aux charges publiques, et notamment au service militaire, omettait sciemment de se faire porter sur les tables du cens, il était dit *incensus* et pouvait être vendu comme esclave public au nom du peuple (3).

Tels étaient les liens étroits qui unissaient la religion et la cité, et les confondaient d'une manière inséparable ; on pouvait donc dire avec vérité que ce qui distinguait essentiellement le citoyen, c'était sa participation au culte de la cité, et que de là dérivait tous ses droits civils et politiques (4).

Entrons maintenant dans l'examen des éléments dont la réunion compose le *jus civitatis*. Nous pour-

(1) Virgile, *En.*, III, 406.

(2) Varron, *Ling. lat.*, VI, 86 ; Tite-Live, I, 44.

(3) Ulpien, *Regul.*, XI, § 11. Cicéron, *Pro Cæcina*, 34.

(4) Fustel de Coulanges, *Cité antique*, p. 230.

rons ainsi nous rendre compte du prix qu'on attachait au titre de citoyen, et des nuances que Rome savait ménager en l'accordant.

Les divers droits que confère la *civitas romana* se rapportent soit à la vie privée, soit à la vie politique : parcourons-les successivement.

SECTION PREMIÈRE

Éléments dont se compose le *jus civitatis*.

§ I. — *Droits politiques.*

Les deux principaux droits de cette catégorie sont le *jus suffragii* et le *jus honorum*.

Le *jus suffragii* était le droit de voter dans les comices. Les trois tribus dont se composait Rome, étaient, comme on sait, divisées chacune en dix curies. Dans chaque curie on votait par tête, et la curie ne disposant au sein des comices que d'une seule voix, cette voix était celle de la majorité de ses membres (1).

Nous voyons apparaître avec Servius Tullius une nouvelle division. Il répartit les citoyens en cinq classes, suivant leur fortune. Dans la première figuraient ceux qui avaient au moins 100,000 as; dans la seconde, ceux qui en avaient au moins 75,000; dans la troisième

(1) Tit-Live, I, 43.

50,000; dans la quatrième, 25,000; la cinquième, comprenait enfin ceux dont le cens ne descendait pas au-dessous de 11,000 as. Les cinq classes furent divisées à leur tour en 188 centuries, et dans la suite l'adjonction de 5 centuries destinées à comprendre les citoyens dont la fortune n'atteignait pas 11,000 as, porta leur nombre total à 193.

Les centuries qui fournissaient à Rome les soldats et l'argent, avaient en retour le droit de délibérer sur les intérêts de l'Etat et de prendre part à la confection des lois.

La réforme de Servius Tullius, en appelant dans les comices par centuries les clients et les plébéiens, les fit participer à l'exercice des droits politiques qui jusqu'à leur avaient été refusés (1). Ces assemblées réunirent-elles, dès l'origine, les patriciens aux plébéiens, ou, au contraire, les patriciens continuèrent-ils à siéger seuls dans les comices par curies? c'est là une question sur laquelle les renseignements font défaut. D'après Niebuhr, les comices par curies auraient été maintenus pour les patriciens, tandis que la plèbe seule figurait dans les centuries; ce ne serait donc que plus tard que les comices par centuries auraient réuni les deux ordres.

Le *jus suffragii* se trouve désormais acquis à tous les citoyens. Il ne faudrait pas croire cependant que les patriciens perdaient leur influence; la concession

(1) Tite-Live, II, 56, 64; Denys d'Halic., XI, 45.

faite à la plèbe était plus illusoire que réelle. Bien que tous les citoyens eussent le droit de voter, la prépondérance dans les assemblées appartenait non pas au plus grand nombre, mais aux plus riches. Cicéron en fait la remarque : *Curavitque Servius Tullius, quod semper in republica tenendum, ne plurimum valeant plurimi. Is valebat in suffragio plurimum, cujus plurimum intererat esse in optimo statu civitatem* (1).

C'est qu'en effet, on recueillait les votes, en commençant par la première classe qui était la plus riche, et la réunion des 98 centuries dont elle se composait suffisait pour former la majorité.

Mais bientôt les plébéiens font une importante conquête. En l'an 305, une loi *Valeria Horatia* donne force législative aux décisions des assemblées par tribus (plébiscites), *ut quod tributim plebs jussisset, (2) populum teneret*. Quelle était exactement la portée de cette loi ? Le passage précité de Tite-Live semble bien formel en ce sens que les plébiscites seraient dès lors devenus obligatoires pour tous, auraient lié même les patriciens. Cependant le doute naît lorsqu'on voit deux autres lois rendues sur le même sujet, presque en termes identiques, la loi *Pablilia* de l'an 405, et la loi *Hortensia* de l'an 467. Ces lois n'avaient-elles fait que confirmer la première qui aurait été mal observée, parce que les patriciens résistaient à des actes accom-

(1) Cicéron, *De Repub.* II, 22. Tite-Live, I, 43.

(2) Tite-Live III, 55.

plis sans leur participation, ou bien la loi *Valeria* était-elle moins générale que ne semblait l'indiquer sa formule et ne concernait-elle que les questions intéressant la plèbe, ou encore laissait-elle les plébiscites soumis à la sanction de la partie du peuple qui n'y avait pas concouru ? Il règne sur ce point quelque obscurité.

L'opinion qui nous paraît la plus probable, c'est que la loi *Hortensia* aurait simplement assuré l'exécution définitive des lois antérieures et mis fin à la lutte des patriciens et des plébéiens (1).

Telles furent les assemblées où pendant longtemps les citoyens purent exercer le *jus suffragii*, et participer d'une manière directe au gouvernement de l'État. Avec l'Empire, le pouvoir législatif du peuple s'évanouit peu à peu et finit par disparaître complètement. Sous Auguste, les comices par centuries rendent encore des lois importantes, comme les lois *Julia*, *Ælia sentia*... Après lui, les comices perdent leur pouvoir de plus en plus, et, à partir de Nerva, ils cessent de rendre des décisions législatives. Le Sénat vient prendre leur place, pour s'effacer à son tour devant l'omnipotence impériale. D'après Justinien (2), cette substitution du Sénat aux comices aurait été la conséquence de l'augmentation du peuple, qu'il était difficile de convoquer ; mais ce n'est là qu'un prétexte ; les empereurs, dans le but de détruire tout ce

(1) Gaius, I, 3.

(2) Inst. I, 2, 5.

qui s'opposait à leur absolutisme, devaient être naturellement portés à chercher dans le Sénat l'instrument complaisant de leur pouvoir.

Jus honorum. — A côté du *jus suffragii* se place un droit qui le complète et qui, comme lui, est une participation au gouvernement de la cité, c'est le *jus honorum*, droit d'être élu aux diverses magistratures de Rome. Aussi était-ce le privilège exclusif des citoyens. Les patriciens, jaloux de leur influence, se réservèrent pendant longtemps, comme une prérogative attachée à leur caste, l'accès aux premières magistratures : les consuls, préteurs, censeurs, questeurs, étaient tous d'origine patricienne. Ici encore la plèbe devra lutter contre ses oppresseurs et conquérir, les armes à la main, le droit d'être admise dans toutes les magistratures de l'État.

Si le *jus suffragii* et le *jus honorum* sont, au point de vue politique, les plus importantes manifestations du *jus civitatis*, il y en a d'autres, comme l'*auxilium tribunitium* et le *jus provocationis*, dont nous devons dire quelques mots.

Auxilium tribunitium. — L'une des principales attributions et longtemps même la seule des Tribuns, fut de protéger leurs concitoyens contre l'arbitraire du pouvoir (1). C'est là ce qui constituait l'*auxilium tribunitium*, dont l'énergie des Tribuns se servit si efficacement pour sauvegarder la liberté et l'indépen-

(1) Tite-Live, VI, 37. Aulu-Gelle, XIII, 12, *In fine*.

dance des particuliers. Au moyen de cette intervention (*intercessio*), ils mettaient obstacle aux actes quelconques des autres magistrats, ou même de leurs collègues (1).

Ils n'étaient cependant pas seuls à exercer ce droit, d'autres magistrats pouvaient en faire usage :
« L'exercice de ce veto tout puissant, dit M. Giraud,
« et qui arrêta tout, avait même plusieurs organes ;
« et d'abord, c'était le collègue du magistrat trop
« entreprenant ; puis, le magistrat supérieur, s'il y en
« avait, et, en dernier lieu, l'intervention possible d'une
« magistrature auxiliaire, mais toute puissante aussi,
« dont la fonction principale était de défendre et
« d'empêcher, plutôt que d'agir et de commander :
« le tribunat du peuple. Tel était le mécanisme or-
« ganique par lequel la prudence romaine avait es-
« sayé de tempérer l'action des pouvoirs divers, et
« l'influence des classes rivales de la société. (2).

Jus provocationis. — Le recours au peuple siégeant dans ses comices, érigé par la loi des Douze Tables en tribunal de dernier ressort, était, dans les procès criminels, la garantie suprême accordée aux citoyens contre les abus du pouvoir (3).

Trois lois du même nom, les lois *Valeria*, rendues la première en 245 à la suite de l'expulsion des rois, les deux autres en 305 et 454, consacrent le *jus provoca-*

(1) Cicéron, *De Legibus*, III, 7, 10.

(2) M. Giraud, *Tables de Salpensa et de Malaga*, p. 69 et suiv.

(3) Cicéron, *De Legibus*, III, 4, 19.

tionis devant les comices par centuries (1). Elles furent suivies et sanctionnées à nouveau par les lois *Porcia* et enfin par la loi *Sempronia* en 631 (2). Ces décisions, successivement renouvelées, probablement, dit Tite-Live, parce que la prépondérance de quelques grands parvenait à en triompher, montrent combien les Romains craignaient de se voir contester le droit de statuer en juge souverain sur la vie ou la liberté de leurs concitoyens. Cicéron se fait l'interprète de ces sentiments, quand il s'écrie avec un légitime enthousiasme (3) : « *O nomen dulce libertatis ! o jus eximium nostræ civitatis ! o lex Porcia, legesque Semproniæ ! o graviter desiderata et aliquando reddita plebi romanæ tribunitia potestas !* »

§ II. *Droits civils.*

Il ne faudrait pas chercher dans les droits politiques, que nous venons d'examiner, le caractère essentiel du *jus civitatis*. Les citoyens pouvaient seuls, il est vrai, voter dans les assemblées du peuple et exercer les magistratures romaines ; ces droits devaient, sans doute, exciter bien des convoitises, puisque c'est pour leur conquête que les guerres sociales firent répandre tant de sang. Mais, outre que sous l'empire

(1) Tite-Live, III, 55; X, 9.

(2) Aulu-Gelle, X, 3.

(3) Cicéron, *In Verrem*, II, 5, 63.

ils perdirent beaucoup de leur importance, ils n'étaient pas un attribut nécessaire de la qualité de citoyen.

Les plébéiens pendant longtemps, les affranchis, les habitants des municipes, bien qu'investis du titre de citoyen, ne jouissaient pas des droits politiques ; ils formaient cette nombreuse classe de *cives non optimo jure*, auxquels Rome n'avait ouvert qu'à demi les portes de la cité, en leur accordant seulement la *civitas sine suffragio*.

Il en était de même de ceux que les censeurs, usant de leur pouvoir, classaient parmi les *ærarîi*, ou qu'ils inscrivaient sur les tables des *Cærites* (1).

Le signe distinctif, le véritable criterium du droit de cité, se trouve donc dans les droits civils, dans la réunion du *connubium* et du *commercium*.

I. — *Jus Connubii*. Le *connubium* est la capacité de contracter un mariage romain, suivant la définition d'Ulpien : *Connubium est uxoris jure ducendæ facultas* (2). Seuls les citoyens romains en jouissent, à l'exclusion des pérégrins qui peuvent cependant l'avoir, en vertu d'une concession particulière (3). Les textes nous montrent même un cas où la concession s'étendait, par voie de conséquence, à des personnes qui ne l'avaient pas spécialement obtenue. C'est ce qui arrivait lorsque l'empereur accordait le

(1) Cicéron, *Pro Cluratio*, 43. Aulu-Gelle, IV, 12; XVI, 13.

(2) Ulp. V. 3. Institut. I, X, pr.

(3) Ulp. V. 4.

connubium à un vétéran avec la première latine ou la première pérégrine qu'il épouserait après sa libération du service : la faveur impériale, bien que ne s'adressant qu'au vétéran, profitait indirectement à sa femme. (1)

Si le *jus connubii* était refusé aux pérégrins et même aux Latins, il devait l'être à plus forte raison aux barbares, à ceux qui n'étaient unis au peuple romain par les liens d'aucun traité ; les empereurs Valentinien et Valens poussèrent même la rigueur de cette prohibition jusqu'à punir de mort le citoyen qui oserait épouser une femme barbare (2). Cependant la question pouvait paraître douteuse pour une certaine catégorie de barbares, les *gentiles* (3). On donnait ce nom, sous l'Empire, à ceux d'entre eux que Rome attirait dans ses colonies militaires au moyen de concessions de territoires (4), pour y contribuer, concurremment avec les vétérans, à la défense des frontières. La constitution de Caracalla ayant, comme nous le verrons, accordé le *jus civitatis* à tous les habitants de l'*orbis romanus*, on se demandait s'ils ne pouvaient pas prétendre au *jus connubii*. Cette question fut résolue négativement par Valentinien ; le but de la politique impériale était de prévenir la fusion des races, de tenir les barbares isolés et de

(1) Gaius, I, §§ 56 et 57.

(2) L. unic. *De Nuptiis Gentil*, III, 14. Cod. Théod.

(3) L. 9, *De Censitorib.* Cod. Théod.

(4) L. 1, *De Terris. Lim.* Cod. Théod. Ducange, *vo* *Gentiles*.

les empêcher de se mêler aux factions qui souvent troublaient l'empire. Mais la défense fut de courte durée ; d'abord les princes accordèrent facilement les dispenses ; enfin Honorius abolit la constitution de Valentinien et permit les mariages entre Romains et *gentiles* ; aussi Justinien n'en parle-t-il plus.

Nous avons pris le *connubium* dans son sens propre qui est en même temps le plus large, celui d'aptitude à contracter un mariage romain. Dans une acception plus spéciale, ce mot sert à désigner la capacité relative qui appartient à des personnes jouissant l'une et l'autre du *jus civitatis* de s'unir entre elles. N'envisageant le *connubium* que comme élément constitutif du *jus civitatis*, nous n'avons pas à parler ici de ces barrières que l'esprit de caste, la différence de religion, ou les considérations politiques élevaient entre les membres d'une même cité.

Le *connubium* est la source d'où découlent des droits privés de la plus haute importance. En contractant les *justæ nuptiæ*, le citoyen acquiert la puissance paternelle et les avantages qui en résultent, la parenté civile, *agnatio*, et, par suite, l'aptitude de recueillir une succession *ab intestat*.

Jus commercii. A côté du *jus connubii*, nous trouvons le *jus commercii* ; c'est, nous dit Ulpien (1), *emendi vendendique invicem jus*, ou, plus spécialement, le droit de figurer dans l'acte symbolique de la

(1) Ulpien, XIX, 5.

mancipatio, forme la plus usuelle de l'aliénation.

Ce droit permet aux citoyens d'acquérir la propriété parfaite, le *dominium ex jure quiritium*, et d'invoquer les garanties qui y sont attachées.

Au *jus commercii* se rapportent l'*in jure cessio*, l'*usucapio*, et le testament, enfin la sanction par excellence de droit, la propriété, la *rei vindicatio*.

SECTION II

Cives optimo jure et non optimo jure.

De nos jours, tous les citoyens sont dans une situation identique, leur condition est la même. A Rome au contraire, cette qualité comportait des distinctions et ne supposait pas nécessairement chez ceux qui en étaient investis la plénitude du *jus civitatis*. Nous voulons parler de la division des citoyens en *cives optimo jure* et *cives non optimo jure*, qui doit attirer notre attention pendant quelques instants, pour compléter cette analyse rapide des éléments constitutifs du droit de cité.

I. *Cives optimo jure*. — Les patriciens, qui, selon toute probabilité, descendaient des compagnons de Romulus, possédaient le *jus civitatis* dans son entier; ils étaient seuls *cives optimo jure*, et, grâce à la constitution aristocratique de Rome, leur influence, battue en brèche chaque jour, saura pendant longtemps triompher des attaques dirigées contre elle.

Au-dessous d'eux et sous leur dépendance, nous trouvons une classe inférieure, les *clients*. La confusion qui règne sur ce point dans les textes anciens rend difficile de préciser quelle a été leur origine ; on peut conjecturer que c'étaient les anciens habitants du territoire conquis, dénués de toute propriété foncière et qui n'avaient accès dans la cité qu'en se plaçant sous la protection d'un membre du *populus* (1). Ajoutons-y aussi les familles d'affranchis (2) qui venaient par leur nombre augmenter le cortège dont l'orgueil des patriciens aimait tant à s'entourer dans les assemblées publiques (3).

Privés, en eux-mêmes, de tout droit politique, les clients n'ont pas dans l'État d'existence propre ; ce sont tout au plus les pâles mais fidèles reflets de la personnalité du patron dont ils implorent l'appui. S'agit-il pour eux de voter dans les comices par curies ? Ils n'y apparaissent que comme des instruments dociles entre les mains des patriciens pour combattre la plèbe. Les suffrages qu'ils peuvent émettre au sein des comices sont l'écho de la voix de leur patron : il leur était formellement interdit d'avoir un avis contraire (4).

Cette institution se transforma lentement, et, sans

(1) Denys, II, 9, 10. Aulu-Gelle, V, 13, XX, 1.

(2) Denys, IV, 23, *In fine*.

(3) Les anciens auteurs attribuent à la *gens Fabia* 306 hommes en état de porter les armes, et plus de mille à la *gens Claudia*. Tite-Live, II, 49, 50. Denys, V, 40.

(4) Denys, II, 10.

qu'on puisse assigner à ce changement une date précise, on voit les clients s'acheminer vers l'indépendance et s'éloigner de plus en plus de leur patron. La constitution de Servius Tullius y contribua pour une large part. La nouvelle division politique, en se substituant à l'ancienne, affaiblit du même coup la puissance patricienne. Antérieurement, en temps de paix comme en temps de guerre, le client marchait à la suite de son patron, la *gens* était l'élément primordial de l'armée aussi bien que des curies. Désormais les citoyens sont répartis en cinq classes suivant leur fortune, les membres des *gentes* disséminés, et le client, échappant ainsi à la surveillance de son patron, arrive en fait, sinon en droit, à l'indépendance politique.

Le premier coup était porté; les liens de clientèle s'atténuent de jour en jour; la royauté d'abord, puis les tribuns du peuple, favorisent cette émancipation. Tandis qu'aux premiers temps de Rome nous voyons les plébéiens s'enrôler volontairement parmi les clients, préférant à une indépendance précaire une vie moins libre, il est vrai, mais plus assurée, nous assistons maintenant à un phénomène inverse : les clients accourent en masse dans les rangs de la plèbe où ils trouvaient la liberté.

En l'an 372, la fusion est consommée et Manlius peut s'écrier : *Quot enim clientes circa singulos fuistis patronos, tot nunc adversus unum hostem eritis* (1). La

(1) Tite-Live, VI, 18.

condition de l'affranchi, qui reste tenu envers son ancien maître de certaines obligations, est le dernier vestige de cette institution (1). Ainsi la clientèle disparaît, son nom seul subsiste : tant les Romains ont de respect pour la tradition, mais quelle différence entre les clients dont parle Cicéron et les clients de l'époque primitive !

Il n'y a plus que deux classes : les patriciens et les plébéiens.

L'histoire de Rome est remplie des luttes de la plèbe contre les patriciens ; plus on remonte dans le passé, plus la ligne de démarcation qui les sépare est profonde ; c'est là une preuve que la distinction ne s'est pas formée à la longue, mais au contraire qu'elle a apparu en même temps que la formation de la cité.

Les plébéiens sont les habitants libres du territoire conquis auxquels on avait laissé des terres ; ils formaient la *plebs*, par opposition au *populus*, composé des descendants des conquérants (2). Bien que certains auteurs anciens confondent les clients et les plébéiens (3), et qu'on ne puisse guère émettre sur ce point que des probabilités, nous croyons, suivant l'opinion de Niebuhr (4), que c'étaient deux classes

(1) Denys, IV, 23.

(2) Nous retrouvons les mots *populus* et *plebs* comme deux expressions distinctes dans une vieille formule de prière qu'on répétait encore au temps des guerres puniques, et par laquelle on demandait aux dieux d'être propices *populo plebique romanæ*. Tite-Live, XXIX, 27.

(3) Cicéron, *De Repub.*, II, 9. Denys, II, 9.

(4) Niebuhr, *Römische Geschichte*, t. 1, p. 422-430, 4^e édition.

tout à fait différentes. D'ailleurs, il est des textes qui les en distinguent avec soin et nous montrent que les patriciens trouvaient en eux un appui dans leurs guerres contre la plèbe (1). Il serait en outre difficile d'expliquer la lutte acharnée des plébéiens et des patriciens, si les liens et les devoirs réciproques qu'engendrait la clientèle avaient existé entre eux.

Reçus comme membres de l'État, ils contribuaient aux charges publiques, mais sans pour cela participer aux droits politiques. Ils étaient exclus des comices par curies où ne pouvaient entrer que les membres du *populus* (2); l'accès ne leur en était ouvert que par exception, lorsqu'il s'agissait, non plus de nommer les magistrats, de délibérer sur la paix ou sur la guerre, de voter les lois, mais de donner à certains actes de la vie sociale ou privée, tels que les testaments, les abrogations, l'authenticité nécessaire à leur validité. De là le nom de *comitia calata*, c'est-à-dire convocations en masse, donné à ces assemblées (3).

Quoi qu'il en soit, accablés de dettes, en butte aux vexations et aux rigueurs excessives des patriciens,

(1) Tite-Live II, 56, 64. Denys, VI, 47, 63.

(2) Cicéron, *In Rullum*, II, 11.

(3) Aulu-Gelle, XV, 27. Varron, *Ling. lat.*, V, 13, *In fine*. C'est à tort qu'en s'appuyant sur le passage d'Aulu-Gelle que nous venons de citer, on a prétendu que les plébéiens votaient dans les comices en qualité de clients consultés par leurs patrons. S'il en était ainsi, on aurait peine à comprendre le nom d'*auctoritas Patrum* donné au vote des curies intervenant pour confirmer les décisions des assemblées populaires. La création des comices par tribus n'aurait plus de raison d'être.

leurs créanciers, la condition des plébéiens était des plus misérables. Nous n'avons pas à suivre ici les alternatives de défaites et de victoires qui se sont succédé dans la longue lutte qu'ils entreprirent contre leurs oppresseurs; bornons-nous à enregistrer rapidement leurs conquêtes. Dès l'an 261 de Rome, ils obtiennent le droit d'avoir dans la cité des représentants officiels : les tribuns (1); par la loi des Douze Tables (303), ils acquièrent l'égalité au point de vue civil, sauf la prohibition de s'unir par mariage aux patriciens, prohibition qui disparut bientôt, à l'instigation du tribun Cornuleius. Nous avons vu la plèbe entrer dans les comices sous le règne de Servius Tullius, et ses décisions acquérir force de loi. Les progrès deviennent bientôt de plus en plus rapides; les plébéiens arrivent successivement aux magistratures et aux fonctions de la République. La loi *Licina* (378) leur donne accès au consulat; la loi *Ogulnia* (454) les admet dans le collège des pontifes et des augures. La loi *Hortensia* (468), qui rendit les plébiscites obligatoires pour la nation entière, termine la lutte de la plèbe et des patriciens.

A partir de ce moment, après quatre siècles d'efforts, le patriciat vaincu n'existait plus que comme souvenir. Rien ne distingue les patriciens des plébéiens, ces derniers sont arrivés à l'égalité politique et civile, les uns comme les autres sont devenus *cives optimo jure*.

(1) Tite-Live, IV, 6.

II. *Cives non optimo jure*. — A un degré inférieur se trouvaient les citoyens qui, sans perdre la liberté ni le droit de cité, étaient privés des droits politiques ; on les désigne sous le nom général de *cives non optimo jure*.

Les Romains, justement jaloux des prérogatives attachées, au point de vue politique, à la qualité de citoyen, bannissaient des assemblées ou des magistratures publiques, les *infames*, c'est-à-dire ceux qui s'étaient rendus coupables de certains crimes ou avaient exercé des professions que la loi regardait comme honteuses (1).

Les censeurs pouvaient aussi, lorsqu'ils procédaient au recensement, faire sortir de l'ordre auquel ils appartenaient et même priver des droits politiques les citoyens qu'ils marquaient de leur flétrissure, *nota censoria*, soit en les inscrivant sur les tables des *Cerites* (2), soit en les classant parmi les *ærarii* (contribuables sans droits politiques).

Nous avons vu l'organisation nouvelle de Servius Tullius laisser en dehors des cinq classes de citoyens ceux dont la fortune n'atteignait pas 11,000 as : c'étaient les *proletarii*, ainsi nommés parce qu'ils ne servaient qu'à augmenter la population et les *capite censi* ; exclus en temps ordinaire des assemblées et de

(1) Cicéron, *Pro Cluent.*, 43, L. 1, 3, 2, D.

(2) Les *Cerites* étaient un peuple de l'Italie qui avait la *civitas sine suffragio*. De là le nom de tables de *Cerites* donné aux listes sur lesquelles les censeurs inscrivaient les citoyens privés des droits politiques. (Aulu-Gelle 16, 13.)

l'armée, ils n'y entraient qu'aux heures de péril lorsque Rome, menacée par le flot des invasions barbares, oubliait pour un instant les différences qui régnaient parmi ses citoyens (1).

Il nous reste à parler des affranchis, qui formaient la classe la plus nombreuse des citoyens *non optimo jure*, laissant de côté, pour le moment, l'étude des modes divers par lesquels l'esclave pouvait acquérir la liberté et arriver par suite à la cité.

Indépendamment des liens étroits de clientèle qui unissent l'ancien esclave à son patron, de profondes différences le séparent des ingénus, tant sous le rapport public que sous le rapport privé.

Au point de vue privé, la loi civile, pour établir entre eux une séparation bien marquée et éviter la fusion des races, leur refuse le *connubium* avec les ingénus. Cette prohibition ne persista dans toute sa rigueur qu'à l'égard des sénateurs et de leurs descendants ; les lois *Julia* et *Papia Poppæa* la firent disparaître pour les autres cas (2). Justinien la supprime enfin d'une manière complète (3).

Signalons une nouvelle différence : l'acquisition du *jus liberorum* est plus difficile pour les ingénus que pour les affranchis ; on exigeait d'eux un enfant de plus. S'agit-il d'échapper à la protection gênante de la tutelle ? trois enfants suffisent à la femme ingé-

(1) Cicéron, *De Repub.*, II, 22. Aulu Gelle, XVI, 10.

(2) Tite-Live, XXXIX, 19. L. 23, 2, D.

(3) L. 28, 5, 4, C.

nue; il en faut quatre à l'affranchie (1). De même pour bénéficier du sénatus-consulte Tertullien et recueillir la succession *ab intestat* de l'un de ses enfants (2).

La loi pénale elle-même avait pour l'affranchi des rigueurs spéciales, et permettait de les soumettre à la torture (3).

Si nous passons dans la sphère des droits politiques, l'infériorité n'y est pas moins apparente. Les affranchis, confondus à l'origine avec les *œrarii*, n'avaient aucune participation à la souveraineté nationale. Le censeur Appius Claudius (422) classa dans les tribus tous les citoyens sans exception, et leur donna par là même le *jus suffragii*. Mais ce droit était bien précaire puisqu'il dépendait du caprice d'un censeur, comme firent Fabius et plusieurs après lui, de les reléguer parmi les quatre tribus urbaines où leur vote se trouvait en quelque sorte annihilé (4).

Jouissant dans une limite aussi restreinte du *jus suffragii*, ils devaient être, à bien plus forte raison, incapables d'exercer les magistratures romaines, (*jus honorum*), et pendant longtemps il en fut ainsi de leurs descendants (5). La loi *Visellia* punissait sévèrement celui qui, pour aspirer à ces dignités, usurpait la

(1) Gaius, I, 194.

(2) Inst., §§ 2 et 4, III, 3.

(3) L. 1, § 9, *De Quæstion.*, D.

(4) Tite-Live, IX, 46.

(5) Horace, *Sat.* I, 6, v. 21. Tacite, XI, 24. Suétone, *Nero*, 15.

qualité d'ingénu (1). Sous l'Empire, certains affranchis parviennent, il est vrai, grâce à leur mérite, ou en usant d'intrigues, à occuper d'importants emplois à la cour, mais quelle indignation ne soulevaient-ils pas dans les rangs des citoyens qui avaient conservé le sentiment de leur ancienne dignité nationale ! Tacite se fait l'écho de ces protestations, lorsqu'il envie aux Germains la condition profonde d'infériorité où sont placés chez eux les affranchis (2). L'Etat refusait même de les accepter dans ses armées, jusqu'au jour où, le service militaire cessant d'être un honneur pour n'être plus qu'une charge, les rangs des légions leur furent ouverts (3.)

A partir des empereurs chrétiens, nous voyons apparaître pour l'affranchi la possibilité de devenir l'égal de l'ingénu par le double bénéfice du *jus aureorum annulorum* et de la *restitutio natalium*. Le premier de ces deux bénéfices accordé par l'empereur à un affranchi, l'assimile à l'ingénu et efface entre eux toute différence dans les rangs de la société, sans cependant toucher aux liens de clientèle qui continuaient à l'unir au patron (4). Il ne pouvait en être libéré que par la *restitutio natalium*, qui effaçait complètement le vice de sa naissance jusque dans ses rapports avec son ancien maître (5). Aussi, tandis que celui-ci

(1) L. un. *Ad Leg. Visell.*, 9 21, G.

(2) Tacite, *German.*, 25.

(3) Tite-Live, X, 21; XII, 11. Ulp. III, 5, l. 6 et 7, 12. 34, G.

(4) *Fr. vatic.* § 226, L. 6, 40, 10, D.

(5) L. 3, pr. § 1, 38, 2, D; l. 2, 40, 11, D.

n'intervenait pas dans la concession du *jus aureorum annulorum*, il devait nécessairement donner un consentement exprès à la *restitutio natalium*.

Justinien va plus loin : il décide que le seul fait de l'affranchissement impliquerait désormais le *jus aureorum annulorum* et la *restitutio natalium*, lorsque le maître aurait déclaré qu'il entendait que son affranchi fût citoyen romain (1).

Avec le temps, les différences qui séparaient à Rome les membres de la cité finissent par disparaître, les barrières autrefois infranchissables qui s'élevaient entre les classes de la société, s'abaissent successivement : plébéiens, clients, affranchis, arrivent à conquérir la plénitude du droit de cité.

Maintenant que nous connaissons les éléments dont la réunion formait le *jus civitatis*, les divers degrés qui pendant longtemps ont existé dans la qualité de citoyen, nous allons étudier, suivant la division que nous avons adoptée, les modes d'acquisition de la cité, en nous demandant d'abord quelles sont les personnes qui l'ont par le fait de leur naissance.

(1) Nov. 78, c. 1 et 2.

CHAPITRE II

DE L'ACQUISITION DE LA CITÉ PAR LE FAIT DE LA NAISSANCE

L'ancien principe coutumier, qui, en France, déterminait la nationalité par le lieu de la naissance, était inconnu à Rome. De même qu'aujourd'hui, chez nous, elle se réglait par la filiation, et même aucune prérogative n'avait été attachée au fait d'une naissance sur le territoire : cette circonstance ne permettait pas d'obtenir plus facilement le *jus civitatis*.

Remarquons d'abord que, pour naître citoyen romain, il faut avant tout naître libre : celui qui au moment où il vient au monde n'a pas la liberté, ne peut à plus forte raison avoir la cité.

Supposons donc que l'enfant naît libre et voyons comment se fixe sa nationalité.

Ulpien indique d'une manière générale les règles qui doivent nous guider dans cette recherche : *Connubio interveniente liberi semper patrem sequuntur; non interveniente connubio matris conditioni accedunt. In his qui jure contracto matrimonio nascuntur, conceptionis tempus spectatur; in his autem qui non legitime concipiuntur, editionis* (1).

(1) Ulpien, V. §§ 8 et 10.

Nous arrivons ainsi à poser les principes suivants:

1^{er} *Principe*. — L'enfant conçu *ex justis nuptiis* suit la condition de son père (1).

Faisant application de ce principe, nous déciderons que celui qui a été conçu du mariage d'un romain avec une romaine, une latine ou une pérégrine jouissant du *connubium*, naîtra citoyen romain (2).

L'enfant au contraire est-il né hors mariage, il aura la nationalité de sa mère.

De l'union de deux pérégrins ou d'un romain et d'une pérégrine naîtra un pérégrin, parce qu'il ne peut y avoir entre ses auteurs de *justæ nuptiæ* (3). Par la même raison, l'enfant d'un latin et d'une romaine est citoyen (4).

A la règle que nous venons de poser, plusieurs modifications ont été apportées.

Lorsqu'une femme libre entretenait des relations avec un esclave de l'aveu de son maître, l'enfant aurait dû naître libre et citoyen, suivant la condition de la mère, puisqu'il avait été conçu hors mariage. Cependant le sénatus-consulte Claudien permit au maître d'apposer au consentement qu'il donnait cette condition, que les enfants seraient esclaves et lui appartiendraient. C'était même porter une grave atteinte à ce principe d'ordre public, que l'état des personnes ne

(1) L. 19, *De Stat. hom.*, 1, 5, D.

(2) Gai., I, § 56.

(3) Gai., I, § 67.

(4) Gai., I, § 80.

saurait faire l'objet d'une convention privée (1). Aussi Adrien, revenant au droit commun, décide que l'enfant aura la liberté et la cité (2).

D'après une loi, dont le nom est resté illisible dans le manuscrit de Gaius, les enfants issus d'un citoyen et d'une esclave qu'il croyait libre, ne sont esclaves qu'autant qu'ils appartiennent au sexe féminin. Vespasien supprime une distinction aussi arbitraire, pour remettre en vigueur le principe d'après lequel les enfants doivent tous naître esclaves (3).

Une autre disposition de la même loi, que nous signale Gaius, réduit à la condition d'esclaves les enfants nés de l'union sciemment contractée par une femme libre avec un *servus alienus* : *Sed illa pars ejusdem legis salva est, ut ex liberâ et servo alieno quem sciebat servum esse servi nascantur* (4). Il paraît étrange que cette disposition soit encore en vigueur au temps de Gaius, alors que le sénatus-consulte Claudien, qui donnait la même solution, avait été aboli par Adrien. Ne faut-il pas dès lors voir une contradiction entre les §§ 84 et 86? Il n'en est rien : M. Demangeat, et M. Accarias (5) semble partager sa manière de voir, a levé cette antinomie apparente en faisant ressortir par la différence des termes de ces deux textes, qu'ils visent les hy-

(1) L. 37, *De Lib. caus.*, 40, 42, D.

(2) Gai., I, § 84.

(3) Gaius, I, § 85.

(4) Gaius, I, § 86.

(5) Demangeat, *Cours de droit romain*, I, p. 184. Accarias, *Précis de droit romain*, I, p. 72, note 2, (3^a).

pothèses distinctes. Le sénatus-consulte Claudien, dont il est question au § 84, ne s'appliquait qu'au cas d'une femme *civis romana* ou *latina*. Le jurisconsulte Paul, qui en traite, le dit lui-même (1). Au contraire, la loi mentionnée par Gaius n'était qu'une loi locale, concernant seulement les *provinciales*. La fin du § 86 confirme pleinement notre supposition : *Itaque apud quos talis lex non est, qui nascitur, jure gentium, matris conditionem sequitur, et ob id liber est*. Dès lors la contradiction disparaît. L'empereur Adrien abroge le sénatus-consulte Claudien relatif aux enfants nés d'une femme ingénue *civis romana* ou *latina*, mais il laisse subsister la loi locale d'après laquelle les enfants d'un esclave et d'une *peregrina*, sont esclaves.

Lorsqu'il n'y a pas *connubium*, avons-nous dit, les enfants suivent la condition de la mère; ainsi ceux qui naissent d'une *civis romana* et d'un pérégrin, devraient être citoyens. Cependant, par une nouvelle dérogation au droit commun, on avait admis qu'ils seraient pérégrins. Pour qu'il en soit ainsi, il fallait nécessairement que le père fût connu, car si l'enfant était *vulgo conceptus*, on ne pouvait faire autrement que de lui appliquer la qualité de sa mère.

Ulpien (2) nous donne cette conséquence comme étant le résultat de la loi *Mensia*, rendue sous Auguste et qui ordonnait que l'enfant eût, en pareil cas, la

(1) Paul, *Sent.* II, XXI, A, § 1.

(2) Ulpien, *Regul.* V, § 8, *in fine*.

situation la moins favorable, *deterioris parentis conditionem sequi jubet*. C'est aussi vraisemblablement de cette loi que parlait Gaius dans le § 78, qui ne nous est pas parvenu en son entier. D'autre part, le § 77 attribue à un sénatus-consulte d'Adrien ce qu'Ulpien attribue à la loi *Mensia*. Comment comprendre ce sénatus-consulte intervenant pour donner la même solution que la loi citée par Ulpien ? Tant qu'une nouvelle lecture du manuscrit de Vérone ne viendra pas apporter d'autres éléments à cette question, on ne pourra se livrer qu'à des conjectures. Voici toutefois l'explication qui nous paraît la meilleure. Gaius, dans le passage du § 77 qui fait défaut devait dire ce que disait Ulpien. La loi *Mensia*, pour rendre de telles unions moins fréquentes, décidait que, dans l'hypothèse, les enfants seraient pérégrins. Quant au sénatus-consulte, il est venu supprimer la loi *Mensia* et la punition dont elle frappe les unions contractées par des romaines avec des pérégrins, puis établir entre eux une sorte de *connubium* de manière que l'enfant était *justus filius patris*. Dès lors, c'est par l'effet du *connubium*, et non plus à titre de peine que l'enfant suit la condition de son père.

Quoi qu'il en soit, essayons de déterminer la portée de cette loi. Ici encore nous nous heurtons à de sérieuses difficultés. Il est certain qu'elle s'appliquait aux pérégrins ; mais concernait-elle les Latins ? Nous lisons dans le § 80 de Gaius, que l'enfant d'une citoyenne et d'un latin naissait citoyen. Celui qui précède semble

dire que la loi régissait aussi les Latins. Une distinction est nécessaire, et elle devait se trouver dans le § 79 qui comparait, à notre point de vue, la situation respective des diverses classes de Latins. Il y avait en effet les *Latini Veteres*, originaires du Latium, qui furent longtemps en guerre avec Rome ; on les traitait comme des pérégrins, et on comprend qu'ils aient été soumis à la loi *Mensia* : c'est à eux que fait allusion la fin du § 79. Il n'en était pas de même des autres catégories de Latins. Les Latins Coloniaires, qui venaient fonder des colonies parmi les peuples vaincus, méritaient plus de faveur et il est à croire qu'ils y échappaient. Quant aux Latins Juniens, il y avait pour eux une législation spéciale, et, contrairement à la loi *Mensia*, l'enfant d'un latin et d'une citoyenne était lui-même citoyen (1). Lorsqu'un affranchi devenu Latin Junien, en vertu des lois *Ælia Sentia* et *Junia Norbana*, obtenait, par les mêmes lois, le *connubium*, en épousant une *civis romana*, il aurait fallu décider, ce semble, que l'enfant serait latin comme le père. Un sénatus-consulte, rendu sur la proposition d'Adrien, déclara qu'il naîtrait romain. A l'époque de Justinien, la loi *Mensia* n'existe plus.

Terminons par quelques observations relatives aux colons, et voyons d'après quelles règles se déterminait la condition de leurs enfants. Il y avait les colons

(1) Gai., I, §§ 30 et 30.

libres et les colons esclaves. On appliquait aux enfants de ces derniers la règle *partus sequitur matrem*. Quant aux colons libres et ingénus, ils pouvaient contracter un véritable mariage ; fallait-il suivre à l'égard de leurs enfants les principes du droit commun ? La condition de la mère déterminait d'ordinaire celle des enfants ; nous disons d'ordinaire, car rien n'était fixé à ce sujet dans la législation, comme le remarque M. Guizot : « Cependant si le père était colon et la mère libre, le principe fléchissait ; ou, pour mieux dire, la législation varia et l'enfant suivit tantôt la condition du père, tantôt la condition de la mère. A tout prendre, l'effet de cette législation était de retenir un aussi grand nombre d'individus qu'il se pouvait dans la classe des colons (1). »

Justinien vint donner des solutions plus précises dans les lois 21 et 24 *De Agriculis*, C. L'enfant issu d'un père libre et d'une mère *adscriptitiæ conditionis*, suit la condition de sa mère (2). Dans l'hypothèse inverse, la loi 24 *De Agriculis* C. veut que les enfants naissent libres et ingénus comme leur mère, mais une décision postérieure de Justinien leur enleva le bénéfice de cette faveur (3). Ce sont là autant de dérogations qu'on ne peut justifier que par la nécessité de remédier à la dépopulation des campagnes et de protéger l'agriculture.

(1) Guizot, *Hist. de la Civilisation en France*, t. IV, p. 245.

(2) L. 21, *De Agricol.*, 11, 47, C.

(3) Nov. 162, c. 2.

Nous avons supposé jusqu'ici que la condition du père ou de la mère n'avait subi aucun changement. Mais il est possible qu'elle varie entre l'époque de la conception et celle de la naissance ; il importe par conséquent de préciser quelle est celle de ces deux dates qui devra être prise en considération.

Deuxième principe. — Dans le mariage légitime, l'enfant suit l'état juridique qu'avait son père lors de la conception. Issu de relations qui n'étaient pas *justæ nuptiæ*, il prend l'état qu'avait sa mère au moment de la naissance (1).

Une pérégrine devient romaine à la naissance de son enfant : celui-ci sera citoyen. Un pérégrin, alors même qu'il aurait acquis la cité à l'époque de la naissance, ne pourra transmettre que sa qualité de pérégrin.

Une telle distinction est-elle bien logique ? M. Demangeat ne le pense pas ; il voudrait, s'appuyant sur ce principe qu'en droit l'enfant simplement conçu a une existence juridique, que la condition de la mère, comme celle du père, fût envisagée à l'époque de la conception (2).

MM. Ortolan et Accarias l'approuvent au contraire : « La condition du père s'envisage au jour de la conception, parce que, dès lors, l'œuvre du père a été terminée ; celle de la mère s'envisage au jour de l'ac-

(1) Ulpien, V., § 10.

(2) Demangeat, *Cours de droit romain*, t. I, p. 175.

couchement, parce que jusque-là la vie de l'enfant dépend de la vie de la mère (1). »

Exacte ou non en théorie, la distinction que nous venons d'énoncer est admise par tous les anciens juriconsultes, et c'est à elle qu'on se réfère toutes les fois qu'il s'agit de déterminer la condition originaire d'un individu (2).

On combinera la maxime *is pater est quem juxta nuptiæ demonstrant* avec la règle d'après laquelle l'enfant peut naître viable entre le commencement du septième mois et la fin du dixième.

Gaius fait plusieurs applications de notre principe (3). Une femme *civis romana* est enceinte; condamnée à l'interdiction de l'eau et du feu, elle devient pérégrine au moment de l'accouchement : son enfant, s'il a été *vulgo conceptus*, naîtra pérégrin. Issu d'un légitime mariage, il aurait suivi la condition de son père au moment de la conception et eût été citoyen comme lui, quand même le père dans la suite serait venu à perdre la cité.

Supposons que, par l'effet du sénatus-consulte Claudien, une *civis romana* enceinte tombe en esclavage, Gaius distingue : l'enfant a-t-il été conçu *ex justis nuptiis*, il naît citoyen romain; au cas contraire, il naît esclave (4). Mais comment Gaius peut-il par-

(1) Ortolan, t. II, p. 43. Accarias, t. I, p. 71.

(2) L. 7, § 1, *De Senator.*, I, 9, D.

(3) Gaius, I, §§ 89 et suiv.

(4) Gaius, I, § 91.

ler de *justæ nuptiæ*, puisqu'il n'y avait pas de *communium* entre une citoyenne et un esclave? Voici l'hypothèse: Une femme citoyenne romaine est unie en justes noces à un homme libre, et entretient d'autre part des relations avec un esclave. Elle met au monde un enfant, alors la question se pose de savoir si cet enfant est le fruit d'une union légitime ou d'un commerce adultérin; au premier cas, il sera citoyen romain comme son père, parce qu'il a été conçu *ex justis nuptiis*; au second cas, comme il est *vulgo conceptus*, il suivra la condition de sa mère et subira la déchéance que le sénatus-consulte prononçait contre elle.

En sens inverse, l'enfant conçu hors mariage d'une pérégrine qui devient au moment où elle accouche citoyenne, devrait naître citoyen. Nous avons vu que la loi *Mensia* en avait décidé autrement, en disposant que l'enfant qui comptait parmi ses deux auteurs un pérégrin, naîtrait pérégrin. Un sénatus-consulte d'Adrien, par dérogation à la loi *Mensia* et revenant ainsi au droit commun, veut qu'il naisse romain alors que son père et sa mère, pérégrins l'un et l'autre ou tous les deux au jour de la conception, seraient tous deux citoyens au jour de la naissance (1).

D'après ce que nous avons dit précédemment, il faudrait attribuer la qualité d'esclave à l'enfant né d'une femme qui accouche, après avoir été réduite en

(1) Gaius, I, § 92.

servitude. Mais il fut admis, par faveur, que la femme libre qui avait conçu hors mariage et qui accouchait esclave, de même que celle qui, esclave à ces deux époques, avait joui de la liberté pendant une partie du temps intermédiaire, mettrait au monde un enfant libre. Comment justifier une dérogation aussi importante ? Était-ce par application de cette fiction que l'enfant conçu est traité comme né toutes les fois qu'il y va de son intérêt ? Nous ne le croyons pas. Les textes n'y font aucune allusion (1), et nous avons vu les jurisconsultes romains s'écarter, en notre matière, de cette maxime pour poser en principe, que l'enfant suivait la condition de la mère au moment de sa naissance. La faveur de la liberté, tel est le seul motif qu'on puisse donner à cette disposition. Gaius ne nous en parle pas, et Ulpien ne mentionne aucune exception au principe qu'il a posé. C'est l'empereur Adrien qui le premier, dans un rescrit particulier, avait décidé que lorsqu'une femme libre serait condamnée pendant sa grossesse au dernier supplice et deviendrait par suite esclave, son enfant naîtrait libre (2). Nous trouvons une constitution de Caracalla rendue par le même motif (3). Les jurisconsultes finirent par généraliser ces décisions isolées, et les Institutes y consacrent comme une doctrine défini-

(1) Inst. I. t. IV, pr.

(2) L. 48, *De Stat. homin.*, 1, 5, D.

(3) L. 4, *De Pernis*, 9, 47, C.

tive (1) : qu'il suffit que la mère ait été libre à un moment quelconque de sa grossesse pour que l'enfant jouisse de la liberté. L'enfant était libre, les textes le disent formellement, mais était-il par là même citoyen ? Il l'était, pourvu que la mère l'eût été aussi à une époque quelconque de la gestation. La loi 4, cod. *De Pænis*, confirme par son texte notre manière de voir : *Si ante conceptus est, de quo libellos dedisti, quam mater ejus in metallum condemnaretur ; natus conditionis est, ante condemnationis mater ejus fuit*. Il en résulte donc ceci que l'enfant prend à tous égards la condition que sa mère avait à sa dernière minute de liberté : il naîtra, par conséquent, citoyen si la mère l'a été dans l'espace de temps écoulé depuis la conception jusqu'à la naissance.

(1) L. 5, §§ 2 et 3, *De Stat. homin.*, 1, 5, D. Paul, *Sent.*, II, 24, §§ 2 et 3. *Instit.*, I, 4, pr.

CHAPITRE III

COMMENT ON DEVIENT CITOYEN

L'ancienne langue du droit comprenait tous les hommes libres, qui n'étaient pas citoyens, sous la dénomination générale d'*hostes*, mot qui signifiait égaux (1). A mesure que Rome devint plus puissante et qu'elle étendit le cercle de ses conquêtes, il fallut distinguer l'ennemi de l'étranger, les *barbari* et les *peregrini*. Par pérégrins, on désigne les peuples soumis à la domination romaine, mais non investis du droit de cité ou qui sont unis à Rome par les liens d'un traité. Quand aux barbares, placés en dehors de la civilisation romaine et de l'*orbis romanus*, on n'a d'autres relations avec eux que celles qui peuvent naître de la guerre.

Les modes d'acquisition de la cité, que nous allons étudier, varient suivant qu'il s'agit d'hommes libres ou d'esclaves; l'affranchissement procure à ces derniers, en même temps, que la liberté la qualité de citoyen.

Voici l'ordre que nous suivrons dans ce chapitre :

1° Des Latins et des modes spéciaux qui leur permettent d'acquérir la cité ; 2° acquisition du droit de

(1) Festus, v° *Status dñs*.

cité par les pérégrins qui ne sont pas Latins ; 3^o comment les esclaves peuvent devenir citoyens. •

SECTION PREMIÈRE

Des Latins et des modes spéciaux qui leur permettent d'acquérir la cité.

Les Latins étaient assurément ceux des pérégrins qui avaient le plus de facilité pour devenir citoyens. Tandis que l'acquisition de la cité, pour les autres, pérégrins, ne pouvait faire l'objet que d'une concession de faveur, elle revêt, pour les Latins, le caractère d'un droit, dès qu'ils ont rempli les conditions prescrites ; c'était, pour nous servir du langage moderne, une véritable naturalisation par bienfait de la loi.

Les Latins occupaient, entre les citoyens et les pérégrins, une situation intermédiaire qu'on désigne sous le nom de *jus Latii*. Ce droit, s'il n'impliquait pas pour eux la jouissance complète de tous les attributs du titre de citoyen, leur en conférait du moins les principaux avantages. C'est ainsi que les uns jouissent du *connubium* et du *commercium*, les autres seulement du *commercium*, dans une mesure plus ou moins large (1).

(1) Les Latins Juniens jouissaient bien du *commercium*, comme les Latins Coloniaires, mais ce droit avait été soumis à leur égard à une triple restriction

Leur condition variait, en effet, suivant la diversité de leur origine, et, parmi les peuples désignés sous le nom général de Latins, il faut distinguer les *Latini Veteres*, les *Latini Coloniarii* et enfin les *Latini Juniani*. Nous ne nous proposons pas de rechercher les droits qui leur furent accordés et de suivre sur ce point les vicissitudes de la législation, ce serait sortir des limites de notre sujet. Occupons-nous seulement de la situation spéciale qui était faite aux Latins pour l'acquisition de la cité, et déterminons quels sont ceux qui en bénéficiaient.

§ I. — *Latini Veteres*.

Les *Latini Veteres* sont les habitants de l'ancien Latium. Ils formaient une vaste association de cités ayant Albe pour capitale. Rome vit bientôt dans cette ville une rivale et tous ses efforts tendirent à la supplanter, à prendre la place qu'elle occupait à la tête des colonies latines. Plusieurs fois soumis, sans cependant déposer les armes, les Latins essayèrent encore, à la chute de la royauté, de reconquérir leur indépendance ; après la sanglante bataille du lac Régille (1) (vers l'an 260 de Rome), les Romains se

par la loi *Junia Norbana*. Ils étaient incapables de tester, d'exercer le *jus capiendi directo* c'est-à-dire qu'ils ne pouvaient recueillir le bénéfice d'une institution d'héritier ou d'un legs, à moins d'être devenus romains du vivant du testateur ou dans les cent jours de son décès (Ulpien, XVII, § 1, XXII, § 3) ; enfin, ils ne pouvaient être nommés tuteurs par testament (Gaius, I, §§ 32 et 24).

(1) Tite-Live, II, 33.

décidèrent à traiter avec eux et les deux peuples furent désormais considérés comme citoyens d'un même État. Mais s'ils avaient l'égalité civile, ils n'en jouissaient pas au point de vue politique. Rome ayant refusé de faire droit à leurs réclamations de prendre un consul parmi eux, et de les recevoir dans le Sénat, la lutte recommence, pour aboutir à une nouvelle défaite et à la dissolution de l'ancienne confédération latine (416). Des villes qui en faisaient partie, les unes obtinrent le *jus civitatis*, soit avec le droit de vote, soit *sine suffragio* (1) ; les autres, moins favorisées, gardèrent leur condition antérieure, *nomen latinum* : il faut cependant remarquer que l'accès de la cité romaine leur était singulièrement facilité. A la suite de la guerre sociale, qui faillit amener la ruine de la République, on comprit qu'il était sage de se ménager des alliés et de gagner les villes vaincues en leur donnant la cité. Les lois *Julia* (664) et *Plautia* (665) accordèrent l'une et l'autre le *jus civitatis* aux Latins et à presque tous les habitants de l'Italie. La loi *Julia*, proposée par le père de Jules César, ne confierait pas à vrai dire le droit de cité aux Latins, mais, ce qui revenait presque au même, elle leur accordait la faculté de l'acquérir, en déclarant qu'ils voulaient se soumettre au droit civil de Rome (2).

A l'époque classique, il n'y a plus de *Latini Vete-*

(1) Tite-Live, VIII, 14.

(2) Cicero, *Pro Balbo*, 8 ; *Pro Archia*, 4. Appien, *De Bello civ.*, I, 49.

res, mais leur condition a servi de modèle aux *Latini Coloniarii* qui doivent maintenant nous occuper.

§ II. — *Latini coloniarii*.

Rome eut de bonne heure l'habitude de fonder des colonies; c'étaient de vastes garnisons, sortes de remparts, « *propugnacula Imperii* », qui la protégeaient contre les incursions de ses voisins; la politique romaine savait aussi s'en servir pour éloigner des citoyens trop nombreux, que leur misère rendait dangereux pour l'État. Les premières colonies furent composées de citoyens romains, *coloniæ togatæ*; leur organisation offrait une image réduite, mais exacte, de la métropole, ayant comme elle des comices, un sénat, et des magistrats (1). Les citoyens qui allaient ainsi propager les mœurs romaines et étendre l'influence de leur patrie, n'en restaient pas moins investis du titre de *cives romani*, et conservaient les droits qui y étaient attachés.

Les colonies, peu nombreuses sous la royauté, se multiplient de plus en plus pendant la République, elles s'établissent principalement dans le nord de l'Italie.

La conquête du Latium, en donnant à Rome un nouveau contingent de sujets, lui procura un nouvel élément de colonisation dont elle se hâta de tirer

(1) Aulu-Gelle, XVI, 13.

parti. De cette époque date l'apparition des premières colonies latines. Elles avaient le même but que les précédentes, mais non les mêmes prérogatives; les colons qui en faisaient partie, ne jouissent que du *jus latii*, bien plus les citoyens romains qui y entraient, échangeaient cette qualité contre celle de latin.

Cicéron et Gaius nous apprennent que ces colonies se composaient de trois catégories de personnes. Elles se recrutaient en premier lieu, par l'enrôlement volontaire de citoyens renonçant à leur patrie; puis il y avait les personnes condamnées à une amende et qui en évitaient ainsi le paiement, et enfin les fils de famille envoyés par leur père (1). La condition de latin colonaire s'acquiert par la naissance, d'après les règles que nous avons examinées pour le *jus civitatis* (2), et conformément à la loi *Mensia*, l'enfant issu d'un pérégrin et d'une latine doit naître pérégrin.

Lorsque les lois *Julia* et *Plautia* eurent concédé, à la suite de la guerre sociale, le *jus civitatis* aux Latins habitants du sol italique, il faut sortir de l'Italie pour trouver encore des Latins coloniaires. Caius Gracchus avait fondé une colonie à Carthage (3), et depuis ce moment on en trouve un grand nombre dans toutes les provinces. En 584, il s'en établit une en Espagne, à Cartéia (4). Depuis, le *jus latii* fut oc-

(1) Cicéron, *Pro Cæcena*, 33. Gaius, I, § 131.

(2) Gaius, I, § 67.

(3) Velléius Paterculus, I, 15.

(4) Tite-Live, 43, 3.

troyé à des individus, à des cités, ou même à des pays entiers (1). La loi *Pompeia* (663) l'accorda à de nombreuses villes de la Gaule transpadane, et Vespasien en gratifia tous les habitants de l'Espagne (2). Sans aller jusqu'à donner à ces peuples le droit de cité, c'était, néanmoins, leur en faciliter singulièrement l'accès.

Si les Latins colôniaires étaient inférieurs aux *Latini Veteres*, par la privation du *connubium*, ils jouissaient comme eux des mêmes privilèges pour obtenir la qualité de citoyen. Ce sont ces modes spéciaux d'entrer dans la cité, communs aux *Latini Veteres*, aux *Latini Coloniarii* de l'Italie ou des provinces, et qui constituaient l'un des plus précieux avantages du *jus Latinitatis*, que nous devons maintenant examiner.

Voici donc comment ces Latins devenaient citoyens romains :

1° Lorsqu'ils s'établissaient à Rome et qu'ils laissaient dans leur patrie un ou plusieurs enfants issus d'eux, *stirpem ex se*, pour y perpétuer leur race (3).

2° Lorsqu'ils réussissaient à faire condamner un magistrat romain accusé de concussion ; la loi *Servilia Glaucia*, rendue vers l'an 650 de Rome, récompensait ainsi leur dénonciation (4).

3° Lorsqu'ils avaient exercé pendant un an une magistrature dans une ville latine.

(1) Suétone, *Oct. Aug.*, 47.

(2) Pline, *Natur. hist.*, III, 4.

(3) Tite-Live, 41, 8.

(4) Cicéron, *Pro Balbo*, 24.

A ce dernier mode d'acquisition de la cité se rattache une controverse, à laquelle a donné naissance l'état incomplet dans lequel nous est parvenu le § 96 du Comm. I de Gaius; citons d'abord ce qui reste de ce texte : 96 . . . *magistratum gerunt, civitatem romanam consequuntur, minus latum est, cum hi tantum qui vel magistratum vel honorem gerunt, ad civitatem romanam perveniunt : idque compluribus epistolis principum significatur.*

Suivant une opinion enseignée par M. Pellat, Gaius, après avoir parlé dans le paragraphe précédent d'un cas où le latin acquérait la cité pour lui et ses enfants, indiquerait, dans le paragraphe suivant, que celui qui exerçait une magistrature avait un droit moins étendu, *minus latum*, qui ne profitait qu'à lui et non à sa famille. Il est vrai que dans le manuscrit le mot *latum* est écrit avec deux t, mais ce ne serait que le résultat d'une faute d'orthographe.

Niebuhr, au lieu de *minus latum* a lu *minus latium*. Ces mots, ainsi restitués, marqueraient une dualité dans la condition de ceux qui jouissaient du *jus latii*; au *minus latium* devait s'opposer le *majus latium*. Tandis que les uns pouvaient, en exerçant une magistrature, acquérir le droit de cité pour eux et leurs enfants, le même bénéfice, pour les autres, était restreint à la personne du magistrat : c'est ce que signifient les mots *hi tantum*. Le commencement de notre texte parlait donc du *majus latium*, et Niebuhr le complète de la manière suivante : *Majus latium vocatur, cum*

quicumque Romæ munus faciunt, non hi tantum qui magistratum gerunt, etc. (1).

Les Tables de Salpenza viennent confirmer cette supposition ; nous y voyons, en effet, que la fonction de *duumvir*, exercée dans ce municpe de Salpenza, conférait aux enfants le *jus civitatis* : « Qui Il vir ædilis quæstor ex hâc lege factus erit, cives romani sunt, cum post annum magistratu abierint, cum parentibus, conjugibusque ac liberis, qui legitimis nuptiis quæsi in potestate parentium fuerint, item nepotibus ac neptibus filio natis et natabus, qui quæque in potestate parentium fuerint ; dum ne plures cives romani sint, quam quod ex hac lege magistratus creare oportet (2). » Les villes qui se trouvaient jouir du même privilège que la ville de Salpenza, composaient le *majus latium*. Le texte que nous avons cité a permis à M. Mommsen de reconstituer ainsi la fin du § 95 et le commencement du § 96 : « Quod jus quibusdam peregrinis civitatibus concessum est, tributo jure majoris latii. Eo enim differunt latium majus et minus, quod majus latium est cum non solum qui magistratum gerunt, sed conjuges et parentes et liberi etiam eorum qui magistratum gerunt, civitatem romanam consequuntur ; minus latium est cum hi tantum. . . . »

C'est cette restitution qu'admet M. Giraud comme

(1) Niebuhr, *Hist. rom.*, t. III, p. 411, remarque 163.

(2) Lex Salpenzana, C. 29, Giraud, *Juris. rom. ant. vestigia*, p. 171.

étant la plus vraisemblable (1); nous sommes tout disposés à le suivre. Il faudrait donc, lorsqu'on parle de l'acquisition de la cité par les magistrats des villes latines, distinguer suivant que ces villes ont le *majus latium* ou le *minus latium*; dans un cas, l'acquisition s'étendrait à toute leur famille, dans l'autre, elle ne lui profiterait pas. M. Dubois a cru devoir se rallier à la même opinion dans la nouvelle édition des institutes de Gaius qu'il a publiée, d'après l'apographum de Studemund (2).

§ III. — *Latins Juniens.*

Au moment où le droit de cité était accordé à toute l'Italie, nous voyons apparaître une autre classe de Latins, les Latins Juniens.

C'est la loi *Junia Norbana* qui créa cette nouvelle catégorie pour certains affranchis : de là le nom de Juniens qui leur fut donné.

La date de cette loi fait l'objet de vives controverses; les auteurs pensent qu'elle aurait été rendue, soit en l'an 671, soit en l'an 772 de Rome; car on trouve en 671 un consul du nom de Junius Norbanus, et en 772 deux consuls appelés l'un Julius Silanus, l'autre Norbanus Flaccus. Nous préférons suivre la première de ces deux dates et décider que la loi *Junia Norbana* est antérieure à la loi *Ælia Sentia*, qui n'est que de l'an

(1) Giraud, *Enchiridion juris romani*, p. 160.

(2) Dubois, *Inst. de Gaius*, p. 62 et 63.

757. Dosithée assure que c'est la loi *Junia* qui a introduit la classe des Latins Juniens (1), et nous lisons dans Gaius (2) que la loi *Ælia Sentia* donnait la qualité de Latin aux esclaves affranchis avant l'âge de trente ans. Si la loi *Junia* était postérieure à la loi *Ælia*, ce serait cette dernière qui aurait créé la classe des Latins Juniens, résultat que Dosithée attribue formellement à la loi *Junia*, et que vient encore confirmer le nom qu'ils portent. Un passage d'Ulpien (3) pourrait faire croire qu'à l'époque de la loi *Ælia*, il n'y avait pas encore de Latins et que l'esclave affranchi dans certains cas ne devenait pas citoyen, mais était assimilé à celui qui vivait en liberté d'après la volonté de son maître, grâce à la protection du préteur; on peut révoquer en doute l'authenticité du passage de ce texte comme étant l'œuvre d'un glossateur plutôt que d'Ulpien, et la fin même prouve que la loi en question parlait de Latins. Cicéron, il est vrai, ne signale dans ses *Topiques* (4), écrites en 710, que trois modes pour l'esclave d'acquérir la liberté : la vindicte, le cens et le testament; la loi *Junia Norbana* n'aurait donc pas été en vigueur à cette époque; mais il est permis de supposer que Cicéron n'entendait parler que de l'ancien droit civil.

(1) Dosithée, *Disput. de Manumiss.*, § 12.

(2) Gaius, I, §§ 29, 31, 66.

(3) Ulp., *Regul.*, I, § 12.

(4) Cicéron, *Topic.*, 2.

Déterminons maintenant dans quels cas on était Latin Junien, en vertu des lois *Junia Norbana* et *Ælia Sentia*. Gaius (1) qui les énumère, en cite trois que nous allons parcourir :

1° Lorsqu'un maître, pour affranchir son esclave, ne recourait pas à l'un des modes solennels, cens, vindicte ou testament, le droit civil, dans sa rigueur, refusait tout effet à une volonté manifestée en dehors des formes qu'il prescrivait. Cet esclave restait donc dans sa condition primitive. Le préteur comprit qu'il y avait là une situation digne d'intérêt, qui devait être protégée ; aussi intervenait-il quand le maître essayait de reprendre sur son ancien esclave des droits volontairement abdiqués (2).

Cette liberté de fait, la loi *Junia Norbana* vint la changer en une liberté légale et sanctionner législativement l'œuvre du préteur. On faisait ainsi disparaître de Rome toute une nombreuse classe d'individus *servi in libertate*, esclaves sans l'être, dont l'état était aussi anormal qu'équivoque. La loi *Junia Norbana* leur donna la liberté, mais non la cité. Clodius, au dire de Cicéron (3), aurait voulu qu'on allât jusque-là : cette proposition ne fut pas acceptée ; on se contenta de les assimiler aux Latins des colonies. Désormais l'affranchissement fait en dehors des formes solennelles *per epistolam*, *inter amicos*..., ne sera

(1) Gaius, I, § 17.

(2) Gaius, III, § 56. Dosithée, *Disputatio de manumiss.*, §§ 5, 7.

(3) Cicéron, *Pro Milone*, 12.

plus dénué d'effet, il confèrera à l'esclave, non pas la cité, mais la liberté.

2° Le droit civil ne reconnaissait comme affranchissement valable que celui qui émanait du *dominus ex jure Quiritium*. Or, les esclaves étant considérés à Rome comme des *res Mancipi*, il fallait, pour les aliéner par acte entre vifs, recourir soit à la *mancipatio*, soit à la *cessio in jure*; et si, par exemple, dans une vente on s'était borné à employer la tradition, le nouvel acheteur n'avait que le *dominium bonitarium*, et il ne pouvait affranchir son esclave. Ici encore l'intervention tutélaire du préteur lui accordait une liberté de fait, jusqu'au jour où la loi *Junia Norbana* en fit un Latin Junien (1).

Mais qu'arriverait-il si le propriétaire *ex jure Quiritium* s'avisait d'affranchir l'esclave qu'il a aliéné? Remarquons d'abord qu'il ne le peut pas, car il n'a plus la puissance dominicale, il n'a conservé qu'un *nudum jus* (2). Cependant cet affranchissement sera-t-il inefficace? Non; s'il vient s'ajouter à celui qui émane de l'autre maître, il constitue une *iteratio* (affranchissement nouveau) qui donne à l'esclave non plus la qualité de latin, mais le titre de citoyen en effaçant le vice inhérent à la première manumission (3). Allons plus loin, et supposons que le maître quiritaire affranchisse seul son ancien esclave, il va de soi qu'un

(1) Gaius, I, 167. Ulpien, *Regul.* I, § 16. Dosithée, 9.

(2) Gaius, I, 54.

(3) Ulpien, III, 4.

pareil acte ne saurait priver le maître bonitaire de sa propriété, mais il aura pour effet de le dépouiller de son *nudum jus*, au profit de celui qui a la propriété bonitaire. C'est ainsi que lorsqu'un esclave appartient à deux maîtres, l'un des deux perd son droit, s'il l'affranchit seul, sans que l'esclave acquière absolument rien, mais l'autre devient complètement propriétaire.

3° La loi *Junia Norbana*, en créant les deux causes de Latinité que nous venons d'examiner, se montrait animée d'idées favorables aux esclaves dont elle consacrait la liberté. La loi *Ælia Sentia*, au contraire, procède d'un point de départ tout différent ; après avoir apporté des limites à la liberté d'affranchir, elle créa une classe nouvelle de Latins Juniens. (C'est donc à tort que Justinien attribue à la loi *Junia Norbana* tous les cas de Latinité) (1). La date de cette loi rendue sous Auguste, au milieu des guerres civiles, explique suffisamment dans quel but elle cherchait à restreindre le nombre des affranchissements. D'après cette loi, avant l'âge de trente ans, l'affranchi ne peut devenir citoyen, il ne peut être que latin. Mais il y avait des exceptions (2). Le mineur de 30 ans, affranchi *vindicta* pour une juste cause et avec l'approbation d'un conseil, devient citoyen. Les justes causes que le conseil avait à approuver, devaient être justifiées par l'intérêt ou l'affection. Quant au conseil, il se composait à

(1) Instit., I, 5, § 3.

(2) Ulp., *Regul.*, I, § 12.

Rome, de cinq sénateurs et de cinq chevaliers pubères, dans les provinces, de vingt *recuperatores* citoyens romains (on donnait ce nom à des citoyens appelés à rendre la justice et qui se trouvaient sur des listes dressées chaque année par le président de la province) (1). Si l'esclave a été affranchi *testamento*, il ne peut devenir que latin. L'affranchissement par le cens était tombé en désuétude sous l'Empire, aussi Ulpien n'en parle pas dans le § 12, t. I. Un passage de ce texte, passage auquel nous avons déjà fait allusion, a soulevé quelques difficultés, nous voulons parler de la phrase : *Ideo sine consilio manumissum Cæsaris servum manere putat*. Le mot *Cæsaris* a fort embarrassé les commentateurs; on l'a remplacé soit par *Cassius*, soit par *censu*. Si on admet cette dernière restitution, le texte aurait un sens tout différent; il signifierait que l'esclave mineur de trente ans, affranchi *vindicta sine consilio* ou *censu*, reste esclave; or, Gaius dit positivement le contraire (2). Enfin le mineur de trente ans devient citoyen, lorsqu'il est nommé tuteur par testament ou institué héritier par un maître insolvable, et que nul autre ne se présente pour recueillir l'hérédité (3).

Aux trois causes de Latinité que nous avons énumérées comme résultant des lois *Junia Norbana* et

(1) Gaius, I, §§ 18-20.

(2) Gaius, I, §§ 17 et 18.

(3) Gaius, I, § 21. L. 34, § 2, *De test. tut.*, 26, 2, D.

Ælia Sentia, les constitutions impériales en ajoutent de nouvelles.

D'après un édit de Claude, l'esclave malade que son maître avait chassé de sa maison pour ne pas le soigner, devenait latin (1).

L'affranchie qui, malgré son patron, se marie avec un esclave, perd la liberté et si elle vient à être de nouveau affranchie, elle ne sera pas citoyenne, mais latine (2).

Constantin accorde la même qualité à l'esclave qui dénonce l'enlèvement d'une jeune fille, et une autre constitution du même empereur déclare latins de plein droit, les enfants issus d'une femme ingénue et d'un *servus fiscalis*.

Enfin du principe que le *manumissus* emprunte la nationalité du *manumissor*, nous devons conclure que l'affranchi d'un pérégrin, sera pérégrin lui-même, et latin si son maître était latin (3).

Les Latins Juniens, avons-nous dit, jouissaient de faveurs toutes spéciales pour l'obtention du *jus civitatis*, et c'était pour eux un moyen facile d'effacer l'état d'infériorité dans lequel ils se trouvaient au point de vue des droits civils. Voyons avec Ulpien qui les énumère (4), par quels moyens ils acquéraient la cité.

(1) L. 2, 40, 8, D. l. un., § 3. 7, 6, C. Suétone, *Claude*, 25.

(2) Paul, *Sent.*, II, 21, A, § 7.

(3) Instit., I, 5, § 3. Dosithée, *De manumiss.*, § 12.

(4) Ulpien, *Regul.*, t. III.

1° *Beneficio principali*. — C'était la concession du *jus Quiritium* faite par le prince ; on comprend que l'empereur ait pu conférer la cité à un latin, mais il portait atteinte du même coup aux droits que le patron avait sur la succession de son ancien esclave. Trajan remédia à cet abus et, dans une constitution, il décide que le patron conservait tous ses droits, lorsque le *beneficium principale* aurait été accordé malgré lui ou à son insu (1). Il en résultait que l'affranchi assimilé, sa vie durant, aux autres citoyens, retombait en mourant dans son ancienne condition. Pour mettre un terme à cette situation anormale, un sénatus-consulte d'Adrien permit aux Latins, qui avaient ainsi obtenu le droit de cité sans le concours de leur patron, de rendre cette concession efficace, en recourant soit à la *causæ probatio*, soit à l'*erroris causæ probatio* (2).

2° *Liberis*. — Ce second mode, pour les Latins de devenir citoyens, peut se présenter à deux points de vue différents : la *causæ probatio* et l'*erroris causæ probatio*.

Causæ probatio. — La loi *Ælia Sentia*, après avoir classé parmi les Latins Juniens, les affranchis mineurs de trente ans, leur donna, par la *causæ probatio*, un moyen nouveau d'entrer dans la cité. Ulpien, il est vrai, fait remonter à la loi *Junia Norbana* (3) cette

(1) Gai., III, § 72, Instit., III, 7, § 4, *in fine*.

(2) Gai., III, § 73.

(3) Ulp., *Regul.*, III, § 3.

disposition que Gaius (1) attribue formellement à la loi *Ælia Sentia*, mais c'est évidemment le résultat d'une erreur que le jurisconsulte corrige lui-même dans un autre texte (2). Voici en quoi elle consistait : un affranchi âgé de moins de trente ans a épousé, soit une Romaine, soit une Latine Junienne ou des colonies, *liberorum quærendorum causa*, et, de cette union, contractée en présence de sept témoins citoyens romains et pubères, est né un enfant. Lorsque l'enfant a atteint l'âge de un an (*anniculus*), le latin se présente devant le préteur ou le gouverneur de la province, et prouve qu'il réunit les conditions requises par la loi, *causam probat*. On comprend que la loi *Ælia Sentia*, qui avait pour but l'accroissement de la population, exige que l'enfant ait surmonté les chances de mortalité de la première année. Il obtenait alors du magistrat le droit de cité pour lui, pour sa femme, à supposer qu'elle fût latine, et aussi pour son enfant, à moins que sa mère ne fût romaine, car nous savons qu'un sénatus-consulte d'Adrien, par dérogation à la loi *Mensia*, lui donnait la qualité de citoyen (3).

La *causæ probatio* n'était pas admise dans l'hypothèse inverse, au cas d'un mariage entre une latine et un romain ; c'est du moins ce qui paraît résulter du § 29 de Gaius (4).

(1) Gaius, I, § 29.

(2) Ulp., *Regul.* VII, § 4.

(3) Gai., I., §§ 29 et 30.

(4) Cf. M. de Vangerow, *Ubera die Latini Jurniani*, p. 200.

Il n'est pas nécessaire, pour la *causæ probatio*, que le latin soit encore en vie au moment où l'enfant devient *anniculus*, elle peut être faite après sa mort (1).

La loi *Ælia Sentia*, en ouvrant cette voie du mariage, pour arriver à la cité romaine, n'avait parlé que des mineurs de 30 ans ; elle fut étendue aux autres Latins Juniens, par le sénatus-consulte Pégasien (2).

Erroris causæ probatio.—Ici encore, il faut supposer qu'il y a absence de *connubium* entre les deux époux et qu'un enfant est né de leur union. L'*erroris causæ probatio* ne doit pas être confondue avec la *causæ probatio* : d'abord, son champ d'application est plus vaste en ce qu'elle ne concerne pas seulement les latins, elle s'applique aussi aux pérégrins. Puis l'hypothèse n'est pas la même, elle implique que l'un des conjoints s'est trompé sur la nationalité de l'autre. Alors des sénatus-consultes avaient admis les époux, au cas de survenance d'un enfant, à prouver leur erreur et à obtenir le droit de cité pour cet enfant et pour eux. Le mariage se transformait en *justæ nuptiæ*.

Gaius énumère les cas dans lesquels cette théorie recevait son application (3); on peut les ramener à trois principaux :

L'un des conjoints est romain et croit son conjoint romain comme lui, alors que celui-ci n'était, en réa-

(1) Gai., I, § 32.

(2) Gai., I, § 34.

(3) Gai., I, §§ 67-72.

lité, que latin ou même pérégrin. Il n'y aura pas entre eux de justes noces, et cependant le conjoint romain avait l'intention évidente de contracter une union conforme au droit civil (1).

Un latin épouse par erreur une pérégrine qu'il regardait comme latine ou romaine, ou bien une latine s'unit à un pérégrin qu'elle croyait latin. Ici, le conjoint qui a été victime d'une erreur ne pouvait avoir la pensée de contracter de justes noces, mais il se croyait dans le cas prévu par la loi *Ælia Sentia*; il espérait, par conséquent, transformer son mariage en *justæ nuptiæ* et acquérir la cité au moyen de la *causæ probatio*; par l'*erroris causæ probatio*, il arrivera au même résultat (2).

Enfin, on accordait cette faveur au romain qui, ignorant sa propre qualité et se croyant latin ou pérégrin, épousait un conjoint ayant la nationalité qu'il supposait la sienne. S'il eût connu son titre de citoyen, il aurait probablement tenu à prendre un conjoint qui en fût aussi investi (3).

3° *Iteratione*. — L'*iteratio* est un nouvel affranchissement en vue de donner le droit de cité à celui qui jusque-là n'avait reçu que la liberté. Un affranchissement a été fait sans employer les formes solennelles exigées, l'esclave, nous le savons, devient alors latin; mais il sera citoyen si on l'affranchit à nouveau, en re-

(1) Gai., I, §§ 67 et 68.

(2) Gai., I, §§ 69 et 70.

(3) Gai., I, § 71.

courant à l'un des modes légaux. Nous avons eu déjà occasion de signaler une application de cette règle, à propos de l'esclave affranchi par un maître qui n'avait sur lui que le *dominium bonitarium*, et dont l'affranchissement était renouvelé par le *nudus dominus ex jure Quiritium* (1).

Un sénatus-consulte étendit ce bénéfice et en communiqua les effets aux enfants du latin.

4° *Militia*. — La loi *Visellia* donnait comme récompense le titre de citoyen au latin qui avait servi pendant six ans dans les gardes de Rome. Le temps exigé fut réduit plus tard à trois ans (2).

5° *Nave*. — L'Italie, sous l'Empire, ne pouvait s'approvisionner avec ses seules ressources ; aussi un édit de Claude accorda la cité au latin qui avait construit un navire d'une capacité de dix mille boisseaux au moins, et transporté du blé à Rome pendant six ans (3).

6° *Ædificio*. — Même privilège pour le latin qui construisait une maison à Rome. Il devait y employer une notable partie de son patrimoine. Quelle en était au juste la quotité ? On l'ignore ; Ulpien ne fait que mentionner ce mode, et le passage où Gaius en traitait ne nous est pas parvenu (4).

7° *Pistrino*. — La même faveur était attachée à la

(1) Ulp., *Regul.*, III, § 4.

(2) Ulp., *Regul.*, III, § 5.

(3) Ulp., *Regul.*, III, § 6. Gai., I, § 34. Suétone, *Claude*, c. 18 et 19.

(4) Ulp., *Regul.*, III, § 1. Gaius, I, § 33.

construction d'un moulin ou d'une boulangerie.

8° *Triplici enixu*. — D'après un sénatus-consulte dont on ignore le nom, l'affranchie latine qui avait mis au monde trois enfants illégitimes avait droit à la cité romaine (1). Ce bénéfice remplaçait pour elle la *causæ probatio*. Néanmoins, on peut s'étonner de voir une telle prime accordée à la prostitution. Une pareille décision est en contradiction avec l'esprit des lois de l'époque qui ont pour but, comme la *causæ probatio*, de favoriser le mariage et la filiation légitime. Peut-être y avait-il, à la place du mot *vulgo*, le nom du sénatus-consulte que le copiste n'a pu lire ; ou bien, faut-il remplacer avec Huschke les mots *vulgo quæ sit ter enixa* par ceux-ci : *mulier quæ sit ter enixa* (2).

Dans ces hypothèses où nous avons vu, en raison de motifs divers, le droit de cité concédé aux Latins, ce droit ne profitait pas à leurs enfants déjà nés. En dehors d'une disposition formelle de la loi, ils ne devenaient citoyens que par la volonté du prince, cas auquel on disait que le latin entraît dans la cité *cum liberis suis* (3).

(1) Ulp., *Regul.*, III, § 1.

(2) Pillat, *Manuale juris synop*, page 729, note 1.

(3) Gaius, I, § 95.

SECTION II

Des Pérégrins qui ne sont pas Latins.

Avant d'étudier comment les pérégrins pouvaient devenir citoyens, nous devons établir entre eux une distinction fondamentale : il y avait toute une catégorie d'individus qui, placés au plus bas degré dans la hiérarchie des sujets de Rome, étaient sévèrement exclus de la cité et sans aucun moyen d'y parvenir. Nous voulons parler des *peregrini dedititii*.

Voyons donc quels sont ceux qui faisaient partie de cette classe déshéritée.

On appelait pérégrins déditices les peuples vaincus qui s'étaient livrés à discrétion : « Vocantur autem (peregrini dedititii), qui quondam adversus populum romanum armis susceptis pugnaverunt, et deinde, ut victi sunt, se dediderunt. (1). » La plus ancienne *deditio* que nous rencontrions, au dire des historiens, est celle du peuple de Collatin (2).

La loi *Ælia Sentia* augmenta dans une notable proportion le nombre des déditices, en y plaçant tous les affranchis qui, durant leur esclavage, avaient subi quelque peine infamante. Sans doute ils étaient libres,

(1) Gai., I, § 14.

(2) Tite-Live (I, 38) nous a conservé la formule de la question qui avait été posée aux ambassadeurs de la ville vaincue : « Deditisne vos, populumque collatinum, urbem, agros, aquam, terminos, delubra, utensilia, divina Lumanaque omnia in meam populi que Romani ditionem ? »

mais combien restreignait-on à leur égard, les prérogatives de cette liberté que Gaius (1) qualifie avec raison de *pessima libertas* !

La condition de ces peuples, ou des affranchis qu'on leur assimilait, était, en effet, de beaucoup inférieure, au point de vue qui nous occupe, à celle des autres pérégrins.

Ils n'appartiennent à aucune cité déterminée (2). Il leur est même défendu de paraître à Rome ou dans un rayon de cent milles : les peines les plus sévères, la perte de la liberté avec cette clause qu'elle ne pourra leur être rendue, et la confiscation sanctionnaient cette prohibition (3). Enfin ce qui caractérisait surtout et aggravait leur état d'infériorité, c'est que aucun moyen ne leur était donné, soit pour en sortir, soit pour l'améliorer ; ils ne pouvaient jamais parvenir à la cité (4).

Ainsi, par exemple, qu'une romaine épouse un déditice qu'elle croyait latin ou citoyen, elle pourra recourir à l'*erroris causæ probatio* et obtenir pour son enfant le droit de cité, mais le père restera déditice (5).

Remarquons toutefois que la condition du déditice n'était pas héréditaire, l'exclusion n'atteignait

(1) Gaius, I, § 26.

(2) Ulp., *Regul.*, XX, 14.

(3) Gai., I, § 27.

(4) Gai., I, § 26.

(5) Gai., I, §§ 67 et 68.

pas ses enfants, ils pouvaient, comme les pérégrins ordinaires, devenir citoyens (1).

Les déditices finirent par disparaître. Justinien, qui ne faisait guère, du reste, que consacrer des résultats accomplis, rétablit l'unité primitive dans la condition des affranchis et supprima les déchéances de la loi *Ælia Sentia* (2). Quant à la condition des déditices, elle ne subsistait plus qu'à l'état de souvenir.

A part les déditices, tous ceux qui ne sont pas citoyens romains peuvent obtenir le *jus civitatis*. Cette concession n'était pour eux que l'objet d'une faveur. Nous avons vu cependant que, comme les Latins, les pérégrins acquéraient la cité de plein droit au moyen de l'*erroris causæ probatio*, mais, en dehors de cette exception, la règle, que nous venons d'établir, était rigoureusement appliquée.

Les premières concessions du droit de cité qu'on rencontre dans l'histoire, sont faites non pas à des individus, mais en masse à des peuples vaincus, tels que les Sabins, les habitants d'Albe, les Véiens, les Falisques.... (3). C'est qu'en effet la loi des Douze-Tables s'opposait, au dire de Cicéron, à toute naturalisation individuelle : *Vetant duodecim Tabulæ leges privatis hominibus irrogare* (4), jusqu'au jour où Marius se fit autoriser par la loi *Apuleia de coloniis* (633) à

(1) Gai., I, § 68.

(2) L. unic. *De dedit.*, lib. 7, 5, C.

(3) Tite-Live, I, 33, VI, 4.

(4) Cicéron, *Pro Domo*.

conférer le droit de cité dans les colonies qu'il fondait (1).

Le pouvoir d'accorder le titre de citoyen a suivi les phases par lesquelles a passé la puissance publique à Rome. Il appartint d'abord aux rois, puis, sous la république, au peuple ou au sénat ; la naturalisation résulte d'une loi, d'un plébiscite ou d'un sénatus-consulte (2). Lorsque l'Etat était gouverné par le peuple assemblé dans ses comices, il fallait que l'étranger, incapable de s'y rendre, se fit représenter par un citoyen, qu'il prenait pour patron et désigné sous le nom d'*adsertor civitatis* (3). Dans les premiers temps même, pour que l'acquisition du droit de cité fût complète, il devait être inscrit sur les registres du cens ; or, ceux qui étaient chargés de cette opération, les censeurs, pris en général dans les familles patriciennes, peu favorables aux nouveaux venus, refusaient souvent de les porter sur leurs listes (4). Sur la fin de la république, des magistrats ou des généraux usurpèrent le droit de concéder le *jus civitatis*, moyen facile de se créer un parti dans une ville étrangère ; aussi plusieurs peuples eurent-ils soin, pour se mettre en garde contre cette dangereuse pratique, de stipuler par une clause expresse dans les traités d'alliance, qu'il ne serait permis de l'accorder à aucun de leurs

(1) Cicéron, *Pro Balbo*, 21.

(2) Gaius, I, § 26.

(3) Cicéron, *Epistol. famil.*, 13, c. 35 et 36.

(4) Tite-Live, XXXVIII ; 36, XXXIX, 39.

nationaux (1). Toutefois le pouvoir d'octroyer la naturalisation pouvait être délégué par le peuple ou le sénat : c'est ainsi que Cneius Pompée obtint de la loi *Gellia Cornelia* (681) l'autorisation de récompenser par le droit de cité les habitants de l'Espagne restés fidèles à Rome dans la guerre contre Sertorius. Trogus Pompée en bénéficia (2), ainsi qu'un citoyen de Cadix, du nom de Balbus ; on sait que la qualité de romain fut vivement contestée à ce dernier, et qu'il dût recourir à l'éloquence de Cicéron pour triompher.

La république ne prodigua pas le droit de cité. Beaucoup d'étrangers, des provinces entières, essayèrent de l'usurper ; la loi *Licinia Mucia* (659), afin de mettre un terme à ces abus, punit de mort de telles usurpations (3). Rome entendait reconnaître ainsi les services qu'on lui rendait et proportionner la récompense au mérite.

Il en résulta toute une série de degrés intermédiaires entre les pérégrins et les citoyens : un étranger obtenait tantôt le *connubium* seul, tantôt le *commercium* (4) ; des populations entières reçoivent la *civitas sine suffragio* (5).

Les concessions partielles du *jus civitatis* avaient pour caractère distinctif d'être purement individuelles. Le droit de cité, il est vrai, ne profitait qu'à celui qui

(1) Cicéron, *Pro Balbo*, 14.

(2) Justin, 43, 5. Laferrière, *Hist. du dr. civ. de Rome*, t. I, p. 494.

(3) Cicéron, *Pro Balbo*, 21 et 24.

(4) Ulp. *Regul.* 5, § 4, 19, § 4. Cicéron, *Pro Rabirio*, 4. Suétone, *Claude*, 15.

(5) Vell. Pater., I, 14. Aulu-Gelle, 16, 13.

l'avait reçu; sa femme ou ses enfants déjà nés n'y pouvaient prétendre qu'après l'avoir obtenu d'une manière spéciale (1), mais au moins il était héréditaire, le père ou la mère le transmettaient pour l'avenir à leurs enfants suivant des règles qui nous sont connues. Au contraire, le *connubium* ou le *commercium*, accordés isolément, ne profitaient nullement aux enfants; qu'ils fussent nés avant ou après la concession, la faveur faite à leur père, leur était refusée (2).

L'empire fut plus généreux; il voyait dans la naturalisation une source de revenus dont il profita. L'empereur seul a le pouvoir d'octroyer. Ce qui avait été pendant longtemps un privilège devient presque un droit, qu'il suffit d'acheter. Marc-Aurèle l'accorde, moyennant rétribution, à tous ceux qui le lui demandent (3). Aussi chaque jour le nombre des citoyens augmente dans d'énormes proportions. Rome comptait en 685 quatre cent cinquante mille citoyens, quatre millions après Auguste, et 7 millions après Claude. Tout prestige était désormais perdu pour le titre de citoyen; les auteurs contemporains témoignent, du reste, du profond mépris que professaient pour ces nouveaux venus les descendants des anciens Quirites. Claude, né à Lyon, désireux d'étendre à ses compatriotes les avantages de la cité, en fit don à un grand

(1) Gaius, I, 94. Pline, *Epit.* X.

(2) De Savigny, *Traité de dr. rom.*, t. II, p. 41.

(3) Aurellius Victor, *De Cæsaribus*, 16.

nombre de Gaulois (1), Néron, aux Grecs qui l'avaient couronné aux jeux Olympiques (2), et Trajan, originaire d'Italica, près Séville, le prodigue à l'Espagne, sa patrie. Enfin Caracalla met le comble à cette politique d'assimilation par la constitution fameuse en vertu de laquelle tous les sujets libres de l'empire étaient citoyens (3).

La collation du droit de cité n'était subordonnée à aucune condition de la part de ceux qui le sollicitaient ; le peuple, puis les consuls, et enfin les empereurs en décidaient souverainement. Il y avait cependant une condition, qu'on retrouve souvent dans les textes, surtout à propos des Gaulois : c'est l'abjuration de leur culte national (4).

Il résulte de découvertes récentes que la naturalisation était accordée aux militaires, en récompense de longs services. Il s'agissait, non pas des légionnaires qui étaient tous citoyens romains, mais des volontaires engagés dans les troupes auxiliaires de Rome. On leur délivrait, à cet effet, des diplômes de citoyens, après vingt-deux ans d'enrôlement. Ces diplômes n'avaient été conférés d'abord qu'à des vétérans pris individuellement : dans la suite ce fut une mesure collective. Vespasien, par exemple, en décerne à douze cohortes et à six ailes de cavalerie. Quant à Néron, il

(1) Duruy, *Hist. rom.*, p. 374. — Tacite XI, 23, 25.

(2) Suétone, *Néron*, 24.

(3) L. 17, *De Statu homin.*, 1, 5, D.

(4) Giraud, *Hist. du dr. français au moyen âge*, I, p. 55.

les offrit, au milieu d'une représentation, à des danseurs pyrrhiques (1).

SECTION III

Des affranchissements.

Nous avons supposé jusqu'ici la qualité d'homme libre chez ceux qui acquéraient le droit de cité ; pour les esclaves, dont nous allons maintenant nous occuper, l'affranchissement était le seul moyen qui, en leur donnant la liberté, les rendit citoyens. Présenter ici une étude complète des affranchissements serait sortir des limites de notre sujet ; ce qui doit seulement attirer quelque temps notre attention, ce sont les conditions de formes auxquelles était soumise la manumission pour qu'elle conférât le titre de romain en même temps qu'elle mettait fin à l'esclavage.

L'affranchi est pour ainsi dire l'œuvre de son patron il lui doit la vie civile et il prend aussi sa nationalité. Le *manumissor* était-il un latin, un pérégrin, le *manumissus* aura l'une ou l'autre condition ; par conséquent la qualité de citoyen romain ne lui sera acquise que si son maître l'avait (2).

Dans l'étude des formalités diverses auxquelles l'affranchissement était soumis, nous aurons à distinguer

(1) Suétone, *Néron*, 12.

(2) Instit., I, 5, § 3. Pline, *Épist.* X, 4.

trois périodes : 1^o période antérieure à la loi *Junia Norbana* ; 2^o de la loi *Junia Norbana* à Justinien ; 3^o époque de Justinien.

I. — *Période antérieure à la loi Junia Norbana.* — L'ancien droit ne connaissait que trois formes d'affranchissements (1) : la vindicte, le cens et le testament. En dehors de ces modes, la volonté du maître ne pouvait se manifester efficacement (2). Cependant le préteur, organe de l'équité, était intervenu pour protéger en fait une liberté qui n'existait pas aux yeux de la loi civile, mais il s'arrêta là et n'osa pas compléter un bienfait déjà si précieux par la concession du *jus civitatis*.

L'affranchissement, donnant à la fois la cité et la liberté, devait naturellement requérir le concours du maître, de l'esclave et de l'Etat, c'est-à-dire du peuple. L'intervention de l'Etat s'explique facilement pour un acte aussi important, puisqu'il s'agissait d'intérêts de l'ordre le plus élevé, de faire entrer un nouveau membre dans la cité.

Dans la *manumissio vindicta*, le peuple est représenté par le magistrat, préteur, proconsul ou président de la province ; dans le cens, il l'est par le censeur. A l'origine aussi, il intervenait d'une manière directe dans le testament, alors qu'une *lex curiata* était nécessaire à sa validité ; puis les trente curies furent remplacées par trente licteurs ; enfin, à l'épo-

(1) Gaius, I. 17, Ulpien, *Regul.*, I, 6.

(2) Cicéron, *Topiques*, 2.

que classique, le peuple n'y figurait plus que fictivement dans la personne des témoins, *classici testes*, au nombre de cinq.

Examinons successivement les trois modes d'affranchissements que nous avons signalés : la vindicte, le cens et le testament.

Vindicta. — La vindicte est l'image d'un procès sur la liberté, *liberalis causa* : l'une des parties affirme son droit, et l'autre ne le contredit pas. On suit les mêmes formes que s'il s'agissait pour l'esclave de revendiquer sa liberté d'une manière sérieuse. Deux personnes y figurent, le maître et un tiers, *assertor libertatis*, qui représente l'esclave, incapable par lui-même d'agir en justice. L'*assertor libertatis* joue le rôle de demandeur et revendique l'esclave comme un homme libre, en prononçant cette formule : *Aio hunc hominem liberum esse ex jure Quiritium*. Le maître ne revendiquant pas, on fait droit à la réclamation de l'*adsertor libertatis*, et on prononce la liberté de l'esclave. Ce dernier ne prenait pas aux débats une part active, sa présence était néanmoins exigée par le principe que dans toute revendication la chose, objet du litige, devait être apportée devant le magistrat (1).

Il résulte de ces formalités que l'affranchissement *vindicta* ne pouvait être fait par un maître sourd ou muet, incapable d'entendre ou de prononcer les paroles exigées (2). Mais, à la fin de l'époque classi-

(1) Gai., II, § 24, IV, § 16.

(2) Paul, *Sent.*, IV, 13, 2.

que, on n'exige plus de formules solennelles, et les lecteurs remplacent le magistrat (1).

Le mot *vindicta* fait allusion à la baguette que tenait à la main chaque revendiquant, comme symbole de la propriété romaine; c'est pour le même motif qu'une pique était placée devant le tribunal des centumvirs qui s'occupaient des questions de propriété.

Afin d'éviter que, dans la suite, le titre d'homme libre ne fût contesté à l'affranchi, le maître lui en fournissait une preuve écrite, *instrumentum manumissionis* (2), sans exclure, pour cela, les autres moyens à l'aide desquels il pouvait faire reconnaître son droit.

Bien que l'affranchissement offre, en apparence, un caractère contentieux, c'est un acte de juridiction purement gracieuse. De cette idée découlent les conséquences suivantes : 1° on peut, pour y procéder, saisir le magistrat partout où on le rencontre, au moment où il songe le moins à ses fonctions, par exemple, lorsqu'il se rend au bain ou au théâtre (3); 2° il n'est pas même nécessaire que le licteur soit présent (4); 3° le président de la province est compétent dès qu'il est sorti de Rome, avant d'être arrivé dans le ressort de sa juridiction (5); 4° le magistrat peut affranchir ses propres esclaves par-devant lui-même (6). Enfin il est

(1) L. 23. *De Manum. vind.*, XL, 2, D.

(2) L. 25 et 26, *De lib. caus.*, VII, 16, C.

(3) Inst. I, 5, § 2. L. 7, *De Manum vind.*, XL, 2, D.

(4) L. 8, *De Manum. vind.*, XL, 2, D.

(5) L. 2 pr. *De Off. procons.*, I, 16, D.

(6) L. 5, *De Manum. vind.* XL, 2, D.

à remarquer que le magistrat devait, comme dans toute *legis actio*, paraître en personne; son délégué ou *legatus* aurait été inhabile à le remplacer (1).

Census. — Nous avons déjà eu occasion de dire que le cens était le dénombrement des citoyens. Comme on n'inscrivait sur les registres que les citoyens, il suffisait que l'esclave y mît lui-même son nom sur l'ordre du maître, pour acquérir la liberté et le droit de cité (2).

Le cens n'avait lieu que tous les cinq ans. Usité seulement à Rome, on le remplaçait dans les provinces par des déclarations, *professiones*, faites devant les *censitores* chargés de les recevoir (3). Ce mode finit par tomber en désuétude à partir de Vespasien, et si Ulpien en parle, c'est comme d'une institution qu'on n'appliquait plus de son temps.

L'esclave était-il libre et citoyen immédiatement après son inscription sur les registres du cens, ou seulement lorsque ces opérations étaient terminées par les cérémonies lustrales (*suove taurilia*)? On ne saurait dire laquelle de ces deux solutions prévalut; mais la question divisa longtemps les jurisconsultes: discutée déjà au temps de Cicéron, elle n'était pas encore tranchée au troisième siècle de notre ère, à l'époque où écrivait Dosithée (4).

(1) L. 2, § 1; l. 3, *De Off. proc.*, I, 16, D. Accarias, *Précis de dr. rom.* I, p. 102.

(2) Ulp., *Regul.*, I, § 8. Théoph., § 3, *De Libert.*

(3) Dosithée, *Disput. de manum.*, § 17.

(4) Cicéron, *De Orat.*, I, 40. Dosithée, *loc. sup. cit.*

Testamentum. — L'affranchissement résultait enfin d'un testament régulier (1). Le testateur pouvait manifester sa volonté de deux manières différentes, qu'il importe de distinguer : le legs ou le fidéicommis. S'il recourait à la forme du legs, l'esclave était affranchi directement par lui, il recevait la *libertas directa*, on l'appelait *libertus orcinus*. La formule à employer était celle du legs *per vindicationem* : *Stichus liber esto*. — La liberté lui est acquise du jour où l'héritier a fait adition. Quant à l'affranchissement fait dans la forme du fidéicommis : *Heres meus, rogo te ut Stichum manumittas*, il donnait seulement un droit à la liberté ; l'esclave n'en profitait que lorsque l'héritier, obéissant aux volontés du défunt, procédait lui-même à la manumission par la vindicte ou le cens.

L'affranchissement testamentaire se prête à l'adjonction d'une condition ou d'un terme suspensifs, *sub conditione vel ex die*. Tant que la condition ne s'est pas encore réalisée, l'esclave est désigné sous le nom de *statu liber* (2) ; mais, dès qu'elle est accomplie, il devient libre. La liberté étant irrévocable, en principe, on ne saurait y apposer un terme ou une condition résolutoire. Par faveur, il fut décidé que de telles modalités n'entraîneraient pas la nullité du legs et qu'on le considérerait comme pur et simple (3).

Le cens et la vindicte, au contraire, ne supportent

(1) Ulp., *Regul.*, I, § 9.

(2) Ulp., II, §§ 1 et 2.

(3) L. 33 et 34, *De Manum. testam.* XL, 4, D.

ni terme ni condition : la nature même de l'acte s'y refuserait. On n'inscrit sur les registres du cens que les hommes libres, et non ceux qui le seront plus tard ; de même pour la vindicte, l'*assertor libertatis* affirme la liberté actuelle de l'esclave. Il ne faudrait pas cependant appliquer trop rigoureusement cette idée ; en vertu de l'adage *non expressa non nocent*, on admit la condition ou le terme tacite (1). Le maître en suspend ou en recule l'effet, mais sans exprimer sa volonté dans la formule de la *manumissio*. L'affranchissement *mortis causa*, qui ne se réalisera que par le prédécès du patron, donne un exemple de ces conditions tacites (2).

II. — *De la loi Junia Norbana à Justinien.* — Avec la loi *Junia Norbana* commence une nouvelle époque dans l'histoire des affranchis. Nous avons déjà vu cette loi transformer en liberté de droit, la liberté de fait dont jouissaient les esclaves, lorsque l'affranchissement n'avait pas eu lieu selon les modes prescrits, et créer pour eux la classe des Latins Juniens.

Cependant le nombre des affranchissements se multipliait d'une manière inquiétante pour la société romaine et la loi *Ælia Sentia*, rendue en 757, sous Auguste, vint en prononcer la nullité lorsque le maître était mineur de vingt ans, et exiger deux con-

(1) L. 77, *De Regul. juris*, D.

(2) L. 15, *De Manum.*, XL, 1, D.

ditions nouvelles pour que l'esclave acquît la liberté en même temps que le droit de cité (1) :

L'esclave devait être âgé de trenté ans, au jour de l'affranchissement (2).

Pour écarter de la cité des citoyens indignes, on en refusait le titre à ceux qui, durant leur captivité, avaient subi certaines peines ou flétrissures énumérées par la loi (3) : ainsi, l'esclave mis aux fers, marqué de stigmates, soumis à la torture ou condamné à combattre comme gladiateur. A de tels esclaves la manumission ne donnait que la condition des pérégrins déditices.

Il y avait cependant un cas où les dispositions de la loi *Ælia Sentia* cessaient d'être observées : un homme meurt insolvable, il laissera difficilement des héritiers disposés à faire adition ; les créanciers vont procéder à la vente de ses biens, et sa mémoire sera entachée d'infamie. Un tel résultat choquait trop les idées romaines pour qu'on n'eût pas cherché à l'éviter, et on y était parvenu en déclarant *hæres necessarius* (4) l'esclave affranchi par son maître : cet esclave, relevé de l'état d'infériorité où avait pu le placer la loi *Ælia Sentia*, devenait non-seulement latin, mais citoyen (5).

Dans le même ordre d'idées, la loi *Furia Caninia* (761) réagit contre les affranchissements par acte de

(1) Cette même loi avait à un autre point de vue limité les affranchissements dans l'intérêt des créanciers et du patron de l'affranchissant.

(2) Ulp., *Regul.*, I, § 12.

(3) Ulp., *Regul.*, I, § 11. Gaius, I, § 13.

(4) Inst. I, 6, § 1.

(5) Gai., I, § 21. Ulp., *Regul.*, I, § 14. L. 27, *De Manum. test.*, 40, 4, D.

dernière volonté, que les testateurs (1) multipliaient outre mesure, tenant à honneur de faire suivre leurs funérailles par un grand nombre d'esclaves coiffés du bonnet de la liberté. Cette loi avait deux chefs : elle assignait une limite aux legs de liberté ; puis, déclarant nul l'affranchissement fait en termes généraux, elle voulait que l'esclave fût désigné par son nom ou au moins par sa profession (2).

Parcourons les réformes introduites par les empereurs jusqu'à Justinien.

Marc-Aurèle décida que l'esclave, vendu avec cette condition que l'acheteur l'affranchirait dans un délai déterminé, serait libre, quand même la clause n'aurait pas été exécutée ; pourvu cependant que l'ancien maître n'ait pas manifesté, dans la suite, une intention contraire (3).

Il arrivait souvent que l'esclave s'entendait avec un tiers, qui consentait à l'acheter et à l'affranchir lorsque le prix lui en serait remboursé. Si l'acheteur fictif oubliait sa promesse, l'esclave était déclaré libre par un rescrit de Marc-Aurèle et de Vérus (4).

On accordait encore la liberté, à titre de récompense, à celui qui faisait découvrir le meurtrier de son maître (5) ou dénonçait des faux mon-

(1) Gai., I, §§ 42 et 43. Ulp., *Regul.*, I, § 24.

(2) Ulp. *Regul.*, I, § 25. L. 24, *De Manum. testam.*, 40, 4, D.

(3) L. 3, 8, 9, *Qui sine manum.*, 40, 8, D.

(4) L. 4, *De Manum.*, 40, 1, D.

(5) L. 5, *Qui sine manum.*, 40, 8, D.

nayeurs(1) : le fisc payait alors la valeur de l'esclave.

Au Bas-Empire, le Christianisme inspire toute une série de réformes.

Constantin, consacrant un usage antérieur, érige en mode régulier de manumission l'affranchissement *in sacrosanctis ecclesiis*, et le substitue au cens tombé en désuétude (2). Le même empereur confère la liberté à l'esclave chrétien acheté et circoncis par un juif; enfin Léon et Anthémius exigent l'affranchissement préalable de l'esclave chrétien qui veut entrer dans les ordres (3).

III. *Epoque de Justinien*. — Revenant à l'unité primitive, Justinien fait disparaître la classe des Latins Juniens et des déditices introduite par les lois *Junia Norbana* et *Ælia Sentia*, pour n'en laisser subsister qu'une seule, celle des affranchis citoyens. A l'avenir, la manumission sera nulle ou elle donnera à la fois la liberté et la cité (4).

La constitution de Justinien, il faut le remarquer, n'avait pas d'effet rétroactif, elle ne s'appliquait qu'aux affranchissements futurs (5). Déjà la pratique avait devancé ces réformes, et, à vrai dire, l'empereur ne fit guère que donner la sanction législative à des faits accomplis. Les Institutes nous le disent du

(1) L. 2, *Pro quib. causis*, 7, 13, C.

(2) L. 1 et 2, *De his qui in esclav.* 1, 13, C.

(3) L. 37, § 1, 1, 3, C.

(4) L. unic., *De dedit. lib.*, 7, 5, C. L. unic., *De lat. lib.*, 7, 6, C.

(5) L. unic., § 13, *De Lat. lib. toll.*, C.

reste : « Sed deditiorum quidem pessima conditio jam ex multis temporibus in desuetudinem abiit, Latīnorum vero nomen non frequentatur (1). » Ainsi donc, plus de déditices, leur condition n'est qu'un souvenir lointain. Quant aux Latins, le nombre en était bien réduit depuis que l'ancienne distinction entre le *dominium ex jure quiritium* et le *dominium bonitarium* avait disparu (2). C'était supprimer l'une des trois causes générales de latinité. Restait encore sans doute, celle qui concernait les esclaves mineurs de trente ans, mais il est permis de croire que le *consilium* nécessaire en pareil cas pour donner à l'esclave la cité, était rarement refusé. Il n'existait donc plus, en réalité, qu'une seule source de latinité : l'irrégularité dans les formes de l'affranchissement, et elle va bientôt elle-même devenir d'une application de plus en plus restreinte.

Sans aller jusqu'à valider les manifestations quelconques de volonté, Justinien multiplie les modes nouveaux de manumission et facilite en outre ceux qui existaient avant lui. Il laisse subsister la vindicte et le testament ; quant au cens, nous l'avons vu remplacer sous Constantin par l'affranchissement *in sacrosanctis Ecclesiis*, en présence du peuple et de l'évêque. Les formalités de la vindicte sont bien simplifiées, toute la procédure symbolique d'autrefois se réduit,

(1) Inst. De Libert., I, 5, § 3.

(2) L. unic., De nud. jur. Quirit., 7, 25, C.

dans le droit nouveau, à une déclaration devant le magistrat.

Dans l'affranchissement par acte de dernière volonté, il faut toujours, pour savoir s'il opère de plein droit, distinguer suivant qu'il a été fait directement par legs ou par fidéicommiss, mais il peut être contenu même au cas de legs, et c'est là l'innovation de Justinien. dans un codicille non confirmé, ou qui ne se rattache à aucun testament (1). D'un autre côté, par l'abrogation de la loi *Furia Caninia*, le maître put donner la liberté à un nombre quelconque d'esclaves (2).

Voici maintenant les formes nouvelles introduites par Justinien :

1° *Per epistolam*, par l'envoi à l'esclave d'une lettre signée de cinq témoins, dans laquelle on le reconnaît pour libre (3).

2° Lorsque l'esclave étant présent, le maître lui exprime son intention *inter amicos*, toujours en présence de cinq témoins (4).

3° Etait libre aussi celui qui, d'après l'ordre du maître défunt ou de son héritier, suivant ses funérailles, coiffé du *pileus*, bonnet de la liberté, ou qui éven-tait le cadavre (5).

4° De même si le maître. le qualifiait dans un acte

(1) Instit., I, 5, § 1; II, 24, § 2.

(2) Instit., I, 7.

(3) L. unic., § 1, *De Lat. lib. toll.*, 7, 6, C.

(4) *Eod. loc.*, § 2.

(5) *Eod. loc.*, § 5.

public du nom de fils ou déclarait l'adopter (1). Autrement il en était ainsi pour l'esclave admis à la table du patron; sous Justinien, ce mode de manumission n'existe plus (2).

5° Il donne en mariage son *ancilla* à un homme libre (3), et la dote par écrit : elle était affranchie et citoyenne, mais pourvu qu'il y eut justes noces.

6° Remise est faite à l'esclave, devant cinq témoins, des titres qui constatent sa condition (4).

7° Avec la permission de son maître, il s'enrôle dans l'armée, obtient une dignité (5), ou il entre dans les ordres ecclésiastiques (6).

8° Les enfants issus du *contubernium* du maître avec son *ancilla*, sont libres de plein droit si leur père se marie avec leur mère affranchie (7).

Le six premiers modes d'affranchissement, que nous venons d'énumérer, ne conféraient autrefois que la *latinitas*, depuis Justinien, ils donnent la qualité de citoyen. Les deux derniers cas introduits par lui ont ceci de particulier qu'ils font considérer comme ingénus ceux auxquels ils s'appliquent.

La nouvelle 78 compléta l'œuvre de régénération

(1) *Eod. loc.*, § 10 ; *Instit.*, I, 11, § 12.

(2) Pothier, *Pandectes*, 2^e vol., l. 40, t. I, n^o 3. ; L. unic., § 12, *De Lat. lib. toll.*, 7, 6, C.

(3) *Eod. loc.*, § 9.

(4) *Eod. loc.*, § 11.

(5) L. 6 et 7, *Qui milit. poss.*, 12, 34, C.

(6) Nov. 123, cap. 17.

(7) Nov. 78, cap. 4.

sociale des affranchis; nous y lisons, en effet (1), que le double bénéfice du *jus aureorum annulorum* et de la *restitutio natalium* sera attaché à toute *manumissio*. Cette concession cependant est plus large en apparence qu'en réalité, car Justinien n'entend porter aucune atteinte aux droits du patron qui peut seul les abdiquer. S'il est vrai de dire que l'affranchissement entraîne par lui-même le *jus aureorum annulorum*, c'est-à-dire l'état d'ingénuité, la *restitutio natalium* avec la suppression des droits de patronage exige une renonciation expresse du maître, soit dans l'acte d'affranchissement, soit dans un acte de dernière volonté; seulement une concession spéciale du prince n'est plus requise.

(1) Nov. 78, cap. 1 et 2.

APPENDICE

DES COLONS

D'après le Digeste et les Institutes, il n'y avait que deux conditions pour les personnes : les esclaves et les hommes libres ; le Code nous en signale une troisième : le colonat. Cette institution, qui ne se dessine nettement qu'au Bas-Empire, avait pour but de remédier à la dépopulation des campagnes et de procurer aux propriétaires des agriculteurs forcés ; elle prend surtout de l'extension à partir de Dioclétien et de Constantin.

Les colons étaient considérés comme attachés aux fonds qu'ils cultivaient par un lien indissoluble, ils n'en pouvaient sortir ni par leur volonté, ni par celle du propriétaire.

On distinguait deux sortes de colons : les colons esclaves et les colons libres. Les premiers se trouvaient assujettis au pouvoir du maître qui les affectait à l'exploitation de leurs terres. Quant à la deuxième espèce de colons, elle se composait d'hommes libres qui, sans fortune, accablés par les exactions, se soumettaient volontairement à la culture des domaines d'autrui et au paiement d'une redevance : ils étaient les esclaves de la glèbe, *servi terræ*, comme les qualifient les textes, plutôt que de

la personne; aussi pouvaient-ils posséder des biens en propre. Mais, d'autre part, ils n'avaient pas la faculté de quitter la terre, ils étaient vendus avec elle, sinon sans elle.

Une seule question relativement aux colons rentre dans le cadre de notre étude, celle de savoir par quels moyens ils pouvaient sortir de cet état inférieur, si voisin de l'esclavage.

En principe, la qualité de colon est indélébile; un seul mode de libération nous est indiqué par les textes : la nomination à la dignité épiscopale (1).

Autrefois, l'homme qui avait vécu trente ans comme libre et la femme qui pendant vingt ans avait joui de la liberté, reconquéraient leur indépendance(2). Sous Justinien, cette prescription libératoire n'existe plus, comme contraire à l'intérêt général ; il assimile ce colon à l'esclave fugitif et décide qu'il ne peut prescrire sa liberté (3).

L'affranchissement était-il pour les colons, comme pour les esclaves, un moyen de parvenir à la liberté et d'acquérir le titre de citoyen ? De vives controverses se sont élevées à ce propos.

L'affirmative a été soutenue par Jacques Godefroy (4) et reprise de nos jours par M. Serrigny (5). Ces juris-

(1) Nov. 123, c. 4.

(2) L. unic.. *De Inquil.*, C. Th.

(3) L. 23, pr. *De Agricol.*, C.

(4) Godefroy, *Paratitl. ad tit. de fugit. col.*, t. I, p. 495, édit. Ritter.

(5) Serrigny, *Dr. publ. et admin. rom.*, n° 1170.

consultes s'appuient sur une lettre de Sidoine Apollinaire où il est dit qu'un colon ayant séduit une jeune fille, le seul moyen de réparer le mal consistait à libérer le séducteur de sa condition coloniaire : un tel affranchissement serait donc possible (1). La l. 12 *De fund. patrem*, C. Th. permettrait aux possesseurs emphytéotiques des biens patrimoniaux du prince, d'émanciper les colons qui les cultivent. Les textes ne parlent pas à la vérité de l'affranchissement des colons, mais à cela rien d'étonnant. Les colons esclaves restaient soumis aux règles du droit commun sur les manumissions. En ce qui touche les colons libres, il n'y avait pas à les affranchir, puisqu'ils étaient libres; pour rompre le lien qui les attachait à la culture, la volonté du maître devait suffire comme elle suffisait aussi à l'établir, par application de l'adage: *Nihil tam naturale est, quam eo genere quidque dissolvere, quo colligatum est.*

Nous n'admettons pas cette opinion, malgré l'autorité des auteurs qui la soutiennent. D'abord, elle se concilie difficilement avec la défense faite au maître de séparer les colons du fonds (2). Bien plus, il résulte de la loi 21, *in fine De agricol., C.*, que de tels affranchissements sont impossibles, et que le maître ne peut libérer le colon sans libérer le fonds. Le colon libre ne saurait recouvrer la liberté entière; les autres, les *coloni servi* ne deviennent par l'affranchissement

(1) Sidoine Apoll., *Epist.*, 5, 7, édit. Baret (1879).

(2) L. 2, 7, *De Agricol.*, 11, 47, C.

que colons libres. Ainsi, en entrant dans les Ordres, on ne change pas de condition, bien qu'on soit affranchi comme esclaves (1). Nous pouvons dès lors réfuter l'argument tiré de la lettre de Sidoine Apollinaire : il a voulu parler d'un colon esclave qui n'avait pas, à la différence des colons libres, la jouissance du *connubium*; on peut donc le lui accorder avec la liberté, sans que le lien du colonat cesse d'exister — La l. 12 *De fund. patrim.*, C. Th., invoquée dans le système contraire, se réfère aussi aux colons esclaves. Enfin si nous remarquons que les textes gardent le silence sur un point aussi important, nous arrivons à cette conclusion que l'Etat seul a le pouvoir, et non le maître, d'enlever le colon au sol qu'il cultive. L'affranchissement, émané de l'Etat, est pour lui l'unique moyen de sortir de sa condition; l'intérêt de l'agriculture si délaissée au Bas-Empire, exigeait qu'il ne pût se faire relever de son engagement et que celui qui était esclave ne devînt que colon libre par l'effet d'une manumission (2).

(1) Nov. 123, cap. 17.

(2) Giraud, *Essai sur l'hist. du dr. fr.*, p. 181. De Savigny, *Mémoire*, analysé par M. Pellat. *Thémis*, t. 9, p. 77. Maynz, *Cours de dr. rom.*, t. I, p. 317, note 19.

CHAPITRE IV

EXTENSION SUCCESSIVE DU DROIT DE CITÉ A TOUS LES SUJETS DE L'EMPIRE

La ville dont Romulus avait, par un sillon, marqué l'étroite enceinte, était devenue, suivant l'expression de Montesquieu, la tête d'un grand corps formé par tous les peuples du monde. Plus jalouse d'étendre ses conquêtes que de propager ses institutions, Rome n'avait pas cherché à conférer le droit de cité à ses nouveaux sujets; tous cependant, Latins, Italiens, Grecs, Espagnols ou Gaulois, aspirèrent ardemment à être citoyens et n'y parvinrent qu'après une période de longs et pénibles efforts. La constitution de Caracalla met le dernier sceau à cette œuvre d'introduction lente des peuples conquis dans l'état.

Nous allons examiner quel était l'état des sujets de l'Empire avant la constitution de Caracalla, et ce qu'il est devenu depuis.

SECTION PREMIÈRE

États des sujets de l'empire avant la constitution de Caracalla.

Le principe de l'isolement, nous avons eu déjà occasion de le signaler, présidait aux relations de Rome

avec ses voisins, ennemis vaincus ou alliés. Aussi ne rencontrons-nous pas, comme aujourd'hui, cette naturalisation en masse, résultat de l'annexion d'un territoire conquis ; il ne suffisait pas qu'une nation fût soumise à la domination romaine pour que ses membres devinssent de plein droit citoyens. Les anciens, pas plus les Grecs, les Italiens que les Romains, n'ont pensé qu'il fût possible à des cités différentes, de s'unir et de vivre sur le pied de l'égalité sous une même puissance ; si elles concluaient des traités d'alliance, dans un but quelconque d'intérêt commun, ce n'était qu'une association momentanée. La victoire pouvait bien réduire en esclavage les habitants d'une ville soumise, elle n'en pouvait faire des concitoyens du vainqueur.

Si on jette les yeux sur cette foule de nations conquises dont se composait le monde romain, on est frappé de la diversité des conditions faites par les traités, à ces peuples qui gardaient un fantôme d'indépendance et de nationalité. « La sagesse politique des Romains, dit M. Duruy (1), ne s'éleva point d'abord jusqu'à l'idée de créer une nation italienne. Enlever aux vaincus leur indépendance et une partie de leurs terres, pour les affaiblir ; étouffer leur nationalité et leur culture indigène, pour en faire de dociles sujets ; les soumettre à des degrés différents de servitude, pour qu'une commune et égale oppres-

(1) Duruy, *Hist. des Rom.*, t. I, p. 287.

sion n'amenât pas une révolte générale; les faire servir enfin à la grandeur romaine : telle fut la pensée du sénat, quand les légions lui eurent donné l'Italie à gouverner. Les Italiens furent donc à l'égard du peuple romain ce que les plébéiens eux-mêmes avaient été si longtemps à l'égard des patriciens : des instruments de puissance. »

Parcourons rapidement les divers degrés de cette hiérarchie politique entre les cités soumises à la domination romaine.

Il arrivait parfois que, en concédant à des peuples le *jus civitatis*, on y mettait pour condition qu'ils abandonneraient leurs institutions nationales pour adopter les lois de Rome. On les désignait alors sous le nom de *populi fundi*.

Cicéron nous dit que, d'après la loi *Julia*, les *latini* et les *socii* durent se plier à cette exigence (2). Il paraît même que, dans le procès de Balbus, on soutenait qu'un étranger ne pouvait obtenir la concession individuelle du titre de citoyen qu'autant qu'il appartenait à un *populus fundus factus*. D'autres, les *populi socii*, recevaient en échange de leur indépendance certains droits civils et politiques que déterminaient les *recuperatores* chargés d'appliquer ces traités.

Les plus favorisés d'entre les alliés étaient certainement les Latins. Le *jus latii*, source de nombreu-

(1) Cicéron, *Pro Balbo*, 7.

(2) Cicéron, *Pro Balbo*, 8.

ses prérogatives, leur donnait des facilités toutes spéciales pour devenir citoyens. Quant aux villes italiques douées du *jus italicum*, Rome, en traitant avec elles, leur faisait une condition plus avantageuse qu'aux provinces étrangères à l'Italie. Mais les Latins, comme les Italiens, ne tardèrent pas entrer dans la cité romaine ; les lois *Julia* (664) et *Plautia de civitate* (669) leur en ont ouvert l'accès, à la suite de la guerre sociale : dès lors l'Italie forme un Etat unique, dont Rome est la capitale.

Quelques-unes des villes incorporées à la République avaient conservé leur administration intérieure, c'étaient les *municipes* (1) ; elles jouissaient du droit de cité, quelquefois *cum suffragio*, mais plus ordinairement *sine suffragio*. Des avantages analogues furent accordés à des peuples indépendants. C'est ce qui eut lieu en faveur de la ville de Coëre, après l'invasion des Gaulois ; ses habitants investis du *jus civitatis*, mais non des droits politiques, étaient inscrits par les censeurs sur des registres nommés *tabulæ Cæritum* ; de là aussi l'habitude de porter sur les mêmes listes les citoyens jugés indignes de voter au sein des assemblées. Ce qui caractérise les *municipes*, c'est l'indépendance pour l'administration de leurs affaires : ils ont des magistrats, des comices et un sénat. Quant aux habitants, appelés *municipes*, ils sont généralement citoyens romains. Nous disons généralement,

(1) Aulu-Gelle, XVI, 13, § 6. Festus, v^o *Municeps*.

car la condition des *municipes* avait varié, suivant les époques, et ce motif explique les définitions différentes qu'en donnent les auteurs anciens. Tantôt les *municipes* ne reçoivent le *jus civitatis* que lorsqu'ils s'établissent à Rome, tantôt ils ont le droit de cité *cum vel sine suffragio* ; enfin, à côté des *municipes* composés de citoyens romains, se trouvent des *municipes* latins ; entre autres, tous ceux de l'Espagne, parmi lesquels Malaga et Salpenza (1).

Les membres des *municipes* ont en quelque sorte, comme dit Cicéron, une dualité de patrie (2) : le *municipe* et la ville de Rome. Cette double patrie ne doit pas être regardée comme une contradiction au principe : *Nemo duarum civitatum esse potest* (3), car tout citoyen peut avoir, outre le *jus civitatis*, un droit de cité d'un ordre inférieur, nommé *origo* ou *jus originis* (expressions par lesquelles on désigne le lien qui rattache le *municipe* à son *municipium*). Ainsi, tout en étant *civis romanus*, on pouvait être plus particulièrement citoyen d'une cité spéciale (4).

Quand furent rendues les lois *Julia* et *Plautia* qui confèrent la cité à toute l'Italie, il faut aller dans les provinces pour trouver un intérêt à distinguer les villes, qui ont été érigées en *municipes*, des autres. Quelques provinces reçurent cette faveur à la fin de

(1) Table de Malaga, 54, *in fine* ; de Salpenza, 28, 29, *in fine*.

(2) Cicéron, *De Legibus*, 2, 2.

(3) Cicéron, *Pro Balbo*, 11.

(4) De Savigny, *Syst. de dr. rom.*, t. VIII, § 351. — Accarias, *Précis de dr. rom.*, t. I, p. 91, note 4.

la République ; les empereurs l'accordèrent fréquemment. Au temps de Plinè, il y avait en Espagne dix-huit municipes (1). Tacite parle de celui de Varulanium, fondé en Bretagne en 61 (2). Beaucoup de cités de Sicile, de Sardaigne, de Macédoine, d'Illyrie, d'Afrique... jouissaient du même titre (3).

Au-dessous venaient dans cette hiérarchie sociale, les *préfectures*. On y envoyait tous les ans un préfet, dans les unes, pour rendre la justice, dans les autres, pour administrer les affaires de la ville ; leur situation a quelque chose d'analogue à celle de nos départements. Généralement, on soumettait à cette organisation, des peuples dont on craignait soit une trop grande puissance, soit des révoltes. Capoue, soulevée en 543, pendant la guerre d'Annibal, perdit, comme châtiment de sa rébellion, le *jus civitatis* et fut réduite en préfecture (4). Plusieurs villes furent punies de la sorte. Il y en avait même qui, troublées par leurs dissensions intestines, sollicitaient cette mesure pour y mettre un terme (5).

Par faveur, Rome se contentait souvent d'envoyer un préfet pour rendre la justice, sans toucher à l'administration locale, et alors l'organisation des préfectures semble se confondre avec celle des municipes.

(1) Plinè, *Natur. hist.* 3.

(2) *Annales*, 14, 33.

(3) Suétone, *Auguste*, 47.

(4) Velléius-Paterculus, II, 44.

(5) Tite-Live, 9, 20.

Cicéron donne effectivement l'une ou l'autre qualification à la ville d'*Arpinum* (1).

Les préfectures finissent du reste par disparaître. La plupart se transformèrent en colonies militaires et les autres ont, à partir de la guerre sociale, un sénat et des magistrats, c'est-à-dire la qualité de municipes qui leur est acquise d'une manière générale dès les premiers temps de l'Empire. La dernière mention des préfectures que nous rencontrons, est faite, dans la première moitié du troisième siècle de l'ère chrétienne, par le jurisconsulte Paul (2).

Le sort le moins enviable pour un peuple vaincu, était certainement de se trouver réduit à l'état de province. C'est ce qui arrivait après la conquête d'un pays ; les Romains y laissaient des garnisons et confiaient l'administration à un gouverneur jouissant de pouvoirs illimités. Chaque province voyait son sort réglé par une loi spéciale, *lex provinciæ*, complétée par l'édit que le proconsul ou le propréteur publiait en entrant en charge.

Le territoire conquis appartenait à la république, mais on laissait aux détenteurs la possession et l'usage de leurs fonds (3).

Quant aux habitants, ils conservent leur droit national, du moins en règle générale, et ne jouissent pas du *jus civitatis*. Nulle province ne l'avait encore

(1) Festus, v^o *Præfectura*.

(2) Paul, *Sent.* IV, 6, 2.

(3) Gaius, II, § 7.

obtenu au début de l'Empire. Bien que les empereurs aient prodigué souvent aux *provinciales* le droit de cité, comme Claude le fit à l'égard des Gaulois, ils sont cependant, dans leur ensemble, des étrangers, des *peregrini*, jusqu'à la constitution de Caracalla, à laquelle nous arrivons maintenant.

Telle était la politique suivie par Rome à l'égard des vaincus ; à chaque peuple des conditions particulières, à chaque ville un traité spécial, point de mesures générales, elles auraient uni ce que les Romains voulaient diviser.

SECTION II

Constitution de Caracalla.

Les différences qui séparaient, quant au droit de cité, les colonies, les préfectures, les municipes ou les provinces, s'effacent ; l'unité de nationalité est enfin donnée au peuple immense, soumis à la domination romaine, et désormais la conquête assimile *ipso jure* les vaincus au vainqueur. Tel est le résultat de la constitution fameuse de Caracalla qui donne le *jus civitatis* à tous les habitants libres de l'Empire : « In orbe romano qui sunt, ex constitutione imperatoris Antonini, cives romani effecti sunt (1). » C'est

(1) Ulpien, L. 17, *De Statu homin.*, 1, 5, D.

évidemment par suite d'une fausse interprétation du texte d'Ulpien, que Justinien (1) attribue cette constitution à Antonin le Pieux. Ulpien nous le révèle par les termes qu'il emploie. Les jurisconsultes romains ont l'habitude de qualifier d'*imperator* le prince sous le règne duquel ils écrivent, et de faire précéder de l'épithète *divus* le nom d'un empereur déjà mort. Ulpien disant *imperatoris Antonini*, sans ajouter *divi*, parle donc d'Antonin Caracalla, son contemporain.

Déjà les deux Gracchus et le tribun Drusus avaient réclamé l'unité réalisée par Caracalla; ils étaient morts victimes de leurs généreux sentiments.

Il importe de ne pas se méprendre sur le mobile qui inspira une aussi importante réforme. Caracalla ne paraît pas, d'après ce qu'en dit l'histoire, capable de vues aussi élevées, et Dion Cassius (2) nous apprend que sa constitution n'avait qu'un but fiscal.

Auguste, pour subvenir aux dépenses de ses campagnes lointaines et à l'entretien de ses légions, établit un impôt du vingtième de la valeur sur les affranchissements (*vicesima manumissionum*) et les successions, legs ou donations à cause de mort laissés par les citoyens romains (*vicesima hæreditatum*). Afin de parer au déficit toujours croissant des finances, Caracalla résolut de rendre ces impôts plus productifs pour le trésor et il y arriva par deux moyens bien

(1) Nov. 78, cap. 5.

(2) Dion Cassius, 77, 9.

simples. Il doubla le taux qui, du vingtième, fut porté au dixième, et augmenta le nombre des contribuables, en rendant citoyens tous les sujets de l'Empire. Remarquons que la constitution ne concerne que les habitants des provinces et non les fonds provinciaux, qu'elle laisse soumis, comme avant, au paiement du *tributum soli* ou *vectigal*. Ce résultat ne peut nous surprendre, étant donné l'esprit de la réforme d'Antonin ; il eût été illogique de faire acquérir au fisc des avantages que d'autre part il aurait perdus.

Du reste, le titre de citoyen, vendu en quelque sorte par Caracalla, et autrefois l'objet de l'envie unanime, avait perdu bien de sa valeur primitive, à cause de la profusion avec laquelle on l'accorda sous l'Empire, et de la disparition des droits politiques qu'il entraînait. Si nous en jugeons par le silence des historiens contemporains, comparé au soin qu'ils prenaient jadis d'énumérer les villes gratifiées du droit de cité, la constitution de Caracalla aurait passé presque inaperçue sous le voile d'une mesure fiscale, tant on estimait peu le bienfait qu'elle conférait.

La réforme de Caracalla, dont nous connaissons le mobile, a soulevé, quant à la portée qu'il convient de lui attribuer, de savantes controverses entre les romainistes. On peut ramener à deux les questions qui, sur ce point, divisent les commentateurs : 1° Quelle est la portée de la constitution dans le présent ? 2° S'étend-elle à l'avenir ?

Et d'abord, à qui s'appliquait-elle au moment où

elle fut rendue ? Il paraît certain qu'elle ne concerne pas les esclaves, elle ne leur donne ni la liberté ni la cité. Il y a toujours des Latins Juniens et des déditices ; l'empereur n'entendait toucher en rien à la matière toute spéciale des affranchissements ; donc les distinctions établies par les lois *Junia Norbana* et *Ælia Sentia* subsistent ; ce qui le prouve, du reste, c'est que Justinien seulement fit disparaître les différentes classes d'affranchis (1). De même elle reste étrangère à ceux qui perdraient la cité à titre de peine par la *media capitis diminutio*. Dès lors elle ne s'applique qu'aux Latins Coloniaires et aux pérégrins, c'est-à-dire aux habitants des provinces qui n'avaient pas acquis déjà le *jus civitatis*. Ulpien cependant mentionne encore les Latins Coloniaires (2), mais il est permis de croire qu'il écrivait ce passage avant la constitution de Caracalla. Elle ne porte aucune atteinte ni à la législation des affranchissements, ni aux lois pénales en vigueur. Il se pouvait donc qu'il y eût encore dans l'Empire des sujets non investis du titre de citoyen, savoir : les affranchis latins juniens et déditices, ainsi que les personnes privées du *jus civitatis* par l'effet de quelque condamnation (3).

Une autre question, et celle-ci plus délicate, est de savoir si la constitution communiquait le *jus civi-*

(1) Nov. 78, cap. 5. Heinecius, *Antiquités*, append. I, §, 20.

(2) Ulpien, *Regul.*, XIX, § 4.

(3) Ortolan, *Explic. histor. des Instit.*, t. I, n° 405. Demangeat, *Cours de droit romain*, t. I, p. 165. Cf. L. 10, § 6, *De in jus voc.*, 2, 4, D ; L. 17, § 1, *De Pœnis*, 48, 19, D.

tatis à toutes les populations qui, dans la suite, seront soumises à l'Empire, de telle sorte que désormais tous les sujets de Rome auraient été citoyens, ou si, au contraire, elle serait restreinte à ceux qui étaient déjà annexés.

Suivant l'opinion de M. de Haubold, la plupart des commentateurs en restreignent les conséquences aux habitants actuels de l'Empire et à leur descendance (1). Caracalla n'aurait accordé qu'une série de concessions individuelles du droit de cité à tous les pérégrins et Latins Coloniaires qui se trouvaient actuellement en état de l'acquérir. Comprendrait-on, ajoutent les partisans de cette opinion, que l'empereur eût prétendu enchaîner la liberté de ses successeurs et régler par avance le sort des peuples conquis après lui ? Son but même prouve qu'il n'avait pas de vues aussi générales ; que voulait-il ? accroître les revenus du trésor, parer au déficit des finances en augmentant le nombre des contribuables, et par conséquent des citoyens : il ne pouvait donc songer qu'à ceux qui, de son temps, étaient aptes à payer l'impôt, l'avenir lui importait peu. Enfin la distinction entre les *cives* et les *peregrini* subsiste après la constitution, car Ulpien la signale encore dans plusieurs passages (2).

Nous adopterons néanmoins un système opposé,

(1) De Haubold : « Ex constitutione imperatoris Antonini, quomodo qui in orbe romano essent, cives romani effecti essent. » Demangeat, *Cours de dr. rom.*, I, p. 165., Maynz, *Cours de dr. rom.*, t. I, n° 157.

(2) Ulpien, *Regul.*, XVII, § 1.

admis par les anciens commentateurs du droit romain et qu'à soutenu de nos jours M. Ortolan (1). La constitution s'étendait aux peuples qui plus tard seraient soumis par Rome ; elle donne, pour toujours, à tous les sujets le nom de citoyens : ces deux qualités ne vont plus l'une sans l'autre ; quiconque est sujet de l'Empire, en est aussi citoyen. Il est facile du reste de répondre aux objections. L'empereur avait assurément le pouvoir de régler le mode d'acquisition du *jus civitatis*, pour le présent et pour l'avenir ; mais cela n'entravait en rien la liberté de ses successeurs, attendu qu'une loi peut toujours être abrogée par une loi nouvelle. Que la distinction entre les *cives* et les *peregrini* subsiste et qu'Ulpien la rappelle, on le comprend sans peine, car, ainsi que nous l'avons dit, il y a encore les affranchis, déditices ou Latins Juniens, les personnes privées du droit de cité par suite de condamnations ; en outre, depuis que tous les anciens pérégrins sont devenus citoyens, le mot *peregrinus* prend une acception nouvelle, il sert à désigner les véritables étrangers, les barbares mercenaires attachés à la défense des frontières, ou ceux avec lesquels on est en guerre. Sidoine Apollinaire constate ce changement de signification, quand il dit en parlant de Rome : « Patriam libertatis in qua unica totius orbis civitate soli barbari et servi peregrinantur (2). »

(1) Ortolan, *Explic. hist. des Instit.*, t. I, n° 404.

(2) Sidoine Apollinaire, *Epil.* I, 3 ; Cf. Giraud, *Introd. à l'hist. du dr. rom.*, p. 113.

Cependant un texte de Paul⁽¹⁾ indique que de son temps il y avait encore des latins ingénus ; on aurait donc, après la constitution de Caracalla, fondé des colonies latines et conféré individuellement la qualité de latin aux barbares ; mais la date de ce texte est douteuse , et il est impossible d'en tirer un argument sérieux en faveur du système opposé. Dans la cour d'Orient, on ne distingue plus entre les sujets et les citoyens ; tout sujet de Rome a reçu le droit de cité ; or ce changement ne peut résulter que de la constitution de Caracalla.

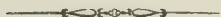
« Faut-il, dit M. Ortolan, l'attribuer à la seule transposition du siège impérial de Rome à Byzance, ou à la seule désuétude, tandis qu'on a sur ce point une disposition législative précise ? » Justinien, lorsqu'il élève tous les affranchis au titre de citoyen, compare la mesure qu'il prend à celle d'Antonin ⁽²⁾. C'est dire que celle-ci était générale, autrement il ne l'eût pas rapprochée de la sienne, si elle n'eût concerné que les habitants du territoire à l'époque où elle fut rendue.

Nous sommes arrivé au terme de notre étude, et, en jetant les yeux sur cette longue période qui commence à Romulus et finit à Caracalla, nous voyons combien avait été lente l'introduction successive des pérégrins dans la cité. Rome qui, à son origine, ne renfermait que quelques milliers de citoyens, en avait commu-

(1) Paul, IV, 9, § 8.

(2) Nov. 78, c. 5.

niqué le titre aux Latins, aux Italiens, puis aux provinciaux, l'unité régnait enfin entre tous les peuples qu'elle avait soumis. La législation s'était ainsi rapprochée du principe moderne d'assimilation des vaincus au vainqueur. Il ne reste plus en dehors de la cité que les barbares. Mais déjà les Romains, incapables de se défendre, attiraient ces barbares sur leurs frontières pour se protéger, les enrôlaient dans leurs armées ; ils préparaient ainsi, eux-mêmes, par leur propre faiblesse, l'invasion terrible sous le choc de laquelle leur vieil empire allait bientôt s'effondrer.



DROIT GERMANIQUE

La Germanie était formée de la réunion de plusieurs peuplades qui, à leur tour, se subdivisaient en une multitude d'associations distinctes. En l'absence d'un pouvoir central fortement constitué, les hommes libres, *Arrimanni* chez les Lombards, *Friborgi* chez les Anglo-Saxons, *Rachimbiergi* chez les Francs, sentant le besoin de se prêter mutuellement secours, avaient été portés à s'unir dans un but commun. Une solidarité étroite s'établissait entre les membres de la communauté; il en résultait une série d'obligations actives ou passives, mais aussi de privilèges refusés à ceux qui n'y étaient pas entrés. Le délit commis au préjudice de l'un, l'injure qui lui est faite, rejaillit sur la corporation tout entière, à elle incombe le soin d'en poursuivre la réparation pécuniaire ou *Wergeld*, comme elle supporte la responsabilité de ses fautes (1).

Les étrangers sont ceux qui ne font partie d'aucun de ces groupes. On les nomme *Warganei* ou *Gargangi*; placés en dehors de la protection des lois, on peut les mettre à mort ou les réduire en esclavage.

(1) *Lois de Kanut le Grand*, ch. 19. *Lois d'Edouard le Confesseur*, ch. 20.

Nous rencontrons du reste à leur égard la même aversion et la même défiance qu'à Rome, et peut-être poussée plus loin. « La crainte de l'étranger alla si loin dans l'esprit des peuples germaniques, qu'ils finirent par mettre en état de suspicion légitime quiconque ne relevait de personne ; et nous trouvons dans les lois barbares et les capitulaires, plus d'une disposition qui témoigne de cet état de l'opinion et des nécessités sociales sous l'empire desquelles elle s'était accréditée (1). »

Pour acquérir la qualité de germain, le *warganius* doit au préalable être reçu dans l'une de ces associations, et nul n'en fait partie de plein droit. Il paraît même que la nationalité ne se transmettait pas par la naissance ; l'enfant né de parents germains était considéré comme étranger jusqu'à ce que, arrivé à l'époque de sa majorité, il se fît affilier à une corporation d'hommes libres.

Celui qui voulait y être admis et assurer par là son inviolabilité, cherchait un garant, une sorte de patron sous la protection duquel il pût se placer. Les lois de l'hospitalité lui venaient en aide : trois nuits consécutives passées sous le toit d'un germain, lui donnaient un répondant dans la personne de son hôte (2). Aussi pour éviter cette responsabilité, Tacite nous rapporte qu'on avait coutume d'indiquer à l'étranger, avant la

(1) Lehuëron, *Instit. Caroling.*, p. 15.

(2) *Leg. Anglo-Sax.*, § 15, Britton, c. 12.

fin du troisième jour, une autre demeure (1). Reçu ainsi dans la famille, le *warganeus* était inviolable, et vivait en paix avec les membres de la tribu ; cette permission de rester sur le territoire d'une tribu offre quelque analogie avec l'autorisation de domicile dont parle le Code civil ; seulement, tandis que dans notre législation moderne, l'autorisation émane du gouvernement, elle était conférée par les habitants eux-mêmes.

Nous venons de voir l'étranger entrer dans la famille, y trouver la sécurité pour sa personne et pour ses biens, mais il n'a encore qu'un droit relatif et précaire. S'il veut devenir germain et pénétrer dans la tribu, c'est à la naturalisation qu'il doit recourir. Les formalités requises présentent le même caractère que celles auxquelles il s'est soumis une première fois. Il résultait, en effet, des liens de fidéjussion réciproque unissant tous les hommes libres d'une même communauté, le droit pour chacun de donner son avis sur l'admission d'un associé dont il allait désormais répondre. On n'entrait donc dans cette espèce de société d'assurance mutuelle que du consentement unanime de tous les membres ; l'opposition d'un seul suffisait pour écarter le nouveau venu. Quant au séjour de trois nuits sous le toit d'un hôte, il est remplacé par une résidence de douze mois sur le territoire (2).

(1) Tacite, *De Morib. German*, c. 21.

(2) *Lex Salica*, tit. 48, *De Migrantibus* : « Cap. 1. Si quis super alterum in

Cependant l'assimilation n'était point encore complète; certains privilèges manquaient à l'étranger : le droit de porter les armes, de se rendre au *Mallum* et d'y émettre un vote. L'assemblée des guerriers supprimait ces différences en lui accordant l'autorisation de porter les armes, symbole de la liberté et de tous les avantages qu'elle entraîne (1). Cette seconde naturalisation venant compléter la première, permettre à celui qui a déjà été investi de droits privés la participation à la puissance sociale, est l'origine de ce que l'on a appelé depuis la grande naturalisation.

Une tribu germane, celle des Francs, s'établit en Gaule et en défendit l'entrée aux autres peuplades du Nord. Les Francs, après leur conquête, n'imposèrent aux vaincus ni leur nationalité, ni leurs lois. Les populations se pénétrèrent et vivent côte à côte pendant des siècles, sans se confondre. Nous voyons apparaître alors une foule de statuts personnels; Francs, Burgondes, Gallo-Romains ont chacun leur droit (2), et Agobard, évêque de Lyon au VIII^e siècle, raconte que, de son temps, lorsque plusieurs hommes se trouvaient réunis, il était rare que deux d'entre eux obéissent aux mêmes lois.

A chacun on appliquait sa loi nationale : l'enfant

villam migrare voluerit, et aliqui de his qui in villa consistunt eum suscipere voluerint, et vel unus ex his existiterit qui contradicat, migrandi licentiam ibidem non habeat. Cap. iv. Si autem quis migraverit in villam alienam et ei aliquid infra XII menses secundum leges contestatum non fuerit, securus ibi consistat sicut alii vicini. Klimath, *Trav. sur l'hist. du dr. franç.*, t. I, p. 446.

(1) Tacite, *De Morib. German.*, c. 13.

(2) Marculf, L. I, form. 7. *Loi des Ripuaires*, chap. 31.

était soumis à celle de son père, la femme suivait celle du mari, à moins qu'elle ne déclarât vouloir rester sous l'empire de sa loi personnelle (1). L'enfant naturel, n'ayant pas de père reconnu, adoptait le droit que bon lui semblait : *Justum est ut homo de adulterio natus vivat qualem legem voluerit* (2). Ceux qui entraient dans l'Église acceptaient la législation romaine (3).

Il est aisé de se rendre compte des difficultés suscitées dans l'administration de la justice par un tel état de choses. Avant d'instruire le procès, le juge demandait aux parties à quelle nationalité elles appartenaient : *Qua lege vivis* ? Ces actes que le plaideur devait fournir au juge portent le nom de *professiones legis* ; ils étaient fréquents, en Italie surtout, à raison de la plus grande multiplicité des races. Un capitulaire adressé par Lothaire aux Italiens, en 824, porte : « *Volumus ut omnis senatus et populus romanus interrogetur quali vult lege vivere et sub ea vivat.* »

De là certains auteurs ont conclu qu'il était permis en Italie de choisir sa loi, et par suite sa nation. Montesquieu va plus loin, il prétend qu'en Gaule comme en Italie, on pouvait s'attribuer une nationalité quelconque (4). Cette doctrine s'appuie encore sur le passage suivant de la loi salique : « *Si quis ingenuus*

(1) *Lex Liutprandi*, VI, cap. 74. De Savigny, *Hist. du dr. rom. au moy. âge*, t. 1, p. 104.

(2) Canciani, vol. I, p. 224.

(3) *Const. de Clotaire de 560*, art. 13. *Lex Ripuar.*, t. 58, § 1.

(4) *Esprit des Lois*, liv. 28, chapitre II, *in fine*.

Francum, aut barbarum, aut hominem qui lege Salica vixit, occiderit... » Ce texte, dit-on, établit une distinction entre le Franc, le barbare et l'homme qui est sous l'empire de la loi salique : cet homme qui n'est ni Franc, ni barbare, est évidemment le Gallo-Romain qui a opté pour cette législation, *qui professionem legis Salicæ fuit*.

M. de Savigny (1) a démontré la fausseté d'un pareil système. D'abord le capitulaire de Lothaire a été fait spécialement pour l'Italie, il s'adresse au peuple pris dans son ensemble, et non pas à des individus isolés. La loi salique ne peut fournir non plus un argument décisif si, au lieu de la version donnée par Hérold, on suit la leçon des autres manuscrits : « Si quis ingenuus Francum aut barbarum hominem qui lege salica vivit occiderit... » Il y est fait allusion au Franc et aux étrangers admis à bénéficier de leurs lois.

Enfin, en posant aux plaideurs cette question : « Qua lege vivis ? » le juge leur demandait par quelle loi ils étaient régis, et non pas à quelle loi ils entendaient se soumettre.

Nous croyons donc que l'élection de nationalité était interdite, en règle générale. Si l'étranger veut se faire recevoir dans une tribu franque, il doit recourir à la naturalisation et, suivant les traditions germaniques, y être autorisé par les membres de l'association dont il se propose de faire partie.

(1) De Savigny, *hist. du dr. rom. au moy. âge*, t. I, p. 111 et suiv.

Il arriva un moment où les tribus, jusqu'alors nomades, cherchèrent à s'établir d'une manière durable sur le sol qu'elles occupaient. A partir de cette époque, nous assistons à une transformation lente, et nous voyons se dégager un principe nouveau, celui de la territorialité. Sans tenir compte des liens du sang, on s'attachera désormais, pour déterminer la nationalité d'origine, au fait de la naissance sur tel territoire. « Est Franc tout individu qui naît sur le territoire des Francs. » Et ce fut la règle qui domina longtemps dans notre ancien droit.

ANCIEN DROIT FRANÇAIS

I. *Époque féodale et coutumière.*— Les idées, dont nous venons d'annoncer l'apparition, se conciliaient à merveille avec la tendance féodale à tout rattacher au sol; aussi, loin de les atténuer, la nouvelle organisation leur donna plus d'importance encore.

Les étrangers, à cette époque, sont désignés sous le nom d'*Aubains*, soit des mots latins *alibi nati*, soit parce que les Anglais (*Albani*) étaient autrefois les étrangers les plus nombreux en France (1).

On en distinguait de deux sortes :

Sont Aubains les individus qui, nés en France, sortaient de l'un de ces petits Etats si multipliés sous la féodalité, pour entrer dans un autre. L'homme qui quitte le territoire où l'a placé le hasard de la naissance, devient serf du nouveau seigneur, soit immédiatement, soit au bout d'un an et un jour, à moins qu'il ne se fût placé sous son *avouerie*, et, en échange de cette protection, il devenait taillable à merci (2). Cependant comme il n'était guère possible de sortir de chez soi sans quitter sa châtellenie, on dut bien—

(1) Loysel, *Instit. cout.*, liv. I, t. I, règle 49.

(2) Loysel, *Instit. cout.*, liv. I, t. I, règle 21, Beaumanoir, c. 45, p. 154, ligne 21, cité par Laurière.

tôt apporter un tempérament à une règle aussi rigoureuse, ce qui amena la substitution de la bourgeoisie au servage. Il fut décidé qu'à l'avenir la bourgeoisie s'obtiendrait dans une autre seigneurie par la demeure d'un an et un jour ou par l'aveu, c'est-à-dire, suivant la remarque de Laurière : « en s'ad-vouant franc homme ou bourgeois des seigneurs (1). » Certains pays s'entendaient même pour permettre à leurs habitants d'établir domicile sur leurs territoires réciproques, et d'y acquérir ainsi le droit de bourgeoisie.

Les traités conclus de la sorte portaient le nom de sociétés de parours et entrecours.

La seconde classe d'Aubains comprend les véritables étrangers, ceux qui n'appartiennent pas au royaume, selon la définition de Loysel, « Aubains sont étrangers qui sont venus s'habituer en ce royaume (2). »

Lorsque se produisit le mouvement communal, les privilèges des communes excitèrent bien des convoitises, et chacun chercha à en faire partie avec un empressement facile à comprendre.

Ce fut pour l'Aubain un moyen de devenir bourgeois d'une ville, tandis qu'autrefois il ne pouvait être que bourgeois des seigneurs ou du roi.

Dans les villes dites de bourgeoisie, que l'on ren-

(1) Loysel, *Instit. cout.*, liv. I, tit. I, règle 21.

(2) Loysel, *Instit. cout.*, l. I, t. I, règ. 49.

contre principalement au centre de la France, cette qualité s'acquerrait par une simple admission ou, plus ordinairement, par une résidence d'un an et un jour. Beaucoup d'individus en profitèrent pour échapper à la juridiction des seigneurs. Ceux-ci ne manquèrent pas de s'en plaindre ; Philippe le Bel fit droit à leurs réclamations en fixant, par l'ordonnance de 1287, les conditions nécessaires pour devenir bourgeois. Elles sont au nombre de trois (1).

On devait :

1° Adresser une demande au prévôt, dans ces termes : « Siré, je vous requiers la bourgeoisie de cette ville et suis appareillez de faire ce que j'en dois faire » ;

2° S'engager à construire ou à acheter une maison, valant au moins soixante sols parisis, dans l'an et jour ;

3° Signifier par sergent au seigneur qu'on se soustrait à sa juridiction.

Quant à la résidence, il fallait demeurer dans la cité de la veille de Noël à la Saint-Jean, ce qui permettait de s'absenter pendant l'été, à l'époque des travaux de la campagne (2).

Les villes du nord, appelées de préférence villes de commune jurée, jouissaient d'une indépendance plus grande. C'étaient comme de petits Etats indépendants,

(1) *Ordon. de Philippe le Bel sur les bourgeoisies de 1287.* Isambert, t. II, p. 673.

(2) M. Lefévre à son cours de droit coutumier.

des associations formées sous la foi du serment, et lorsqu'un étranger voulait entrer dans cette société de jurés, on exigeait de lui qu'il prêtât le même serment.

II. *Epoque monarchique.*—La royauté devenant plus puissante, réclama pour elle le droit d'aubaine, et l'enleva aux seigneurs. Sans doute l'étranger a toujours besoin de se mettre sous la protection d'un patron, mais le roi prend la place du seigneur haut justicier. Cette tendance se manifeste dès le règne de Philippe-Auguste, elle s'accroît avec Philippe-le-Bel. Au XVI^e siècle, la royauté triomphe presque partout ; on ne trouve guère que les coutumes d'Anjou et du Maine qui aient conservé les anciennes prérogatives seigneuriales. Le roi s'étant attribué le droit d'aubaine, fut aussi le seul capable d'en faire remise, c'est-à-dire de conférer la naturalisation (1). L'ordonn. du 23 mars 1302 fixe le point de départ de cette période nouvelle.

En même temps, et c'était l'effet de la centralisation opérée par le pouvoir royal, le mot aubain ne désigne plus les individus nés en dehors de telle seigneurie par rapport à telle autre, il reprend son véritable sens, celui d'étranger, de non regnicole (2).

Le principe féodal de subordination de la nationalité au fait de la naissance sur le territoire, subsiste : « Les vrais et naturels Français, dit Bacquet, sont

(1) Bacquet, *Traité des droits d'aubaine*, chap. xxv, nos 1 et 2.

(2) M. Lefebvre à son cours de droit coutumier.

ceux qui sont nés dedans le royaume, païs, terres et seigneuries de la nation, domination et obéissance du roy (1). » Peu importe, si l'enfant est né en France, qu'il soit issu de parents français ou étrangers. Telle fut la règle suivie exclusivement jusqu'au XVI^e siècle; en conséquence, était étranger l'enfant né de parents français, hors du royaume,

L'étude du droit romain ne réussit que partiellement à faire triompher le principe du *jus sanguinis* sur la règle féodale.

Bourjon signale l'apparition de la doctrine nouvelle et nous apprend que, de son temps, les individus nés à l'étranger, de parents français, étaient soustraits au droit d'aubaines s'ils revenaient en France (2). A l'époque de Pothier, la réforme est opérée (3).

La qualité de français s'acquerrait, comme aujourd'hui, soit par l'annexion d'un pays à la France, soit par bienfait de la loi, soit enfin par l'obtention individuelle de lettres royales.

I. — La réunion d'un pays à la France, opérée par conquête ou par l'effet d'un traité, confère la nationalité française à ses habitants *jure soli*; ces nouveaux nationaux portaient le nom de français par le fait du prince (4).

(1) Bacquet, *Traité du droit d'aubaine*, ch. II, n^o 2. Pothier, *Traité des personnes*, tit. 2, sect. I.

(2) Bourjon, *Dr. com. de la France*, liv. I, tit. 7, chap. I, sect. II, n^o 26.

(3) Pothier, *Traité des personnes*, tit. II, sect. I. *Introduc. à la coutume d'Orléans*, ch. 2, § 2, n^o 34.

(4) Pothier, *Traité des personnes*, tit. II, sect. I. Nouveau Denizard. *Naturalisation*, n^o 16.

II. — L'ancien droit nous donne des exemples de naturalisation résultant du seul effet de la loi. C'est ainsi que les Français, qui ont depuis longtemps quitté le territoire, recouvrent le titre de regnicoles, en rentrant dans leur ancienne patrie. Il en était de même des enfants nés hors de France, d'un français naturalisé à l'étranger (1).

La femme, par le mariage, prend la condition du mari (2).

L'établissement dans certaines villes, comme Lyon, Toulouse et Bordeaux, suffisait pour donner la nationalité française (3); nous voyons aussi que la nécessité de peupler les colonies avait fait accorder la naturalisation de plein droit aux étrangers venus s'y établir d'une manière durable. On récompensait encore de la sorte les services rendus à la France, soit pendant dix ans dans les armées de terre (4), soit pendant cinq ans dans la marine (5), soit enfin dans certains établissements d'industrie, tels que la manufacture de Beauvais, celle des Gobelins.

III. — Arrivons à la naturalisation proprement dite.

Le droit de naturaliser un aubain était considéré

(1) Pothier, *Traité des personnes*, tit. II, sect. IV, Boyer, *Décision* 13, cité par Pothier. Bacquet, *Traité du dr. d'aubaine*, ch. 39, n° 5.

(2) Pothier, *Traité du cont. de mariage*, n°s 401 et 403. *Cout. de Bourgogne* t. IX, art. 6.

(3) Pothier, *Tr. des personnes*, tit. II, sect. III.

(4) Déclar. 30 nov. 1715. Nouveau Denizard, v° *Etranger*, n°s 33 et 34.

(5) Edit d'avril 1687, *Traité des personnes*, t. II, sect. III.

comme une prérogative du pouvoir royal, qui renonçait à ses droits sur la succession de l'étranger. « Le roy seul peut naturaliser l'étranger à l'exclusion du seigneur haut-justicier », dit Bacquet, et répète encore après lui Pothier (1).

On obtenait la naturalisation par des lettres royaux ; il y en a de deux sortes : les lettres de naturalité et les lettres de déclaration.

Lettres de naturalité. — En principe, le roi les conférait ou les refuse suivant son bon plaisir. On exigeait cependant que l'impétrant appartînt à la religion catholique ; on accorda toutefois des dispences au maréchal de Saxe, à Law et à Necker. Il fallait aussi la résidence en France : « les lettres de naturalité sont censées renfermer la condition de demeurer dans le royaume (2) » La durée en était fixée à un an et jour par l'ordonnance de 1498.

Les lettres de naturalité obtenues en grande chancellerie, devaient ensuite , pour produire leurs effets, être enregistrées à la Chambre des Comptes où on les taxait suivant la fortune de celui qui les avait reçues. La finance revient au roi et non au seigneur haut justicier, qui n'a même aucune qualité pour vérifier les lettres (3). Au reste, la taxe aurait été modique si nous en croyons le témoignage de Bacquet : « La fi-

(1) Bacquet, *Traité du dr. d'aubaine*, chap. 25, nos 1 et 2. Pothier, *Traité des personnes*, tit. II, sect. III.

(2) Pothier, *Traité des personnes*, tit. II, sect. III. Nouveau Denizard, v° *Naturalisation*, n° 17. *Déclaration du 21 août 1718 contre les Génois*.

(3) Bacquet, *Traité du droit d'aubaine*, chap. 25, n° 3.

nance est si petite qu'elle n'est aucunement considérable et ne tourne au profit du roi, en augmentation de son domaine, mais est appliquée par Messieurs des Comptes à œuvres pitoyables » (1). Il fallait, en outre, les faire enregistrer au parlement et au greffe de la chambre du trésor, un mois après la vérification à la Chambre des Comptes (2).

Cependant Pothier prétend que l'enregistrement à la Chambre des Comptes était seul nécessaire : « L'enregistrement au Parlement, dit-il, au Domaine, quelquefois à la Cour des aides est plutôt pour faciliter l'exécution des lettres, que pour assurer leur validité (2). » Un édit de décembre 1703 (4) exigea, il est vrai, l'insinuation au greffe, mais le parlement de Paris, par arrêt du 18 Mars 1747, jugea qu'il n'y avait point là une formalité rigoureuse, prescrite à peine de nullité (5).

L'assimilation était complète entre ceux qui obtenaient des lettres de naturalité et les regnicoles, sauf qu'ils ne pouvaient aspirer aux « dignités ecclésiastiques éminentes » (6). D'autre part, plusieurs ordonnances, celles de Charles VII, du 10 mars 1431, de Louis XII, du 13 juin 1499, et enfin l'ordon-

(1) Bacquet, *Traité du droit d'aubaine*, chap. 35, n° 18.

(2) *Déclaration de Saint-Maur-les-Fossés*, 17 septembre 1582. Isambert, t. 14, p. 517.

(3) Pothier, *Traité des personnes*, tit. II, sec. III.

(4) Isambert, t. XX, p. 438.

(5) Nouveau Denizard, v° *Naturalisation*, nos 18 et 19.

(6) Bacquet, *Traité du droit d'aubaine*, chap. 24, n° 1. Pothier, *Traité des*

nance de Blois, de 1579, art. 4, voulaient une habilitation spéciale pour que l'étranger naturalisé pût posséder en France des offices ou bénéfices (1).

Lettres de déclaration. — C'était une question controversée que celle de savoir si on devait considérer comme aubains les habitants des provinces sur lesquelles les rois de France avaient des prétentions de souveraineté ou de suzeraineté féodale. L'affirmative prévalut. Cependant, les traiter à tous égards comme étrangers, eût impliqué de la part de la royauté, l'abdication de ses droits. Aussi devenaient-ils regnicoles, non plus au moyen de lettres de naturalité, mais par l'obtention de lettres de déclaration (2). On en octroya aux habitants de la Savoie, aux Flamands, aux Francs-Comtois et aux Milanais.

Des différences profondes séparent ces lettres des autres. Les lettres de naturalité étaient personnelles, et ne conféraient le titre de français que pour l'avenir. Celles-ci, au contraire, s'étendent aux enfants du naturalisé, et comme elles, ne faisaient que reconnaître un état préexistant, elles produisaient un effet rétroactif. D'Aguesseau a trouvé là une analogie avec le *jus postliminii* des Romains (3).

personnes, tit. II, sect. III.

(1) Nouveau Denizard, v^o *Etranger*, n^o 6. Bacquet, *Tr. du droit d'aubaine*, chap. 16.

(2) Pothier, *Tr. des personnes*, tit. II, sect. 1.

(3) D'Aguesseau, 32^e plaidoyer, t III de ses œuvres, p. 134.

DROIT INTERMÉDIAIRE

Pendant toute la période intermédiaire, on suivit pour la détermination des français d'origine, la même règle que dans l'ancien droit. La qualité de français appartient donc à ceux qui naissent en France, de parents jouissant de cette nationalité ; les individus nés à l'étranger, de parents français, ou d'étrangers sur le sol français n'ont qu'à y faire élection de domicile, pour être considérés comme tels. C'est ce qui résulte de l'art. 2, titre 2, de la constitution des 3-14 septembre 1791 : « Sont citoyens français, ceux qui sont nés en France d'un père français ; ceux qui, nés en France d'un père étranger, ont fixé leur résidence dans le royaume ; ceux qui, nés en pays étranger d'un père français, sont venus s'établir en France et ont prêté le serment civique. » Les constitutions des 24 juin 1793, art. 4 ; 5 fruct. an III, art. 8 : 22 frim. an VIII, art. 2, contiennent des dispositions analogues. On sait qu'en vertu des édits de 1669, 1682 et 1685, les protestants, passés à l'étranger pour pratiquer librement leur culte, avaient perdu leur nationalité ; l'art. 2 § 4 de la constitution de 1791 vint réparer cette iniquité et donner à leurs descendants le moyen de rentrer dans leur ancienne patrie, à condition de revenir en France et de prêter le serment de fidélité.

Sous l'influence des idées de fraternité universelle, si répandues alors, les législateurs de l'époque veulent effacer les différences de nationalité qui séparent les peuples : « La France libre, dit le préambule du décret des 6-18 août 1790, portant abolition des droits d'aubaine et de détraction, doit ouvrir son sein à tous les peuples de la terre, en les invitant à jouir sous un gouvernement libre des droits sacrés et inaliénables de l'humanité (1). »

A partir de ce moment, la naturalisation cesse d'être un acte du pouvoir gracieux, librement conféré ou refusé ; le législateur détermine les conditions qui, une fois remplies, font obtenir de plein droit la qualité de français. Tel fut le résultat de la loi du 30 avril-2 mai 1790. La naturalisation proprement dite disparaît en quelque sorte, pour ne laisser subsister que la naturalisation par l'effet de la loi. L'exception devenait ainsi la règle : ce qu'on avait autrefois considéré comme un privilège, est maintenant un droit que l'étranger peut revendiquer, dès qu'il satisfait aux formalités prescrites.

Il ne faudrait pas cependant aller jusqu'à dire que la naturalisation gracieuse fût complètement supprimée. Les constitutions de 1791 et de 1793 réservent au pouvoir législatif le droit d'accorder la qualité de français, en dehors des conditions ordinaires. La constitution des 3-14 septembre 1791, t. II, art. 4,

(1) Préambule du déc. des 6-18 août 1790, Duvergier, t. I, p. 318.

permet de déclarer citoyens ceux que leur talent ou leur mérite rend dignes d'une telle faveur ; et en conséquence, un décret des 26 août-6 septembre 1792 reçoit comme citoyens Joseph Priestley, Jérémie Ben-tham, Anacharsis Cloots, Klopstock, Kociusko..... Il est curieux de se reporter aux motifs invoqués par l'Assemblée nationale ; les tendances qui l'animent se dessinent nettement sous les termes emphatiques du décret : « Considérant que les hommes qui, par leurs
« écrits et par leur courage, ont servi la cause de la
« liberté et préparé l'affranchissement des peuples,
« ne peuvent être regardés comme étrangers par une
« nation que ses lumières et son courage ont rendue
« libre ; considérant que, si cinq ans de domicile en
« France suffisent pour obtenir à un étranger le titre
« de citoyen français, ce titre est bien plus juste-
« ment dû à ceux qui, quel que soit le sol qu'ils ha-
« bitent, ont consacré leurs bras et leurs veilles à
« défendre la cause des peuples contre le despo-
« tisme des rois, à bannir les préjugés de la
« terre, et à reculer les bornes des connaissances hu-
« maines ; considérant que, s'il n'est pas permis d'es-
« pérer que les hommes ne forment un jour devant
« la loi, comme devant la nature, qu'une seule fa-
« mille, une seule association, les amis de la liberté,
« de la fraternité universelle, n'en doivent pas être
« moins chers à la nation qui a proclamé sa renon-
« ciation à toutes conquêtes, et son désir de fraterni-
« ser avec tous les peuples ; considérant enfin qu'au

« moment où une Convention nationale va fixer les
« destinées de la France, et préparer peut-être celles
« du genre humain, il appartient à un peuple géné-
« reux et libre d'appeler toutes les lumières et de
« déférer le droit de concourir à ce grand acte de
« raison, à des hommes qui, par leurs sentiments,
« leurs écrits et leur courage, s'en sont montrés si
« éminemment dignes. »

De même, l'article 4 *in fine* de la constitution 24 juin 1793, porte que tout étranger qui sera jugé par le Corps législatif avoir bien mérité de l'humanité, est admis à l'exercice des droits de citoyen.

Cette naturalisation fut abolie par la constitution de l'an III; nous la retrouvons dans l'article 1^{er} du sénatus-consulte du 26 vendémiaire an XI, qui permet, pendant cinq ans à dater de sa promulgation, d'admettre à jouir des droits de citoyen, après un an de domicile, les étrangers qui ont rendu des services importants à la République.

Revenons maintenant à la naturalisation par bien-fait de la loi qui forme, avons-nous dit, le droit commun pendant la période révolutionnaire. Les premières lois de cette époque prennent à tâche de faciliter de plus en plus l'accomplissement des conditions auxquelles la nationalité française peut être revendiquée comme un droit acquis.

La loi du 30 avril-2 mai 1790 exige pour qu'un étranger établi en France devienne Français :

1^o Qu'il y soit domicilié depuis cinq ans;

2° Qu'il ait en outre acquis des immeubles, épousé une française, fondé un établissement commercial ou reçu des lettres de bourgeoisie. « Tous ceux qui, nés
« en dehors du royaume, de parents étrangers, sont
« établis en France, seront réputés Français et admis,
« en prêtant le serment civique, à l'exercice des droits
« de citoyen actif, après cinq ans de domicile continu dans le royaume, s'ils ont en outre ou acquis
« des immeubles, ou épousé une française, ou formé
« un établissement de commerce, ou reçu dans quelques villes des lettres de bourgeoisie, nonobstant
« tous règlements contraires auxquels il est dérogé. »

Du texte que nous venons de citer, il résulte que la loi du 30 avril 1790 distingue les conditions requises pour qu'un étranger soit réputé Français des conditions requises pour que, devenu Français, il puisse exercer les droits de citoyen actif. Le serment civique n'est imposé qu'à celui qui aspire à l'exercice de ces droits. L'étranger ne saurait être en effet plus favorisé que les Français de naissance ; or, ceux-ci n'en jouissent, aux termes des art. 4 et 8, sect. 2, loi 22 décembre 1789, qu'après avoir, à l'âge de 25 ans accomplis, prêté le serment de fidélité à la constitution devant l'administration du district (1). Mais que l'étranger prête ou non ce serment, il n'en

(1) Merlin, *vo Divorce*, sect. iv, § 10, 4^e édition, t. III, p. 764, col. 2.

est pas moins réputé français. Telle est la doctrine de la jurisprudence (1).

La constitution des 3-4 septembre 1791 reproduit à peu près les dispositions précédentes dans l'art. 3 du titre 2 : « Ceux qui, nés hors du royaume de pa-
« rents étrangers, résident en France, deviennent
« citoyens français après cinq ans de domicile con-
« tinu dans le royaume, s'ils y ont en outre acquis
« des immeubles ou épousé une française, ou formé
« un établissement d'agriculture ou de commerce, et
« s'ils ont prêté le serment civique. »

Si nous rapprochons cet article de la loi de 1790, nous voyons que les lettres de bourgeoisie ne constituent plus pour l'étranger un moyen d'acquérir la qualité de français. Certains commentateurs vont plus loin : d'après eux, la constitution de 1791, innovant sur celle de 1790, aurait exigé la prestation du serment civique, non-seulement pour être citoyen actif, mais pour devenir Français. Nous ne partageons pas cet avis. La constitution de 1791 est essentiellement politique, elle s'intitule : « De la division du royaume, et de l'état des citoyens ; » nous n'y trouvons plus le mot de français, mais ces expressions, qui ont un sens tout autre : *citoyens français* ; il s'agit donc d'une condition prescrite pour l'obtention du titre de citoyen.

(1) Cass., 27 avr. 1849. Sirey, 6^e vol. I p. 67. — Riom, 7 avr. 1835. Sirey, 1835, 2, p. 374. — Douai, 19 mai 1835. Sirey, 1836, 2, p. 98.

Les deux lois qui viennent de nous occuper parurent encore trop exigeantes, la constitution du 24 juin 1793 fait un pas de plus. Son art. 4 déclare citoyen français l'étranger, âgé de 21 ans, domicilié en France depuis une année, qui y vit de son travail, ou acquiert une propriété, ou épouse une française, ou adopte un enfant, ou enfin nourrit un vieillard. Le stage de cinq ans se trouve réduit à un an, l'obligation du serment supprimée, enfin aux conditions exigées antérieurement on en ajoute de nouvelles presque dérisoires. Remarquons aussi que sous l'empire de cette constitution, les qualités de français et de citoyen ne s'acquéraient pas l'une sans l'autre (1).

L'étranger n'a même pas à déclarer qu'il entend profiter des faveurs que la loi lui accorde : le concours des conditions requises suffit pour le rendre *ipso facto* français et citoyen (2).

Cette attribution de nationalité, qui s'opère à son insu, ne viole-t-elle pas le principe que la naturalisation est un contrat entre l'État qui l'accorde et l'individu qui la reçoit, et qui, par conséquent, exige le concours de la volonté des parties entre lesquelles il se forme? La réponse est facile : l'étranger, par sa résidence en France, se soumet aux lois du pays qu'il vient habiter; ce n'est pas seulement par une déclaration expresse et formelle qu'il peut accepter un

(1) Aubry et Rau, t. I, § 71, p. 248, note 9.

(2) Lyon, 10 novembre 1827. Sirey, 8^e vol., 2, p. 117. — Aix, 18 août 1858. Sirey, 1858. 2, p. 518. Aubry et Rau, t. I, § 71, p. 250, note 14.

titre qu'on lui décerne, il le peut aussi par des faits indicatifs de sa volonté. Ne trouve-t-on pas cette manifestation tacite dans sa résidence en France, alors qu'il sait que sa situation est telle qu'il en résultera pour lui l'acquisition d'une nationalité nouvelle ? S'il entend s'y soustraire, il n'a qu'à quitter le territoire ; s'il y reste, c'est qu'il accepte la qualité dont la loi l'investit elle-même (1).

Dans un esprit tout différent sont rédigées les constitutions du 5 fructidor an III et du 22 frimaire an VIII. Une réaction devait nécessairement se produire contre l'accueil par trop bienveillant fait aux étrangers. Les autres nations n'avaient pas répondu, par la réciprocité, aux tendances généreuses de la France à leur égard ; il arriva ce qui était arrivé à Rome sous l'Empire, et surtout depuis la constitution fameuse de Caracalla ; le titre de français si prodigué, si facilement octroyé, avait singulièrement perdu son prestige.

Aussi la constitution du 5 fructidor an III, enlève d'abord au pouvoir législatif le droit de conférer la naturalisation en dehors des conditions prescrites par la loi. De plus, renchérissant sur la constitution de 1791, son art. 10 porte la durée de la résidence à sept ans au lieu de cinq, et qui commencent à courir du jour où l'étranger, parvenu à l'âge de 21 ans, déclare vouloir se fixer en France. Il doit, en outre, payer une contribution directe, et être soit proprié-

(1) Cf. : Riom, 7 avril 1835. Sirey, 1835, 2, p. 375.

taire foncier, soit commerçant, soit enfin mari d'une femme française. Le paiement de la même contribution est exigé par les art. 8 et 9 de la constitution de fructidor pour que les nationaux puissent prétendre au titre de citoyen, mais comme ceux qui ne remplissaient pas cette condition étaient néanmoins français, nous en concluons avec MM. Aubry et Rau (1) qu'elle n'était pas nécessaire pour la naturalisation.

Enfin la constitution du 22 frimaire an VIII, art. 3, se contente d'un domicile de dix années consécutives. Comme sous la constitution de 1793, on ne devient français qu'en devenant citoyen.

En présence de tant de législations successives, il est naturel de se demander, quelle est celle qu'il faut suivre pour déterminer les règles de la naturalisation. Nous dirons que l'étranger doit être soumis à la loi ancienne ou à la loi nouvelle, suivant que les conditions exigées par l'une sont ou ne sont pas remplies au moment de la promulgation de l'autre. C'est une conséquence du principe de la non rétroactivité des lois. On respectera donc les droits acquis : ainsi, celui qui est devenu français, en vertu des constitutions de 1790, de 1791 ou de 1793, n'a pas été obligé, pour conserver ce titre de se soumettre aux règles des constitutions de l'an III ou de l'an VIII.

(1) Aubry et Rau, t. I, § 71, p. 249, note 11.

CODE CIVIL

C'est au chapitre « De la jouissance des droits civils » que le Code traite de l'acquisition de la nationalité française, car, en principe, les droits civils n'appartiennent, dans leur plénitude, qu'aux Français.

Il est peu de matières, comme nous aurons occasion de le remarquer, qui aient subi autant de modifications et nécessité aussi souvent l'intervention du législateur.

La qualité de français s'acquiert ou par l'origine, ou par un événement postérieur, par la naturalisation, en prenant ce mot dans son acception la plus étendue ; en d'autres termes, on naît français, ou on le devient. Notre étude se trouve donc naturellement divisée en deux chapitres :

- 1° Des français par la naissance ;
 - 2° De l'acquisition ultérieure de ce titre.
-

CHAPITRE PREMIER

DES FRANÇAIS PAR LA NAISSANCE

A cette question, qu'on nait français ? on peut donner deux réponses différentes, s'attacher, pour déterminer la nationalité, soit à la condition des parents, au *jus sanguinis*, soit au lieu de la naissance, au *jus soli*.

Telles sont les deux solutions qui ont prévalu tour à tour dans les législations antérieures à la nôtre. A Rome, on suivait exclusivement la théorie du *jus sanguinis* ; dans l'ancien droit, les idées féodales avaient fait triompher la règle opposée, tempérée à partir du XVIII^e siècle, à l'égard des enfants nés à l'étranger de parents français. Il en fut ainsi pendant toute la période intermédiaire.

Lors de la rédaction du code, il fallut choisir l'un ou l'autre de ces systèmes.

La règle qui déclarait français l'individu né à l'étranger de parents français, fut admise sans difficulté ; l'art. 2 du projet devint le § 1 de l'art. 10 actuel (1).

Mais une vive discussion s'engagea, lorsqu'il s'agit de savoir si on devait, comme autrefois, faire résulter la nationalité du lieu de la naissance. Le premier con-

(1) Locré, t. 2, p. 33.

sul se montra partisan de la territorialité, et, après quelques observations de Tronchet, le conseil d'Etat adopta un article ainsi conçu : « Tout individu né en France est français (1) ».

Arrivé devant le tribunat, cet article se heurta à une sérieuse opposition. « Cette rédaction, disait le tribun « Siméon, à la séance du 25 frimaire an X, ne pré-
« sente-t-elle pas quelque chose de bizarre ? Le fils
« d'un anglais peut devenir français, mais le sera-t-
« il par cela seul que sa mère, traversant la France,
« l'aura mis au jour sur cette terre étrangère à elle,
« à son mari, à ses parents ? Si chaque nation fait une
« telle déclaration, nous perdrons autant de français
« que nous en gagnerons. On n'appartiendra plus à sa
« famille et à sa nation. La patrie dépendra moins de
« l'affection qui y attache, du choix et de l'établisse-
« ment, que du hasard de la naissance (2) ». Ces observations parurent décisives, le conseil d'Etat retira son projet et l'art. 9 fut rédigé tel qu'il est aujourd'hui dans la séance du 6 brumaire an XI (3).

La rédaction des textes trahit les hésitations du législateur ; aucun ne formule nettement le principe. Toutefois l'équivoque n'est plus possible, la naissance sur le sol ne suffit pas pour conférer notre nationalité. Puisque l'art. 9 permet à l'individu né en France de parents étrangers, d'acquérir la qualité de Fran-

(1) Loqué, 2, p. 35 et 58.

(2) Loqué, 2, p. 248.

(3) Loqué, 2, p. 284 et 300.

çais, c'est qu'il ne l'a pas en naissant. L'art. 9 ayant été corrigé, comme nous venons de le voir, et ne faisant plus mention des enfants nés en France d'un français, on aurait dû supprimer dans le premier alinéa de l'art. 10 les mots *en pays étranger*.

Cette filiation historique des idées, remarque M. Valette, explique comment le Code a pu entamer la matière de la nationalité, en s'occupant tout d'abord d'individus qui ne sont pas français d'une manière certaine, et parler immédiatement après des Français qui sont nés à l'étranger, sans rien dire de l'immense majorité des Français, c'est-à-dire de ceux qui naissent en France de parents français (1).

Le système adopté par la loi est certain : sont français de plein droit, par leur origine, les enfants issus de parents français, qu'ils soient nés en France ou à l'étranger.

Lorsque le père et la mère ont tous deux la même nationalité, aucune difficulté. Mais que décider si l'un est français et l'autre étranger ?

Distinguons deux hypothèses :

1° L'enfant est né en légitime mariage ;

2° Il est né hors mariage.

1° L'enfant est issu d'une union légitime.

En général, la question ne se posera pas, puisque, par son mariage, en vertu des art. 12 et 19, la femme suit la condition du mari. Pour qu'elle se présente,

(1) Valette, *Cours de Code civil*, I, p. 44.

il faut supposer que le mari se fait seul naturaliser étranger. Les enfants qui surviendront ensuite seront-ils français ?

Certains auteurs leur permettent de choisir. L'enfant, dit M. Laurent (1), a le droit de réclamer la nationalité que lui donne son origine, la race dont il est issu, le sang qui coule dans ses veines. Or, dans l'espèce, il appartient à deux races, il a donc deux patries.

Il peut revendiquer la nationalité de sa mère, en vertu de son origine française, ou celle de son père en vertu de son origine étrangère. Celui qui a deux droits, les exerce simultanément, quand ils sont compatibles ; en cas d'incompatibilité, il a le choix entre l'un ou l'autre.

Cette opinion est inadmissible ; elle crée en pratique la plus fâcheuse incertitude. Il est de tradition que l'enfant suit la condition du père : *Connubium id efficit ut liberi patris conditionem sequantur* (2). Et d'ailleurs, rien de plus juste : il est soumis à son autorité, il porte son nom, il doit donc avoir sa nationalité. Si le droit d'option existait, quelles en seraient les limites, le délai ? Le silence de la loi, à cet égard, indique bien qu'elle ne l'a pas admis.

2° L'enfant est né hors mariage.

Il arrivera plus souvent que la nationalité sera dif-

(1) Laurent, *Principes de droit civil*, t. 1, n° 326.

(2) Gaius, I, § 56 ; l. 19, *De Statu homin.*, D. Pothier, *Des Personnes*, 1, 2, sect. 2.

férente, car c'est seulement dans le mariage que la femme partage la patrie de son mari.

L'enfant a-t-il été reconnu par son père ou par sa mère, puisque sa filiation n'est établie que par la reconnaissance, il sera ou français, ou étranger, comme l'auteur de qui elle émane.

Mais que décider si tous deux l'ont reconnu? La question est controversée.

M. Duranton, suivant la théorie romaine, lui donne la nationalité de sa mère (1).

Pour d'autres, l'enfant issu de deux races différentes aurait l'option (2). Mais la nationalité d'origine, nous l'avons dit, ne peut dépendre de la volonté des individus : c'est à la loi qu'il appartient de la déterminer.

Un troisième système, que nous adoptons, attribue à l'enfant la condition de son père. La reconnaissance le rattache plus étroitement à ce dernier, par des liens analogues à ceux qui existent pour l'enfant légitime. N'est-il pas rationnel de lui donner plutôt la nationalité de celui dont il porte le nom?

Sans doute, nous nous séparons en cela de la tradition romaine, mais c'est que les Romains n'admettaient pas la reconnaissance : aucun rapport de puissance paternelle entre le père et l'enfant né hors des justes noces. Dans une telle législation, on comprend

(1) Duranton, t. 1, n° 121.

(2) Richelot, *Principes du dr. civ. franç.*, t. 1, p. 111, n° 66. Laurent, t. I, n° 331.

la règle posée par la loi 24, D., *De Statu homin.* : « Lex naturæ hæc est ut qui nascitur sine legitimo matrimonio matrem sequatur. » Il ne saurait en être ainsi aujourd'hui que la loi établit, entre l'enfant naturel reconnu et son père, des relations qui n'existaient pas à Rome (1).

Une objection a été faite. Vous violez, nous dit-on, ce principe que le père ne peut disposer de la nationalité de son fils. Un enfant est reconnu par sa mère française, le voilà français ; arrive un étranger qui s'en déclare le père et le reconnaît à son tour : il va dépendre du caprice de cet étranger d'enlever à l'enfant le bénéfice d'une nationalité qui lui était acquise.

Il est facile de répondre. Cette objection suppose qu'une personne peut à son gré s'attribuer la paternité d'un enfant naturel ; or, l'art. 339 permet à tout intéressé de combattre la reconnaissance : à défaut de contestation, il y a donc lieu de la considérer comme l'expression de la vérité. On peut du reste retourner l'argument contre ceux qui l'invoquent, il n'y a qu'à renverser l'hypothèse, à supposer un enfant reconnu d'abord seulement par un français, puis ultérieurement par une femme étrangère, et alors, dans le système que nous combattons, l'enfant perdrait aussi rétroactivement la nationalité française qu'il possédait. Mais il n'est même pas vrai de dire que la recon-

(1) Locré, t. II, p. 34, n° 2.

naissance du père étranger enlève à l'enfant la qualité de français qui lui était acquise; elle démontre simplement qu'il ne l'avait pas en droit, s'il l'a eue en fait.

C'est dans ce sens que s'est prononcé la jurisprudence (1).

Nous appliquerons les mêmes règles aux enfants adultérins ou incestueux, dont la filiation serait légalement établie.

Quant à l'enfant trouvé, à celui qui est né en France de père et mère inconnus, nous le considérerons comme Français. Cette opinion est généralement admise, mais les arguments à l'aide desquels on l'appuie ne nous paraissent pas concluants. Ainsi on invoque un décret du 4 Juillet 1793, aux termes duquel les enfants trouvés portaient le titre d'enfants naturels de la patrie; or, nous savons que, pendant la période intermédiaire, la nationalité d'origine dépendait toujours du lieu de la naissance. On cite un autre décret, postérieur celui-ci au Code, du 19 janvier 1811, dont l'art. 19 soumet ces enfants à l'obligation du tirage au sort; mais un simple décret aurait-il pu fixer leur nationalité?

Si nous adoptons ce système, c'est que la naissance en France fait présumer que le père et la mère étaient français; voilà la probabilité; l'extranéité de ceux qui voient le jour sur sol étant l'exception.

(1) Douai, 19 mai 1835. Sirey, 1837, 2, p. 97 — Metz, 8 août 1855. Sirey, 1857, 2, p. 35, Cass., 22 décembre 1874. Sirey, 1875, 1, p. 423. Req., 20 janvier 1879, Sirey, 1879, 1, p. 417.

La cour de Cassation de Bruxelles, appelée tout récemment à statuer sur cette question, décida que l'enfant serait sans patrie (1) ; une loi interprétative, la loi belge du 21 août 1881, déclare que sa nationalité se déterminera d'après le lieu où il est né.

Lorsque l'enfant suit la condition de son père ou de sa mère, d'après les distinctions établies, quelle époque faut-il considérer, celle de la naissance, ou celle de la conception ?

Le droit romain distinguait : si c'était l'état du père qu'il s'agissait d'appliquer à l'enfant, on se réglait sur le temps de la conception ; mais, si au contraire, il devait avoir l'état de la mère, on s'attachait au moment de la naissance. Le fondement de cette distinction est que le père doit communiquer la nationalité en même temps que le principe de la vie. Quant à la mère, l'enfant qu'elle porte dans son sein, n'est qu'une partie d'elle-même, dès lors, il ne peut recevoir sa condition qu'à l'instant où il se sépare d'elle, où il acquiert une existence personnelle et indépendante (2).

M. Demante admet encore, de nos jours, la théorie romaine. Quant à fixer l'époque de la conception, il applique par analogie les règles écrites dans les articles 312, 314 et 315, et la fait remonter soit à 300 jours, soit à 180 jours avant la naissance ; c'est-à-

(1) Cass. belge, 24 juin 1881. M. Beudant à son cours.

(2) Gaius, I, § 89.

dire qu'on devrait supposer tantôt la gestation la plus longue, tantôt la gestation la plus courte, selon que l'une ou l'autre tendrait à conférer à l'enfant l'état auquel il prétend (1).

La majorité des auteurs prend aussi cette distinction comme point de départ, mais en la combinant avec la maxime : *Infans conceptus pro nato habetur quoties de commodis ejus agitur*.

Prenons un exemple : deux étrangers légitimement mariés se font naturaliser français, alors que la femme était déjà enceinte. Pour la première opinion, l'enfant naîtra étranger puisque son père l'était à l'époque de la conception ; pour la seconde, il sera français. Si on le considère comme déjà né à ce moment, c'est en vertu d'une fiction introduite en sa faveur et qui ne saurait se retourner contre lui ; or, aux yeux de la loi française, mieux vaut être français qu'étranger.

Il suffit donc, pour qu'un enfant ait cette qualité que la personne dont il prend l'état l'ait eue au moment de la conception, ou de la naissance, ou même pendant le temps intermédiaire (2).

Nous préférons un autre système, qui s'attache dans tous les cas à l'époque de la naissance, que l'on ait égard à la condition du père ou à celle de la mère.

Tant qu'un enfant n'a pas vu le jour, il ne compte

(1) Demante, I, p. 65 et 66.

(2) Marcadé, sur l'art. 10. Demolombe, I, n° 151. Aubry et Rau, § 69 texte et notes 2 et 3. M. Beudant à son cours.

pas dans la société humaine et ne saurait être français ou étranger.

La règle *Infans conceptus pro nato habetur* n'est écrite nulle part dans nos lois ; elle a été empruntée au droit romain, qui ne l'avait admise que *favore libertatis* (1).

Le Code, il est vrai, s'y réfère en matière de successions et de donations, mais, par cela même qu'il en fait l'application à deux cas spéciaux, il l'exclut pour les autres. Et remarquons la terminologie des art. 725 et 909 : « Est incapable de succéder, celui qui n'est par encore *conçu* ; pour être capable de recevoir entre vifs ou par testament, il suffit d'être *conçu*. » Quand il s'agit de fixer la nationalité, le législateur ne s'exprime plus de la même manière, il ne considère que la naissance : « Art. 9. Tout individu *né* en France d'un étranger, pourra, dans l'année qui suivra sa majorité, réclamer la qualité de français. » Art. 10. Tout enfant *né* d'un français en pays étranger, est français. Tout enfant *né* en pays étranger d'un français, qui aurait perdu la qualité de français, pourra toujours recouvrer cette qualité.

La logique conduirait à décider dans l'opinion adverse, que celui qui est conçu en France d'un étranger, ou dont la mère enceinte traverse notre territoire pourrait réclamer la qualité de français dans l'année qui suit sa majorité ; personne n'a été jusque-là.

(1) Instit., l. 4, pr.

En admettant même que l'enfant puisse avoir une nationalité avant sa naissance, eh bien, elle subira les mêmes modifications que celle de ses auteurs. Il est juste d'ailleurs que le changement de patrie du père ou de la mère, entraîne un changement semblable chez un être qui n'a pas encore vécu de la vie extérieure.

Notre système se justifie aussi par des considérations de la plus haute importance. On doit enlever autant que possible toute incertitude sur l'état des citoyens. Il ne faut pas qu'un individu puisse se dire français ou étranger, suivant son caprice et les avantages qu'il y trouve; la société ne peut laisser l'enfant maître de choisir sa nationalité *quoties de commodis ejus agitur*. Pour nous, pas d'équivoque possible, puisque la condition se fixe au moment de la naissance, qu'il soit légitime ou naturel (1).

(1) Duranton, 1, 22. Serrigny, *Droit public des Français*, t. I, p. 140 et suiv. Cass., 15 juillet 1840. Sirey, 40, 1, p. 900.

CHAPITRE II

COMMENT ON DEVIENT FRANÇAIS

En vertu du principe que nous avons posé en commençant, chacun doit pouvoir **changer** de patrie, se dégager de l'allégeance que lui attribue son origine et acquérir une patrie nouvelle.

L'étranger devient français par la *naturalisation*. Ce mot, auquel nous donnons ici l'acception la plus étendue, comprend :

1° La naturalisation privilégiée ou par bienfait de la loi, accessible seulement à certains étrangers.

2° La naturalisation proprement dite, qui forme le droit commun.

3° L'annexion d'un territoire à la France.

De là, la division de ce chapitre en trois sections :

SECTION PREMIÈRE

Naturalisation privilégiée ou par bienfait de la loi.

La naturalisation par bienfait de la loi a ceci de particulier qu'elle a lieu sans l'intervention d'un pouvoir gracieux libre de la conférer ou de la refuser. C'est la loi elle-même qui l'accorde sous des conditions

déterminées, à des étrangers qu'une situation particulière rendait dignes d'une telle faveur.

Les modes privilégiés d'acquérir la nationalité française sont au nombre de trois, ils constituent une faveur attachée :

1° A la naissance en France. (Art. 9).

2° A la qualité d'enfants d'ex-français. (Article 10 § 2).

3° Au mariage pour la femme étrangère qui épouse un français. (Art. 12).

§ I. — *Privilège attaché à la naissance en France.*

Le principe territorial avait été aboli, nous le savons, sur les observations du tribunat. Cependant il eût été difficile de pousser la rigueur jusqu'à refuser tout effet à la naissance sur le sol français, de méconnaître l'attachement si naturel à l'homme pour le pays qui l'a vu naître. « Quant au fils de l'étranger qui reçoit accidentellement le jour en France, « disait Treilhard, on ne peut pas dire qu'il ne naît « pas étranger... Mais pourquoi lui refuser le droit « de réclamer, à sa majorité, la qualité de français, « que tant et de si doux souvenirs pourront lui rendre si chère ? C'est un enfant adoptif qu'il ne faut « pas repousser quand il promettra de se fixer en « France, et qu'il y établira de fait son domicile ; « c'est la disposition de l'art. 9 du projet (1). » On

(1) Locré, t. 2, p. 318.

ne pouvait assimiler aux étrangers ordinaires, cet individu qualifié non sans raison de « français commencé », le soumettre au stage et aux épreuves de la naturalisation.

L'article 9 fut donc le résultat d'une transaction ; l'individu né sur notre territoire ne sera plus, comme autrefois, français *ipso facto*, mais, d'autre part, une voie privilégiée lui est ouverte pour acquérir cette qualité :

« ART. 9. — Tout individu né en France d'un
« étranger, pourra, dans l'année qui suivra l'époque
« de sa majorité, réclamer la qualité de français,
« pourvu que, dans le cas où il résiderait en France,
« il déclare que son intention est d'y fixer son domi-
« cile, et que, dans le cas où il résiderait en pays
« étranger, il fasse sa soumission de fixer en France
« son domicile, et qu'il l'y établisse dans l'année, à
« compter de l'acte de soumission. »

Ce texte a soulevé plusieurs difficultés, nous les grouperons autour des trois questions suivantes :

- 1° Enfants auxquels il s'applique ;
- 2° Conditions qu'il impose ;
- 3° Effets qui en dérivent.

1° Et d'abord quels enfants bénéficient du privilège introduit par l'article 9 ?

La généralité de ses termes montre qu'il s'étend à tous les enfants, soit légitimes, soit naturels, nés en France d'un étranger.

Il peut arriver que les parents n'aient plus de pa-

trie, comme dans l'hypothèse suivante : un belge s'établit en France d'une manière définitive, il perd sa qualité (article 17, numéro 3), sans devenir français. Son enfant est-il dans le cas prévu par l'article 9 ?

M. Demante pense qu'il est français de plein droit. Le mot « étranger » désigne un individu qui jouit d'une nationalité quelconque ; la fin du texte, en lui permettant d'opter, suppose évidemment qu'il a le choix entre la France et un autre pays. Placé en présence de deux principes opposés, dont l'un détermine la nationalité à l'aide des rapports de filiation, l'autre par le lieu de la naissance, le législateur a donné la préférence au premier. Mais il faut pour cela que le père ait une patrie ; lorsqu'il n'en a pas qu'il puisse transmettre à son fils, le second principe subsiste seul et doit prévaloir (1).

Cette opinion, exacte au point de vue rationnel, est contraire à l'article 9 ; elle revient à la théorie repoussée par le Code, que le seul fait de la naissance sur notre territoire suffit pour conférer le titre de français. L'enfant issu de personnes sans patrie, étranger lui-même, ne peut cesser de l'être qu'en se soumettant aux exigences de l'article 9 (2).

Nous en dirons autant de celui qui vient au monde dans l'hôtel d'un ambassadeur. D'après les règles du

(1) Demante, t. I, n° 48 bis, 4, p. 66 et suiv. Valette, sur Proudhon, *Traité des personnes*, t. I, p. 200.

(2) Demolombe, t. I, n° 452. Laurent, *Princ. de dr. civ.*, 1, n° 334.

droit des gens, cet hôtel est considéré comme sol étranger, mais la fiction ne s'applique qu'à l'ambassadeur en tant qu'il représente sa nation, elle est sans influence pour l'article 9 (1).

2° Formalités à remplir.

L'étranger qui veut profiter du privilège accordé par la loi n'a qu'à déclarer l'intention de fixer son domicile en France, s'il y réside déjà. Le mode le plus régulier serait de faire la déclaration à la municipalité du futur domicile, dans la forme des actes de l'état-civil. Mais dans le silence de la loi, la pratique considère comme valable une déclaration quelconque, pourvu qu'elle ait date certaine. Que s'il n'habite pas le territoire, il doit faire la soumission de s'y établir et y prendre effectivement domicile dans l'année de sa majorité, soumission qui sera reçue conformément à l'article 48, par nos agents diplomatiques (2).

Ces formalités remplies, l'étranger devra réclamer la qualité de français dans la même année, celle qui suit sa majorité. Délai fatal qui ne peut être ni anticipé ni dépassé (3).

Mais à quelle majorité se réfère l'article 9, est-ce à la majorité telle que la règle la loi française?

(1) Alauzet, *De la qualité de Français*, n° 12.

(2) Locré, t. II, p. 84 et 85. En Belgique on suit une circulaire du ministre de l'intérieur du 8 juin 1836, d'après laquelle la déclaration est reçue par l'autorité communale qui a dressé l'acte de naissance (*Pasinoimie belge*, 3^e série, t. 6, p. 423).

(3) Paris, 14 juillet 1856, le *Droit* du 18 juillet 1856. 30 juillet 1859, S., 59, 2, 682. Cass., 31 décembre 1869, S., 61, 1, 227,

D'après un premier système, ce serait à la majorité étrangère. Jusqu'au moment où il réclame la qualité de français, l'individu en question reste étranger ; la détermination de l'époque à laquelle il sera majeur, fait partie de son statut personnel, elle est donc fixée par sa loi nationale. Si le délai de l'article 9 est fatal, la raison indique qu'il ne doit courir qu'à partir de l'instant où l'étranger peut utilement en bénéficier, c'est-à-dire dès qu'il aura la capacité civile. On fait cependant une restriction pour le cas où il serait majeur dans son pays avant vingt-un ans : il devrait alors, pour faire sa déclaration, attendre qu'il fût parvenu à cet âge qui est un minimum (1).

Nous repousserons ce système ; nous croyons que le législateur a dérogé ici à la théorie générale du statut personnel, et qu'il a entendu se référer à la majorité française. La constitution du 22 frimaire an VIII, spécifiant, dans son article 3, les conditions de la naturalisation, indique l'âge de vingt-un ans comme en étant le point de départ.

La relation entre le Code civil et ces dispositions, en vigueur lors de sa promulgation, paraît manifeste. Il est peu vraisemblable que les rédacteurs aient voulu faire dépendre une faveur qu'ils accordaient des prescriptions variables d'une législation étrangère. Et puis, nous avons appliqué l'article 9 au fils de l'étranger qui n'avait plus de patrie, sans natio-

(1) Demante, t. 1, n° 19. Demolombe, t. 1, n° 165. Valette, *Cours de Cod. civ.*, p. 48. Laurent, *Princ. de dr. civ.*, n° 336.

nalité; or, en ce cas, quelle majorité suivre, sinon celle des Français puisqu'on ne peut se reporter à aucune autre? Enfin la question semble résolue par l'article 1^{er} de la loi du 7 février 1851, qui prend soin de s'en expliquer formellement (1).

3° Effets de la déclaration.

L'étranger né en France reste tel jusqu'au jour où il satisfait aux conditions prescrites. Et comme il ne peut les remplir qu'étant majeur, il n'aura pas, durant sa minorité, les droits et les prérogatives exclusivement attachés à la qualité de français. En conséquence, la jurisprudence a décidé qu'il ne serait pas reçu à se présenter au concours d'admission à l'École Polytechnique (2). Cela paraît rigoureux pour un enfant qui aurait été élevé en France, et ne connaîtrait pas d'autre patrie. On lui ferme ainsi bien des carrières, alors que plus tard cependant il sera des nôtres : aussi une réforme de la législation sur ce point a-t-elle été demandée aux Chambres.

La déclaration faite, l'étranger devient français. Mais l'est-il seulement pour l'avenir, ou bien a-t-il cette qualité rétroactivement dans le passé, à compter du jour de sa naissance? en d'autres termes, sommes-nous en présence d'une nationalité d'origine, ou d'une nationalité par naturalisation?

(1) Aubry et Rau, t. I, § 70, note 5. Coin Delisle, sur l'art. 9, *Revue Critique*, 1864, t. XXV, p. 13 et suiv. Alauzet, *De la Qualité de Français*, n° 11. Serigny, *Dr. Publ. des fr.*, t. I. p. 143. Cass., 31 décembre 1860, S., 61, 1, 227.

(2) Cass., 31 décembre 1860. Sirey, 1861, 1, p. 227.

L'intérêt de la controverse qui s'est élevée à ce sujet a bien diminué depuis la rédaction du Code. La loi du 14 juillet 1819, en abrogeant les art. 726 et 912, lui a enlevé une partie de son importance ; antérieurement à cette loi, l'individu dont nous parlons aurait été incapable, pour les partisans de la non rétroactivité, de recueillir les successions, legs ou donations ouverts avant qu'il n'eût fait sa déclaration. Toutefois, la question n'est pas, dans l'état actuel de la législation, de pure théorie, tant s'en faut. Supposons que cet individu avait des enfants : ils seront français si leur père l'est rétroactivement, étrangers, dans le cas contraire. Une femme française épouse un étranger né en France, qui invoque plus tard le bénéfice de l'art. 9 ; s'il y a rétroactivité, elle aura toujours été française. Enfin les actes notariés où l'étranger aura figuré comme témoin, depuis qu'il a atteint l'âge de vingt-un ans, seront nuls ou valables, selon que l'on s'attachera à l'un ou l'autre système.

Voilà, à divers points de vue, l'intérêt pratique de la question. Il a échappé à M. Demolombe, quand il dit que la rétroactivité « ne produit aucun effet dans l'ordre civil, pas plus que dans l'ordre politique (1). »

Nous pensons que l'art. 9 a pour résultat de faire considérer celui qui l'invoque comme français de naissance. Sans subordonner absolument cette qualité au hasard de la naissance, le législateur a voulu

(1) I, n° 163.

néanmoins y attacher tous les avantages possibles, en évitant les inconvénients signalés par le tribunal. Quand il aura été démontré, par l'accomplissement des formalités requises, que les conséquences du principe territorial, repoussé dans son ensemble, n'ont rien d'injuste, on y reviendra. L'étranger né en France a, depuis sa naissance, un droit éventuel, il est français, sous une condition suspensive qui rétroagit, en vertu de l'art. 1179. « Le Code, dit Merlin, veut bien « faire à l'enfant né accidentellement en France « d'un père étranger, un titre des circonstances dans « lesquelles il a reçu le jour. La France l'adopte « généreusement dès sa naissance; elle lui demande « seulement de ratifier cette adoption dans l'année « de sa majorité, en faisant soumission de se fixer « dans l'année sur sa terre natale (1). » Citons encore les paroles du tribun Gary, au Corps législatif : « Le « bonheur de sa naissance n'est pas perdu pour lui; « la loi lui offre de lui assurer le bienfait de la nationalité, mais il faut qu'il déclare l'intention de le « conserver (2). »

Cette interprétation seule se concilie avec le texte de l'art. 9. Tout individu, y est-il dit, « pourra *réclamer*... » Or *réclamer*, c'est, dans le sens juridique du mot, prétendre à un droit préexistant que l'on a déjà. Enfin l'art 20 qui proscrit la rétroactivité, ne comprend pas l'art. 9 parmi les textes qu'il énumère :

(1) Merlin, *Répert.*, v^o Français, § 1, n^o 4.

(2) Loaré, 2, p. 339, n^o 4, *in fine*.

c'est là certainement un oubli intentionnel (1).

Malgré cela, le système contraire a réuni dans la doctrine de nombreux partisans (2). Parcourons, en les réfutant, leurs principaux arguments.

Le § 2 de l'art. 10 place l'enfant de l'ex-français dans une situation beaucoup plus favorable que l'individu né en France; aucun délai n'est assigné à sa déclaration, et cependant, en vertu de l'art. 20, la qualité de français lui est donnée pour l'avenir seulement; il doit en être de même, et à plus forte raison, dans le cas de l'art. 9.

Mais est-ce bien une faveur, un avantage, que la latitude indéfinie accordée par l'art. 10? Non! la différence tient précisément à ce qu'il y a rétroactivité pour l'un et non pour l'autre. Une fâcheuse incertitude plane sur la situation de l'étranger dont parle l'art. 9; sa déclaration devant le rendre français dès l'époque de sa naissance, tant qu'il ne l'a pas faite on ne sait quelle qualité lui donner. C'est cet inconvénient qu'on a voulu restreindre par la fixation d'un délai.

L'art. 2 de la loi du 7 février 1881 prouverait clairement, ajoute-t-on, l'absence de rétroactivité. Il permet aux enfants majeurs d'un étranger qui s'est fait

(1) Merlin, *loc. sup. cit.* ; v° *Légitimité*, sect. iv, § 3, n° 3, in *fine*. Coin-Delisle, *Revue critique*, 1864, 25, p. 3 et suiv. Toullier, 1, 261. Valette, *Cours de Code civil*, 1, p. 48. Aubry et Rau, t. I, § 70, note 10. Cass., 19 juillet 1848, S., 48, 1, 529.

(2) Marcadé sur l'art. 9. Du Caurroy, Bonnier et Roustain, 1, 51. Demante, 1, n° 19 bis. Laurent, *Principes de dr. civ.*, 1, n° 339.

naturaliser de remplir les formalités de l'art. 9 dans l'année de la naturalisation de leur père ; est-il possible d'admettre que ces individus, âgés de 30 ans, 40 ans peut être, nés à l'étranger, vont devenir français, avec effet rétroactif ?

Si le législateur de 1851, renvoie à l'art. 9, il l'applique par analogie et non pas d'une manière littérale. Lorsque les enfants sont nés en France, nous pouvons remonter rétroactivement jusqu'à cette époque, puisque c'est ce fait qui leur donne le droit de réclamer la nationalité française. Dans l'hypothèse de l'art. 2, le moment où ils ont acquis un droit éventuel à devenir français, ne sera plus celui de la naissance, car elle a eu lieu hors du territoire, mais la date de la naturalisation de leur père.

Depuis le Code, une réaction s'est produite contre les idées qui avaient inspiré l'art. 9.

A la faveur du système inauguré en 1804, il se forma des familles à nationalité mal définie ; avec la facilité de se procurer une fausse possession d'état, les individus sans patrie certaine s'accumulèrent en France. Des étrangers, nés sur notre territoire, ne réclamant pas le bénéfice de l'art. 9, leurs enfants qui y étaient également nés, n'en profitant pas non plus, on rencontrait, surtout dans les départements des frontières, du Nord et de l'Est, de nombreuses colonies établies chez nous de père en fils, qui n'avaient plus conservé de rapports avec leur pays

d'origine, et cependant n'étaient pas françaises, ayant omis les conditions légales pour le devenir.

Ces individus, peu soucieux de leur état, confondus avec les Français, quand il s'agissait de profiter des avantages de nos lois, gardant pour eux le secret de leur extranéité, ne manquaient pas d'en exciper afin d'échapper aux charges imposées aux nationaux, principalement à l'obligation du service militaire.

Voici ce qui était arrivé fréquemment :

Un jeune homme, en possession apparente de la qualité de français, se laissait porter sur la liste cantonale et prenait part au tirage ; si le sort le favorisait, il gardait le silence ; sinon, il se retranchait derrière sa nationalité étrangère.

La charge du service se trouvait ainsi rejetée sur les autres conscrits du département, dont le contingent avait été fixé sur le nombre total des inscriptions (1).

Il y avait là une situation anormale, une sorte de vagabondage international, souvent dénoncé aux Chambres et qu'il fallait faire cesser ; sous l'influence de ces préoccupations furent rendues les lois des 22 mars 1849, 7 février 1851, 16 décembre 1874 et 14 février 1882.

Loi du 22 mars 1849. — La première de ces lois comble une lacune résultant de l'incertitude dans la-

(1) Ainsi en 1840, le nombre des radiations après tirage avait été de 1307 (*Moniteur*, 21 mars 1844).

quelle l'art. 9 place beaucoup d'individus qui se croient français. Un étranger, né en France de parents qui depuis longtemps y sont établis, se laisse porter sur les rôles du recrutement. Il satisfait ainsi à l'une des plus lourdes charges qu'impose notre nationalité, sans l'avoir acquise ; et, si plus tard, on la lui conteste, il sera dans l'impossibilité de bénéficier de l'art. 9, parce qu'il ne serait plus en temps utile pour en exciper.

Tel est l'inconvénient auquel la loi du 22 mars 1849 a voulu remédier. Son article unique proroge d'une manière indéfinie le délai de la réclamation pour ceux qui ont servi dans les armées ou satisfait à la loi du recrutement.

Dans ces deux cas, l'enfant né sur notre sol de parents étrangers, est recevable à réclamer le titre de français, à quelque époque que ce soit après sa majorité. Il a témoigné son attachement pour la France de la façon la plus significative, par la soumission au service militaire que l'on ne doit qu'à son pays. S'il n'a pas fait la déclaration dans l'année où il est devenu majeur, c'est probablement qu'il la croyait inutile, ou encore, soldat à 20 ans, a-t-il été envoyé au loin, engagé dans une expédition hors du territoire. Il eût été injuste, disait le rapporteur à l'assemblée nationale, de priver cette catégorie si intéressante d'étrangers de la possibilité de devenir français, alors que tant de motifs militent en leur faveur.

Le fait d'avoir satisfait au recrutement ou servi

dans l'armée étant un titre de faveur pour l'enfant né d'un étranger en France, on aurait dû, ce semble, lui donner les moyens de le mériter : or, au contraire, d'après la loi du 27 juillet 1872, conforme à celle du 21 mars 1832, il ne peut contracter un engagement volontaire qu'après avoir fait sa déclaration (art. 40 l. 1872). Il y aurait peut-être lieu de mettre en harmonie, sous ce rapport, la législation militaire avec la législation civile. Dans l'état actuel des choses, la loi de 1849 ne profite, en réalité, qu'aux individus qui, par erreur, ont été inscrits sur les listes du tirage, ou incorporés dans l'armée.

Loi du 7 février 1851. — Cette loi apporte une modification considérable à l'art. 9. Elle fixe la situation de deux catégories de personnes : les individus nés en France de parents étrangers qui eux-mêmes y sont nés, et les enfants d'étrangers naturalisés après leur naissance.

Commençons par les premiers dont parle l'art. 1 :
« Est français tout individu né en France d'un étranger qui lui-même y est né, à moins que, dans
« l'année qui suivra l'époque de sa majorité, telle
« qu'elle est fixée par la loi française, il ne réclame
« la qualité d'étranger par une déclaration faite, soit
« devant l'autorité municipale du lieu de sa résidence, soit devant les agents diplomatiques ou
« consulaires accrédités en France par le gouvernement étranger. »

On sait à quelle fâcheuse incertitude conduisait

l'application de l'art. 9. Considérant que rien n'était aussi dangereux que le doute sur la nationalité, le législateur de 1851, sans le supprimer, l'a restreint dans un espace de temps assez court : au bout de deux générations, l'enfant né sur notre sol est français. Il n'a plus à déclarer, comme dans l'article 9, qu'il entend profiter d'un titre qu'on lui offre; ici, la loi va plus loin, elle le lui donne de plein droit. Il est français sous condition résolutoire, c'est-à-dire que cette qualité native sera résolue, s'il l'a répudié dans l'année qui suit sa majorité, en prouvant qu'il a conservé sa patrie d'origine.

L'individu qui se trouve dans le cas prévu naît donc français; il pourra par suite se présenter aux écoles du gouvernement. Il semblerait équitable de le soumettre, par réciprocité, à la charge du service militaire auquel on est astreint à vingt ans, sauf à en être exempté plus tard s'il se fait reconnaître étranger. Toutefois, telle n'a pas été la pensée des auteurs de la loi de 1851 : le rapporteur, M. Benoit-Champy, s'en explique formellement : « La commission, disait-il, a voulu laisser à la législation spéciale sur le recrutement, le soin de régler l'appel et le tirage au sort des étrangers devenus français faute d'une déclaration d'extranéité (1); » et la nouvelle loi militaire du 27 juillet 1872 dispose effectivement, art. 9, alin. 2 : « Les individus déclarés français, en

(1) Duvergier, 1851, p. 43.

« vertu de l'art 1^{er} de la loi du 7 février 1851, con-
« courent, dans le canton où ils sont domiciliés, au
« tirage qui suit l'année de leur majorité, s'ils n'ont
« pas réclamé leur qualité d'étrangers conformément
« à la loi. »

Voici un cas où on revient à l'ancien principe territorial. Sous l'empire du Code, étaient seuls français de naissance les enfants issus d'une race française. Aujourd'hui le sont, en outre, *jure soli*, les enfants nés chez nous d'un étranger qui y serait également né.

Aussi les critiques n'ont-elles pas manqué à la loi de 1851. « Cette loi, dit M. Beudant, n'est à nos yeux
« qu'un expédient temporaire, une tentative pos-
« thume, au nom d'un système qui a fait son temps,
« contre les idées nouvelles sur la constitution des
« nationalités (1). »

Le projet primitif de l'art. 1^{er} méritait ces reproches, il portait : « Est français, tout individu né en France d'un étranger qui lui-même y est né. » La commission comprit que c'était excessif ; elle laissa à l'étranger le droit de décliner la nationalité française et de revendiquer celle de ses ancêtres (2).

Remarquons cependant que la loi de 1851 ne subordonne pas, comme dans le cas de l'art. 9, l'acquisition de la qualité de français à la condition de

(1) Beudant, *De l'Effet de la naissance en France sur la nationalité*, *Revue crit.*, 1856, t. IX, p. 57 et suiv.

(2) *Moniteur* du 6 janvier 1851.

résidence, d'établissement de domicile en France, ni de la part de l'enfant, ni de la part des parents. Ce n'est pas un oubli. D'après la rédaction primitive, le père de l'étranger né en France devait y résider, ou être décédé y résidant, pour imprimer à son fils, né également en France, la qualité de français. La commission supprima cette disposition « afin d'éviter « les difficultés souvent délicates à résoudre, que « soulèvent les questions de résidence (1) ». En cela on est allé peut-être bien loin, car on arrive à faire résulter notre nationalité du fait de deux naissances sur le territoire, quand même elles n'auraient eu lieu qu'accidentellement, dans le cours d'un voyage. La réponse du rapporteur qui voulait éviter des questions de résidence, délicates à résoudre, nous paraît peu concluante. Il y a bien des cas où on est obligé de les trancher.

Arrivons à la deuxième catégorie d'étrangers, dont s'occupe la loi de 1851, qui leur communique le bénéfice de l'art. 9 : « Art. 2. — L'art. 9 du code civil est « applicable aux enfants de l'étranger naturalisé, « quoique nés en pays étranger, s'ils étaient mineurs « lors de la naturalisation. — A l'égard des enfants « nés en France ou à l'étranger, qui étaient majeurs « à cette même époque, l'art. 9 du code civil leur est « applicable dans l'année qui suivra celle de ladite « naturalisation. »

(1) Duvergier, 1851, p. 43.

Le premier alinéa se réfère aux enfants mineurs nés avant la naturalisation ; bien qu'ils aient reçu le jour en pays étranger, ils pourront réclamer la patrie française en vertu de l'art. 9, tout comme s'ils y étaient nés. La naturalisation du chef de la famille témoigne de son attachement à notre pays, prouve sa volonté de s'y établir définitivement. Il convenait donc de placer ses enfants dans une situation privilégiée.

Le deuxième alinéa traite des enfants majeurs à l'époque de la naturalisation, S'ils sont nés en France, on suppose qu'ils n'ont pas usé du bénéfice de l'art. 9 dans leur 22^e année ; la loi de 1851 les relève de la déchéance encourue. Quant à ceux qui naissent à l'étranger, ils n'auraient jamais été, d'après le code, en mesure d'exciper de l'art. 9.

Mais dans quel délai les enfants majeurs doivent-ils demander la qualité de français ? A s'en tenir aux paroles du rapporteur, le délai serait celui « d'une année à partir du jour où les lettres de naturalisation ont été accordées au père (1) ». Et cela semble très naturel. Cependant comme le texte disait « dans l'année qui suivra celle de la naturalisation », on devait décider que le délai ne commencerait à courir qu'après qu'une première année, celle de la naturalisation, serait écoulée tout entière. Beaucoup d'auteurs se refusaient à l'admettre, préférant suivre l'esprit, sinon le texte de l'article. La loi du 14 février leur donne

(1) Duvergier, 1851, p. 44.

raison, par la nouvelle rédaction qu'elle substitue à l'ancienne : « dans l'année qui suivra la naturalisation, » y est-il dit.

Loi du 16 décembre 1874. — Le législateur de 1851 se bornait à exiger une déclaration des individus qui entendaient conserver la nationalité étrangère. Aulieu de s'en rapporter à leur simple affirmation, la loi du 16 décembre 1874 les oblige à fournir la preuve qu'ils sont bien restés étrangers, en produisant des pièces justificatives (1).

« Art. 1^{er}. — L'art. 1^{er} de la loi du 7 février 1851
« est ainsi modifié : Est français tout individu né en
« France d'un étranger qui lui-même y est né, à
« moins que dans l'année qui suivra l'époque de sa
« majorité, telle qu'elle est fixée par la loi française, il
« ne réclame la qualité d'étranger par une déclaration
« faite, soit devant l'autorité municipale du lieu de
« sa résidence, soit devant les agents diplomatiques et
« consulaires de France à l'étranger, et qu'il justifie
« avoir conservé sa nationalité d'origine par une at-
« testation en due forme de son gouvernement, laquelle
« demeurera annexée à la déclaration. — Cette dé-
« claration pourra être faite par procuration spéciale
« et authentique. »

(1) C'est seulement avec l'Angleterre que la forme du certificat pour les sujets britanniques qui se trouvent dans le cas prévu par l'art. 1 de la loi du 16 décembre 1874, a été arrêtée. Il est délivré par le ministère anglais de l'intérieur et constate que l'individu en question est Anglais comme petit-fils d'anglais et qu'il a gardé sa nationalité. Le certificat est ensuite légalisé au ministère des affaires étrangères de Londres, la signature est légalisée en France par le Consul anglais dans le ressort duquel l'intéressé réside.

L'art. 2 de la même loi permet à ces jeunes gens de s'engager volontairement dans les armées de terre et de mer, de contracter un engagement conditionnel d'un an, de se présenter aux écoles « en déclarant « qu'ils renoncent à réclamer la qualité d'étranger « dans l'année qui suivra leur majorité.»

Loi du 14 février 1882. — C'est le bénéfice de cette dernière disposition que la loi de 1882 a étendu aux enfants d'un étranger naturalisé, dont parlait l'art. 2 de la loi de 1851. Il leur est permis désormais de devancer l'époque de la majorité, de s'engager comme soldats, d'entrer dans nos écoles, s'ils font, avec le consentement de ceux sous l'autorité desquels ils sont placés, la déclaration d'adopter la nationalité française.

Voilà bien des changements qu'aura subis l'art. 9 du Code civil. La commission du Sénat, par l'organe de son rapporteur, a émis le vœu que ces modifications successives fussent reprises et refondues dans une seule rédaction qui les comprendrait toutes. Le nombre des lois à coordonner sur cette matière est une cause d'embarras pour ceux qui ont à les appliquer ; un seul et unique texte apporterait une simplification bien désirable.

§ II. — *Privilège des enfants d'un ex-Français.*

Après avoir facilité l'accès de notre nationalité aux étrangers nés sur le territoire, le législateur ne pou-

vait pas se montrer plus rigoureux pour l'enfant d'un ancien français. Appartenant à une famille originellement française, il méritait une faveur particulière ; la faute du père ne doit pas lui nuire, si, plus tard, il se sent attiré vers la patrie que la nature lui destinait.

L'ancien droit ne confondait pas ces enfants avec les autres étrangers. « La patrie, comme une bonne mère, disait d'Aguesseau, tend toujours les bras à ses enfants et les invite à rentrer dans leur devoir. » S'ils revenaient dans le royaume, ils obtenaient des lettres de déclaration, avec effet rétroactif.

Le Code leur accorde, mais avec plus d'étendue, le même privilège qu'aux étrangers qui naissent en France. « Art. 10, § 2. Tout enfant né en pays étranger d'un français qui aurait perdu la qualité de français, pourra *toujours* recouvrer cette qualité en remplissant les formalités prescrites par l'art. 9. »

Remarquons que le texte ne fixe aucun délai au fils de l'ex-français, il « pourra *toujours* recouvrer cette qualité », à toute époque de sa vie. Il ne faudrait pas cependant donner à ce mot une portée exagérée, et en conclure, comme l'ont fait certains auteurs, que l'enfant peut se déclarer français pendant sa minorité. Le législateur a voulu seulement établir une antithèse avec ces mots de l'art. 9, « dans l'année qui suivra sa majorité. » et indiquer que, après cette année, la demande serait encore recevable. Il est du reste

de principe que, pour choisir sa nationalité, dans les cas où la loi le permet, on doit jouir de la plénitude de sa liberté et de sa raison, être capable d'accomplir les actes de la vie civile.

L'art. 10 ne s'applique qu'aux descendants du premier degré, aux « enfants ». Quant aux autres, ils naissent d'un étranger qui n'a jamais été français. On comprend chez l'enfant le désir de rentrer dans sa nationalité d'origine, mais, dès le second degré, la seconde génération, ce sentiment s'atténue et finit par disparaître.

A s'en tenir au texte, l'article ne serait fait que pour ceux qui ont vu le jour en pays étranger et non en France. Etant issus les uns comme les autres d'une famille française, aucun motif n'expliquerait une telle distinction. La rédaction, restrictive en apparence, vient de ce qu'elle a été faite sous l'influence de l'ancien principe consacré par le projet, à savoir que tout enfant né en France d'un étranger était français de plein droit. Lorsque ce principe fut abandonné, on oublia de modifier l'article : les mots « en pays étranger » auraient dû être effacés ; aujourd'hui ils sont sans portée.

Le terme *recouvrer* n'est pas non plus très exact, car on ne recouvre que ce qu'on a. L'enfant, dans le cas prévu, n'a jamais été français, il le devient seulement pour l'avenir, sans aucun effet rétroactif (article 20). Il eût donc mieux valu dire qu'il *acquiert* ce titre. Mais le législateur paraît s'être exprimé ainsi à

dessein, parce qu'il a regardé l'enfant comme à demi-français à raison de son origine (1).

Laissons de côté ces critiques de texte, et arrivons aux difficultés que soulève l'article 10, § 2.

Le privilège qu'il édicte s'applique-t-il à l'enfant issu d'une française devenue étrangère par le fait de son mariage avec un étranger ?

La filiation paternelle, disent les partisans de la négative, règle la nationalité ; peu importe celle de la mère. Il n'y a pas à la rechercher, car, alors même qu'elle eût conservé la sienne propre, ses enfants n'en auraient pas moins été étrangers. Le Code ne parle que du père : « L'enfant né d'un français », et c'est aussi uniquement de lui qu'il a été question dans les travaux préparatoires et l'exposé des motifs au Conseil d'Etat (2).

Ces arguments sont sérieux, mais nous préférons l'opinion contraire. Dans les lois, il arrive souvent que le genre masculin comprend le féminin : « *Genus masculinum complectitur et femininum* » (3) ; « français » est un mot générique qui désigne aussi bien l'homme que la femme. Du reste, on s'accorde à soumettre à l'article 10, l'enfant naturel reconnu seulement par sa mère.

(1) Locré, 2, p. 237 et 238.

(2) Alauzet, *De la Qualité de franç.*, n° 18. Pa.is, 30 juillet 1885, S, 56, 2, p. 275.

(3) L. 195, *De Verbor. signif.*, D.

L'article 10, § 2, a eu pour but de favoriser ceux qui sont d'origine française (1).

Peu importe qu'ils tiennent cette origine du père ou de la mère !

Si tel est le fondement de notre disposition, la nationalité de la mère suffit pour en assurer le profit à l'enfant : par elle, il se rattache à des parents français.

On nous objecte qu'il suit la condition de son père ; la réponse est qu'il ne s'agit point de déterminer sa nationalité, mais de savoir si la circonstance prévue par le second alinéa de l'article 10 milite en sa faveur. Or, l'affirmative résulte de ce que nous venons de dire : il se rattache à la France par un de ses auteurs, par sa mère, il mérite de n'être pas traité à l'égal d'un étranger ordinaire (2).

Malgré la généralité des termes de la loi, nous lui apporterons une restriction pour le cas où l'enfant appelé à en profiter, y mettrait un obstacle par son fait personnel : la fille d'un ex-français épouse un étranger, étrangère elle-même par un autre motif que la perte éprouvée par ses parents ; loin de manifester son attachement pour leur ancienne patrie, elle fait preuve du désir de s'en séparer définitivement.

Devons-nous admettre à se prévaloir de l'article 10

(1) *Discours du Tribun Gary*, Locré, 2, p. 339, n° 6.

(2) Demante, I, n° 20 bis, III. Demolombe, I, n° 167. Aubry et Rau, I, § 70, note 17. Note dans Sirey, 1874, 2, p. 234. Laurent, *Princ. de dr. civ.*, I, n° 447, Coin-Delisle, *Rev. prat.*, 1864, t. XXV, p. 114 et 115.

l'enfant d'un étranger naturalisé français, comme le pourrait celui d'un français de naissance? La question s'est présentée à propos de l'enfant d'un étranger devenu français par l'incorporation de son pays à la France, et retourné à sa nationalité d'origine par suite de la séparation des deux territoires.

L'affirmative est certaine, à ne consulter que le texte. On a cependant prétendu que le législateur n'avait eu en vue que ceux qui sont issus de français d'origine. Si la disposition de la loi est absolue dans ses termes, la nature du motif qui l'a inspirée doit en restreindre la portée. Le privilège en question se justifie par la faveur due au sang français. Dès lors comment, sans méconnaître sa pensée, ne pas décider qu'au lieu d'être générale, de s'appliquer à tout enfant dont le père a eu soit par l'origine, soit accidentellement la qualité de français, elle n'a trait qu'à ceux dont le père est français de naissance (1)?

Nous ne saurions admettre un pareil raisonnement. Le père a acquis notre nationalité, la France l'a adopté, et, en l'adoptant, elle l'assimile aux indigènes. Ce n'est là qu'une fiction sans doute, mais en droit la fiction a la force de la réalité. Voyons à quelles conséquences aboutit l'opinion contraire : la France s'est formée par la réunion successive de provinces diverses ; un descendant à un degré éloigné d'un habitant de ces provinces devient étranger, son

(1) Aubry et Rau, I, § 70, note 12.

filz pourra-t-il bénéficier de l'article 10? On nous répondra que le temps purge le vice qui entachait la nationalité de ces personnes. Mais alors quel laps de temps sera nécessaire pour opérer cette transformation? après combien de générations les enfants d'un étranger naturalisé passent-ils dans l'ordre des Français d'origine (1)?

Quelques auteurs ont pensé que notre article avait été modifié par la loi de février 1851, et que l'enfant né en France d'un ci-devant français qui y était né également n'aurait plus à remplir les formalités de l'article 9, mais qu'il serait français de naissance, sauf à réclamer l'extranéité dans l'année qui suit sa majorité. Il y a, ajoutent-ils, en sa faveur, un *a fortiori*, car le Code le traite plus favorablement que le fils d'un étranger ordinaire (2). Une semblable solution, si elle peut à la rigueur rentrer dans la loi de 1851, est contraire au but qu'elle s'est proposé. Ce qu'elle a voulu, c'est faire cesser l'incertitude qui planait sur certains étrangers établis dans notre territoire; or, rien n'est moins douteux que l'état d'un enfant dont le père a été déclaré étranger. Elle suppose qu'au bout de deux générations celui qui a vu le jour sur la terre française l'adopte pour patrie, s'il ne manifeste pas une volonté contraire; ici la situation est bien différente. Sans doute la loi de 1851 con-

(1) Murlon, *Rev. prat.*, 1848, t. V, p. 245. De Folleville, *Dela Natur*, p. 158.

(2) Murlon, *Répet. écrites*, I, p. 100, n° 158. De Folleville, *De la Natural.* p. 158.

duit à rendre français de plein droit les individus que le hasard a fait naître en France, lorsque leur père n'y serait né, lui aussi, qu'accidentellement, puisqu'elle n'exige aucune condition de résidence; mais faut-il partir de ce cas extrême d'application pour l'étendre à une hypothèse qu'elle n'a pu prévoir? Si cet enfant se sent attiré vers nous, l'article 10, § 2, lui facilite l'accomplissement de ce désir, mais pourquoi lui imposer une nationalité que son père a déjà répudiée?

Rapprochons de l'art. 10, pour terminer, une disposition analogue, et que nous avons eu précédemment occasion de signaler; c'est l'art. 22 de la loi des 9-15 décembre 1790, confirmée par l'art. 2 du titre 2 de la constitution des 13-14 septembre 1790. Ces textes permettent aux descendants, à quelque degré que ce soit, d'ex-français exilés pour cause de religion, de recouvrer la patrie de leurs aïeux, s'ils reviennent en France et y fixent leur domicile. Ils deviennent ainsi « naturels français », on les considère comme n'ayant jamais été étrangers.

Ces lois sont encore en vigueur, elles n'ont été abrogées ni expressément ni tacitement, et on les applique encore fréquemment. Il existe même de nos jours en Europe, et principalement en Allemagne, beaucoup de familles qui ont dû s'expatrier à la suite des persécutions religieuses,

§ III. — *Privilège de la femme étrangère qui épouse un Français.*

« L'étrangère qui aura épousé un français suivra la condition de son mari », porte l'art. 12.

C'est le mari que la loi a placé à la tête de l'association conjugale, c'est lui qui la dirige, qui veille à ses besoins et à ses intérêts. Lorsque la femme aura la même condition que lui, sa tâche sera bien plus facile que s'il devait sans cesse consulter une loi étrangère. L'intérêt des époux exige qu'ils aient la même patrie; cette patrie unique, quelle sera-t-elle? La question ne pouvait faire doute, avec le rôle prépondérant qui appartient au mari.

Est-ce à dire que le principe en vertu duquel l'acquisition d'une nationalité doit être volontaire se trouve violé? En aucune façon. La femme qui épouse un étranger consent par là même à abdiquer son pays d'origine.

C'est là une conséquence du mariage, à laquelle une clause contraire insérée dans le contrat ne pourrait déroger, comme l'ont pensé quelques auteurs (1). La femme, en se mariant, se soumet à notre législation qui l'oblige à suivre la condition de son mari. L'art. 12 le décide ainsi, sans lui laisser la liberté de s'y soustraire; on ne lui demande pas de déclaration

(1) Blondeau, *Revue de droit français et étranger*, 1844, t. I. Mourlon, *Repet. écrites*, t. I, n° 164, note 1, p. 102. M. Beudant à son cours.

de volonté, car, aux yeux du législateur, elle ne peut en avoir une autre.

Mais faut-il conclure de là que les époux doivent toujours avoir la même nationalité ? Non ; si le fait, pour l'étrangère, d'épouser un français implique l'intention tacite d'entrer dans la patrie de son conjoint, on ne peut dire qu'elle ait entendu accepter par avance les modifications qu'il plairait à celui-ci d'apporter à son propre état, qu'elle lui ait confié le droit de disposer à son gré de sa nationalité.

L'art. 12 s'applique-t-il à l'ex-française qui épouse un français ? La question a paru douteuse à M. Beudant (1). Il pense qu'elle doit se conformer aux articles 18 et 19 relatifs à la réintégration des ci-devant Français dans leur ancienne patrie. En dehors de ces textes, ils ne peuvent recouvrer la qualité perdue : ce serait ajouter à la loi que de permettre à cette femme de devenir française par le mariage. L'art. 12 s'applique aux étrangères d'origine, les art. 18 et 19 à celles qui avaient cessé d'être françaises. Cette opinion nous semble inexacte. L'art. 12 parle d'une femme étrangère ; or, l'ex-française a ce titre, rien n'autorise à faire une telle distinction. Les art. 18 et 19 ont voulu seulement établir des privilèges pour nos anciens nationaux, en raison de leur origine. Mais à côté du privilège, nous trouvons le droit commun accessible à tous les étrangers quels qu'ils soient (2).

(1) Beudant, *De la Natural.*, n° 72, *in fine*.

(2) De Folleville, *De la Natural.*, p. 179.

Par une dérogation à la règle qu'il faut être majeur pour changer de nationalité, la femme mineure, capable de contracter mariage, devient française comme son mari. En ce qui concerne le mariage et les effets qu'il produit, le mineur est tout aussi capable qu'un majeur, *habilis ad nuptias, habilis ad nuptiarum consequentias*.

L'acquisition de la qualité de française est subordonnée, pour la femme, à la validité du mariage. S'il est entaché de nullité, il ne peut produire aucun effet, sous réserve de la théorie des art. 201 et 202 qui attachent les effets civils à un mariage contracté de bonne foi. Si la femme ignorait le vice de son union, le changement de nationalité se sera opéré.

La femme étrangère qui épouse un français devient française à partir du mariage. Et le titre ainsi acquis survit à sa dissolution, à la mort du mari. M. Serrigny, appliquant, par analogie, l'art. 19, distingue : Elle conservera sa nouvelle qualité si elle continue à résider en France ; elle l'a perdra si elle retourne à l'étranger (1). Nous ne sommes pas de cet avis ; l'art. 12 est formel et il n'y a, pour l'hypothèse qu'il prévoit, aucun texte semblable à l'art 19. La loi, qui fixe avec soin les événements de nature à faire perdre notre nationalité, ne dit rien de la mort de l'époux d'une étrangère devenue française (1).

(1) Serrigny, *Dr. publ. des Franç.*, I, p. 149.

(2) Demol., I, n° 168 bis. Alauzet. *De la Qual. de Franç.*, n° 108.

SECTION II

De la naturalisation proprement dite.

Nous arrivons maintenant à la naturalisation proprement dite, applicable à tous les étrangers qui ne se trouvent dans aucun des cas privilégiés énumérés plus haut. A la différence de la naturalisation privilégiée, elle nécessite l'intervention gracieuse de la puissance publique qui l'accorde ou la refuse à son gré. Il s'agit, en effet, de recevoir un membre nouveau dans l'Etat, et, de même que l'Etat est intéressé à accueillir ceux qui peuvent concourir à son développement et à sa prospérité, de même il lui importe d'écarter les indignes.

A qui doit-on reconnaître le droit de conférer la qualité de français, est-ce au pouvoir exécutif, ou au pouvoir législatif ? Question qui divise actuellement encore les jurisconsultes et les publicistes.

Pour les uns, le droit de naturaliser devrait appartenir au pouvoir législatif, il faudrait une loi. La naturalisation touche aux intérêts de l'ordre le plus élevé, on ne saurait l'entourer de trop de garanties. Les Chambres sont plus à même d'apprécier les titres de celui qui aspire à devenir français, que le chef du gouvernement, roi, empereur ou président élu. Celui-ci pourra se laisser influencer par telles ou telles considérations, peut-être ne résistera-t-il pas aux

obsessions des solliciteurs; une assemblée législative, au contraire, en raison même du nombre de ses membres, sera moins accessible à la faveur et plus indépendante. Il est juste, ajoute-t-on, que l'admission d'un nouveau citoyen dans l'Etat ne soit prononcée que du consentement de ceux qui le composent, ou, tout au moins, de leurs représentants (1).

Ce système n'a pas prévalu; notre législation actuelle place la naturalisation dans les attributions du pouvoir exécutif. Il a paru que le législateur devait se borner à fixer les conditions nécessaires pour l'obtenir et en remettre la collation au gouvernement. « C'est au pouvoir exécutif, disait M. de Vatimesnil, qu'il appartient de dire, après vérification des titres : l'individu qui demande la naturalisation se trouve ou ne se trouve pas dans ces conditions. » Enfin les demandes de ce genre sont nombreuses, on ferait perdre aux Chambres un temps précieux en les obligeant à en décider.

Entrons maintenant dans l'étude de la naturalisation, et demandons-nous :

1° Quelles en sont les formes et les conditions ?

2° Les effets ?

(1) Discours de MM. Jules Favre et Valette, *Moniteur* du 29 nov. 1849, p. 3831 et suiv. Laurent, *Princ. de dr. civ.*, t. 1, n° 350. De Folleville, *De la Natural.*, introduction, p. 11.

§ I. — *Formes et conditions de la naturalisation.*

Les conditions d'acquisition de la nationalité française ont fait l'objet de modifications nombreuses.

Le Code n'en parle pas ; elles étaient réglées à l'époque de sa rédaction par l'art. 3 de la loi constitutionnelle du 22 frimaire de l'an VIII.

L'art. 3 de cette constitution exigeait de l'étranger la déclaration de fixer son domicile en France et une résidence de dix ans à partir de sa déclaration. Il devenait ainsi français de plein droit, en dehors de toute intervention du chef de l'Etat. Cependant, dès le Consulat, il se produit une réaction tendant à faire regarder la naturalisation comme une faveur, et non plus comme un droit absolu.

Un avis du conseil d'Etat du 20 prairial an XI, rendu par interprétation de l'art. 15 du Code civil, fit le premier pas dans cette voie, en conférant au gouvernement le droit d'autoriser l'établissement en France exigé pour la naturalisation (1). Cet avis du conseil d'Etat était inconstitutionnel, car il n'interprétait pas la loi, il la modifiait. Certains auteurs en ont conclu que l'autorisation avait remplacé la déclaration requise par la constitution de l'an VIII. Mais l'avis du 20 prairial an XI n'ayant pas été inséré au *Bulletin des Lois*, la pratique ne le considérait pas comme

(1) Locré, t. II, p. 224. nos 15 et 240, n° 5.

obligatoire. La question a perdu du reste tout intérêt depuis la loi du 3 décembre 1849, dont l'art. 6 est ainsi conçu : « L'étranger qui aura fait avant la promulgation de la présente loi la déclaration prescrite par l'art. 3 de la Constitution de l'an VIII, pourra, après une résidence de dix années, obtenir la naturalisation suivant la forme indiquée par l'art. 1^{er}. »

Le décret du 17 mars 1809 rétablit l'ancien régime des lettres de naturalisation ; l'empereur seul peut la conférer.

Le chef de l'Etat se trouvait libre désormais de refuser l'accès de notre nationalité, mais il ne devait l'accorder qu'autant qu'on avait satisfait aux exigences de la loi. La nécessité du stage de dix ans sembla excessive pour certains cas dignes de faveur. « C'est un défaut dans la Constitution de l'an VIII, disait Roederer à la séance du 4 fructidor an XI, de ne pas autoriser la concession directe de lettres de naturalité ; il en résultera que des hommes d'un rare mérite, comme Franklin, ne pourront jamais devenir français, parce qu'ils seront d'un âge trop avancé pour pouvoir accomplir le stage politique. »

Le sénatus-consulte organique du 26 vendémiaire an XI, vint porter remède à cet état de choses, en permettant au gouvernement, de concert avec le conseil d'Etat, pendant cinq ans à compter de sa publication, de dispenser du stage ceux qui auraient

rendu des services importants à la République. Un sénatus-consulte du 19 février 1808 transforma en une règle définitive ces dispositions temporaires.

Il y avait donc à cette époque deux sortes de naturalisation : la naturalisation ordinaire et la naturalisation extraordinaire.

L'étranger qui avait recours à la première devait, après avoir atteint l'âge de 21 ans accomplis, obtenir, conformément à l'art. 13 du Code civil, l'autorisation de fixer son domicile en France et y résider effectivement pendant dix ans. Puis, ce délai expiré, la demande était transmise par le préfet au ministre de la justice et l'admission prononcée par le chef de l'Etat.

Dans la naturalisation extraordinaire, le stage se trouvait réduit à une année, les autres conditions restant les mêmes.

Telle fut la législation jusqu'en 1848. Mais après la révolution de février, les idées de fraternité universelle étaient de nouveau à l'ordre du jour. Un décret du 28 Mars 1848 donne provisoirement au ministre de la justice le droit de conférer la naturalisation ; le stage se trouve remplacé par une résidence de cinq ans, indépendamment de toute admission à domicile et de toute déclaration préalable. Voici du reste les termes de ce décret : « Le ministre de la justice est « provisoirement autorisé à accorder la naturalisation « à tous les étrangers qui la demanderont et qui justi-
« fient par actes officiels ou authentiques qu'ils ré-

« sident en France depuis cinq ans au moins, et qui,
« en outre, produiront à l'appui de leur demande, l'at-
« testation par le maire de Paris ou le préfet de police
« pour le département de la Seine, et par les commis-
« saires du gouvernement pour les autres départe-
« ments, qu'ils sont dignes sous tous les rapports, d'être
« admis à jouir des droits de citoyen français. » C'é-
tait donner de trop grandes facilités à l'admission
des étrangers. Du 1^{er} avril au 28 juin 1848, c'est-à-
dire en moins de trois mois, le nombre des naturalisa-
tions s'éleva à 2459. M. Bethmont, alors ministre de la
justice, effrayé d'un tel résultat, déclara, dans un arrêté
du 29 juin de la même année, qu'il n'userait plus
du droit que lui conférait le gouvernement provisoire.

Le décret du 28 mars, rendu particulièrement en
vue des élections générales qui devaient avoir lieu,
n'eut donc pas une longue application, mais si courte
qu'elle fût, elle suffit pour en faire ressortir les incon-
véniens. On sentit la nécessité de régler à nouveau
cette matière : MM. de Vatimesnil et Lefebvre-Durufilé
présentèrent à l'assemblée nationale un projet qui de-
vint la loi du 3 décembre 1849. Cette loi, abrogative
du décret de 1848, ne fait guère que coordonner, ré-
unir en un seul ensemble, les dispositions éparses des
législations précédentes. Elle part de ce principe que
la naturalisation constitue une faveur purement gra-
cieuse, à la libre appréciation du chef de l'Etat et qu'on
ne doit accorder qu'après un certain temps d'épreuves
à ceux qui en seront dignes.

Art. 1^{er}. « Le Président de la République statuera
« sur les demandes en naturalisation.

« La naturalisation ne pourra être accordée qu'a-
« près enquête faite par le gouvernement relativement
« à la moralité de l'étranger, et sur l'avis favorable du
« Conseil d'Etat.

« L'étranger, devra en outre, réunir les deux con-
« ditions suivantes :

« 1° D'avoir, après l'âge de vingt et un ans accom-
« plis, obtenu l'autorisation d'établir son domicile en
« France, conformément à l'art. 13 du Code Napoléon ;

« 2° D'avoir résidé pendant 10 ans en France, de-
« puis cette autorisation..... »

Ces conditions remplies, l'étranger formait sa de-
mande : le gouvernement se livrait à une enquête et
consultait le conseil d'Etat. Si cette assemblée émet-
tait un avis favorable, il pouvait, soit faire droit à la
demande, soit la repousser ; mais un avis défavorable
en entraînait nécessairement le rejet. La nécessité d'un
avis favorable du conseil d'Etat se comprenait sous le
régime de la Constitution du 4 novembre 1848, qui
avait rendu ce corps indépendant du pouvoir exécuto-
tif ; mais elle disparut lorsque la Constitution du 14
janvier 1852 lui enleva son indépendance (1). Sans
doute, il dut toujours être consulté, mais son consen-
tement ne fut plus indispensable.

(1) Constitution du 14 janv. 1852, art. 47, 53. Décret du 25 janvier 1852,
art. 1 et 24.

Quant à la naturalisation extraordinaire, les conditions sont les mêmes, il n'y a de différence que pour la durée du stage. « Néanmoins, dit l'art. 2, le délai
« de dix ans pourra être réduit à une année, en fa-
« veur des étrangers qui auront rendu à la France
« des services importants, ou qui auront apporté en
« France, soit une industrie, soit des inventions uti-
« les, soit des talents distingués, ou qui auront for-
« mé de grands établissements. »

Les conditions requises par la loi de 1849 pour obtenir la qualité de français, furent trouvées rigoureuses : le stage de dix ans, surtout, semblait excessif. De nombreuses réclamations avaient été adressées à ce sujet ; le gouvernement impérial, dans le but de leur donner satisfaction, prépara un projet d'où sortit la loi du 29 juin 1867. « Nous avons à
« rechercher, est-il dit dans l'exposé des motifs, si
« cette longue épreuve est encore nécessaire aujour-
« d'hui. Les mêmes défiances n'existent plus ; les
« relations internationales s'inspirent d'un sentiment
« plus large et plus sympathique ; les points de
« contact se sont multipliés ; les communications
« devenues plus rapides, les relations, plus fréquen-
« tes et plus suivies entre les nations comme entre les
« individus, ont transporté dans la vie des peuples et
« dans le règlement des grands intérêts publics quel-
« que chose de cette activité nouvelle et croissante,
« qui est aujourd'hui la loi des intérêts privés. Au
« milieu de ce mouvement général, un stage de dix

« années, imposé aux hôtes d'un grand pays pour
« devenir citoyens, n'est-il pas une anomalie ? N'est-
« ce pas là un temps d'arrêt dont la trop longue durée
« peut déconcerter de fermes résolutions, et découra-
« ger des sympathies sincères (1) ? » Aussi, qu'arri-
vait-il en pratique ? Plutôt que d'attendre si long-
temps le bénéfice de la nationalité française, les
étrangers préféraient une simple admission à la jouis-
sance des droits civils, de l'art. 13 du Code civil qui
leur conférait de nombreux avantages, sans leur im-
poser aucune charge. Tel fut le courant d'idées au
milieu duquel apparut la loi du 29 juin 1867, qui,
tout en maintenant en principe la législation de 1849,
en atténua certaines exigences dont le besoin ne se fai-
sait plus sentir.

Son art. 1^{er} est ainsi conçu : « Les art. 1 et 2 de
« la loi du 3 décembre 1849 sont remplacés par les
« dispositions suivantes :

« Art. 1^{er}. — L'étranger qui, après l'âge de vingt-
« un ans accomplis, a, conformément à l'art. 13 du
« Code Napoléon, obtenu l'autorisation d'établir son
« domicile en France, et y a résidé pendant trois
« années, peut être admis à jouir de tous les droits
« de citoyen français.

« Les trois années courent à partir du jour où la
« demande d'autorisation aura été enregistrée au
« ministère de la justice.

(1) Exposé des motifs de la loi du 29 juin 1867, § 3.

« Est assimilé à la résidence en France le séjour
« en pays étranger pour l'exercice d'une fonction
« conférée par le gouvernement français.

« Il est statué sur la demande en naturalisation,
« après une enquête sur la moralité de l'étranger,
« par un décret de l'empereur, rendu sur le rap-
« port du ministre de la justice, le conseil d'État
« entendu. »

La principale innovation apportée par la loi de 1867 fut, de réduire à trois ans la durée du stage. Le point de départ est aussi changé; tandis que, d'après la loi du 3 décembre 1849, le délai ne courait que du jour où l'étranger avait obtenu l'autorisation de résider en France, il part du jour où la demande d'admission de domicile est enregistrée au ministère de la justice.

La première formalité à remplir pour le candidat à la naturalisation, est de solliciter cette autorisation, La demande, adressée sur papier timbré au ministère de la justice, contient l'acte de naissance traduit et légalisé, ainsi que l'engagement d'acquitter les droits de sceau s'élevant à 175 fr. 25 (1).

D'après la loi de 1867, le séjour en pays étranger pour l'exercice d'une fonction conférée par le gouvernement français équivaut à la résidence en France. Auparavant, il était impossible aux employés de nos consulats et légations par exemple, qui continuent

(1) Note du ministère de la justice sur l'admission à domicile et la naturalisation des étrangers. Cogordan, *La Nationalité*, annexe B, p. 407.

à demeurer dans leur patrie d'origine, de satisfaire à cette dernière condition.

On frappait aussi l'exclusion une catégorie très intéressante d'étrangers dévoués à nos intérêts ; il était de toute justice, disait le rapporteur, de ne pas les écarter à raison d'une résidence qui s'impose à eux (1).

Lorsque les délais requis sont expirés, l'étranger adresse une demande de naturalisation sur papier timbré, en double exemplaire, qui doit contenir l'engagement de payer un nouveau droit de sceau de 175 fr. 25. L'exemption de ces frais est chose fort rare en pratique, car, on le comprend sans peine, l'Etat n'a aucun intérêt à admettre au nombre de ses ressortissants des indigents qui seraient un jour à la charge de l'assistance publique.

La demande ainsi formée donne lieu à une enquête ; le chef du Pouvoir n'y accède qu'en connaissance de cause, sur la proposition du garde des sceaux, le conseil d'Etat entendu. La naturalisation se trouve acquise du moment où le décret qui l'a conférée est inséré au *Bulletin des lois*.

C'est ce qu'a jugé le tribunal de la Seine, le 12 février 1876. Voici l'espèce qui lui était soumise. Un étranger avait obtenu, en 1831, des lettres de naturalisation, mais l'ordonnance ne fut insérée que 37 ans plus tard, en 1868. L'étranger était mort dans l'intervalle ; son fils, engagé comme demandeur dans

(1) Exposé des motifs, § 5.

un procès devant le tribunal de la Seine, prétendait, en raison de sa qualité de français, n'avoir pas à fournir la caution *judicatum solvi*. Il se disait enfant d'un étranger naturalisé et invoquait, dès lors, l'article 2 de la loi du 7 février 1851. Sa prétention fut repoussée, l'insertion au *Bulletin des lois* n'avait pu rendre efficace la naturalisation, puisqu'elle était intervenue après la mort de celui qui devait en bénéficier. La cour de Paris confirma cette décision par arrêt du 19 février 1877 (1).

Le législateur de 1867 a conservé la naturalisation extraordinaire telle que la réglait l'art. 2 de la loi précédente, et il en étend même le bénéfice; à la liste des étrangers admis à en profiter, il ajoute ceux qui auront créé en France « de grandes exploitations agricoles (2). »

Les événements qui suivirent la chute du second Empire, amenèrent de nouvelles modifications. Le gouvernement de la Défense Nationale rendit à cet égard plusieurs décrets. L'un, du 12 septembre 1870, autorise provisoirement le ministre de la justice à statuer sur les demandes en naturalisation. Le 24 octobre suivant, la délégation de Tours conférait le même droit, pour l'Algérie, au gouverneur civil de cette province, en l'obligeant cependant à prendre l'avis du comité consultatif.

(1) *Gazette des Tribunaux* du 27 février 1877.

(2) Exposé des motifs, § 7.

En même temps, la naturalisation extraordinaire devint singulièrement plus facile à ceux qui avaient combattu pour la France. Le décret du 26 octobre 1870 supprime le stage de trois ans en leur faveur. « Le délai d'un an, dit l'art. 1^{er}, exigé par l'art. 2 « de la loi du 3 décembre 1849, modifiée par la loi « du 29 juin 1867, pour la naturalisation exception-
« nelle, ne sera pas imposé aux étrangers qui auront
« pris part à la guerre actuelle pour la défense de la
« France. En conséquence, ces étrangers pourront
« être naturalisés aussitôt après leur admission à
« domicile, sauf l'enquête prescrite par la loi. » Cette exception devait naturellement disparaître avec les circonstances qui l'avaient provoquée : aussi le dernier article du décret en limite l'application aux demandes formées dans les deux mois qui suivront la cessation de la guerre.

Aujourd'hui que ces dispositions temporaires ne sont plus en vigueur, la loi de 1867 demeure seule applicable.

L'étranger ne peut aspirer au bénéfice de la naturalisation que s'il est capable. L'acquisition d'une patrie nouvelle, est un acte assez grave pour qu'on exige de lui la capacité de droit commun. Mais comment l'apprécier ? Il semble que ce devrait être d'après sa loi d'origine (1). Cependant le législateur de

(1) C'est ce que décide l'art. 8 de la loi allemande du 1^{er} juin 1870 : « La « naturalisation, dit cet article, ne pourra être conférée aux étrangers que « lorsque, d'après la loi de leur pays d'origine, ils seront aptes à con-
« tracter. »

1867, en vue d'éviter des recherches parfois difficiles, exige que le sollicitant soit âgé de vingt ans. Mais si la loi étrangère fixe la majorité à un âge plus avancé, il se trouvera investi de notre nationalité, alors qu'aux yeux de son pays il est encore dans l'impossibilité de changer de patrie et conserve celle que lui a donnée la naissance.

Cette incapacité de l'étranger, mineur de vingt-un ans, est absolue, il ne pourrait en être relevé même par l'assistance de ses représentants légaux. A ce principe toutefois deux exceptions : l'une se trouve dans la loi de 1790, sur les descendants des religionnaires fugitifs, l'autre dans l'art. 2 de la loi du 16 décembre 1874, que la loi du 14 février 1882 est venue étendre aux enfants de l'étranger naturalisé.

Quant à la femme mariée, nous croyons qu'elle pourra se faire naturaliser en France, avec l'autorisation de son mari ; de même, au cas de séparation de corps, si la loi étrangère est analogue sur ce point à la nôtre. Mais l'autorisation ne serait pas nécessaire, si cette législation lui donnait une capacité plus grande. Tel serait, par exemple, le cas d'une allemande, séparée, par la loi canonique, *a mensa et toro*, séparation assimilée en Allemagne au divorce. Une femme divorcée n'a besoin d'aucune autorisation.

Avant de passer aux effets de la naturalisation, nous devons examiner comment elle se prouve. Les modes de preuve ont varié, suivant les formes qu'elle a revêtues aux diverses époques.

Dans l'ancien droit, elle se prouvait par la représentation des lettres de naturalité délivrées par le roi.

Pendant la période intermédiaire, alors que la naturalisation, cessant d'être une faveur, devint un droit subordonné à l'accomplissement de formalités déterminées, la question se réduisait à savoir si les conditions avaient été remplies.

En vertu du décret du 17 mars 1809, qui restituait au chef de l'État le pouvoir de conférer la naturalisation, elle résultait de l'insertion du décret impérial au *Bulletin des lois*. Une ampliation en était remise à l'étranger, et formait son titre.

L'ordonnance du 8 octobre 1814 et la charte de 1830 ayant rétabli les anciennes lettres patentes de naturalité, ces lettres formaient la preuve authentique; mais elles ont cessé d'être en usage après la révolution de 1848.

Aujourd'hui, de même que sous le régime de 1809, la naturalisation s'opère par décret du chef de l'État inséré au *Bulletin des lois*, et dont copie est adressée, avec le numéro du *Bulletin officiel*, au postulant qui n'a qu'à le représenter pour établir sa qualité de français. En cas de contestation sur la validité de la naturalisation, c'est à l'autorité administrative, au conseil d'État, jugeant au contentieux, qu'il appartiendra de statuer. Les tribunaux ordinaires ont donc perdu la compétence étendue qu'ils avaient pendant la période révolutionnaire; actuellement, ils n'inter-

viennent plus que dans les cas où la naturalisation s'obtient par bienfait de la loi.

Nous connaissons maintenant les nombreuses modifications successivement introduites, depuis la rédaction du Code ; il est peu de questions, nous le disions en commençant, à propos desquelles le législateur ait eu aussi souvent à intervenir. On ne saurait s'en étonner ; au fur et à mesure que les rapports internationaux, de plus en plus variés, font naître des situations nouvelles, des espèces imprévues, les dispositions jugées suffisantes à une époque où les frontières n'étaient franchies que par un petit nombre de personnes, où les naturalisations étaient rares, ont dû nécessairement paraître incomplètes et insuffisantes. La loi de 1867 marque-t-elle le terme de ces changements ? Assurément non ; déjà de vives critiques lui ont été adressées, et au mois de mars 1877, M. Escanyé a déposé un nouveau projet à la Chambre des députés.

Le législateur ayant procédé par des réformes partielles et à des époques successives il en est résulté que, pour connaître l'ensemble du système, il faut combiner des lois en assez grand nombre et de dates différentes. Une codification serait bien désirable : elle faciliterait les recherches et préviendrait toute erreur. C'est ce qu'a compris M. Batbie qui, dans une proposition de loi sur la naturalisation en 14 articles, présentée au Sénat le

1^{er} avril 1882, a réuni et coordonné les textes en vigueur (1).

Ce projet s'occupe de la naturalisation dans son acception la plus étendue; il comprend non-seulement la concession de la qualité de français par décret, mais aussi l'acquisition de notre nationalité, soit directement par la loi, soit par l'effet de stipulations contenues dans une convention diplomatique (2).

Le travail de M. Batbie ne se borne pas cependant à une simple mise en ordre de la législation existante; il y apporte des additions et comble quelques lacunes.

Ainsi, l'article 6 permet à l'étranger qui a séjourné en France sans autorisation de domicile, d'obtenir néanmoins la naturalisation après dix ans de résidence. Il y a là, en effet, une situation digne d'intérêt.

Le projet maintient la règle d'après laquelle les majeurs seuls peuvent être naturalisés, mais en se référant aux dispositions de la loi étrangère. « La naturalisation, dit l'art. 3, *in fine*, ne pourra être accordée qu'à la majorité du demandeur, telle qu'elle est fixée par son statut personnel. »

Le stage reste fixé à trois ans pour l'étranger qui a obtenu l'autorisation d'établir en France son domicile, mais sans exiger, comme la loi de 1867, que

(1) *Journal offic.*, documents parlement., Sénat, mai 1882, p. 195, annexe n° 156.

(2) Art. 1^{er} du projet.

l'autorisation soit obtenue après la majorité ; elle est valable, quel que soit l'âge auquel elle ait été accordée.

Les art. 8 à 12 reproduisent, pour la naturalisation par bienfait de la loi, les dispositions des art. 9 et 10 du Code, des lois du 22 mars 1849, du 7 février 1851, du 16 décembre 1874 et du 16 février 1882.

L'art. 8 contient toutefois une règle nouvelle :
• « Est français, dit-il, l'enfant né en France de parents inconnus. Si les parents viennent à être légalement connus, l'enfant suit leur nationalité ; mais
« il pourra opter pour la nationalité française dans
« l'année qui suivra sa majorité, ou, s'il est majeur, dans l'année qui suivra la reconnaissance. » Il est vrai que, dans notre droit, la naissance en France ne suffit pas pour conférer la qualité de français, elle donne seulement le droit de la réclamer à la majorité. Mais la disposition de l'art. 9 du Code civil suppose qu'il s'agit d'un enfant né d'un étranger ; il doit en être autrement de celui qui est né sur le sol français de père et mère inconnus : car s'il n'était pas français, il n'aurait aucune patrie. Si plus tard ses parents se font connaître, l'art. 8 du projet, pour tenir compte du temps pendant lequel il a été considéré comme français, lui laisse un droit d'option.

Le projet de M. Bathie n'est pas seulement une œuvre de coordination, il tranche plusieurs questions qui divisent les commentateurs. Nous voudrions le

voir pour notre part, plus complet encore et résoudre d'autres controverses, celles-ci notamment : la nationalité de l'enfant naturel reconnu par son père et par sa mère ; des enfants adultérins ou incestueux ; à quelle époque se reporter, de la conception ou de la naissance, pour déterminer la patrie que l'enfant reçoit en venant au monde. Nous nous empressons toutefois de reconnaître que la proposition de M. Babinet constitue un véritable progrès, et il est à désirer qu'elle soit consacrée législativement par les deux Chambres dans un avenir prochain.

§ II. — *Effets de la naturalisation.*

Aujourd'hui, l'étranger devenu français acquiert la plénitude des droits civils et politiques.

Parcourons rapidement les diverses phases qu'a traversées notre législation sur ce point.

Dans le droit intermédiaire, l'étranger naturalisé était assimilé aux citoyens français lorsqu'il avait prêté le serment civique, supprimé par la constitution de 1793. Il en fut ainsi pendant toute la durée du premier Empire. Mais avec l'ordonnance du 4 juin 1814 nous voyons apparaître une innovation : l'étranger ne pourra désormais siéger à la Chambre des pairs, ni à celle des députés, s'il n'a obtenu des lettres de grande naturalisation qui devaient être vérifiées dans les deux Chambres. Le maréchal Masséna fut le premier qui obtint la grande naturalisation ; on l'accorda aussi

au prince d'Aremberg et au prince de Hohelohe-Barteinstein, maréchal de France. Il n'y eut que vingt-une concessions jusqu'au 24 février 1848.

Le décret du 5 mars 1848, rendu par le gouvernement provisoire, donna la qualité d'éligible à tous les Français sans distinction, âgés de vingt-cinq ans, même à ceux qui avaient été naturalisés antérieurement; l'ordonnance de 1814 se trouvait ainsi abrogée, ce que reconnaissait implicitement la loi du 3 décembre 1849 en rétablissant l'ancienne distinction.

Lors de la discussion de cette loi, on se demanda s'il convenait de revenir au système inauguré en 1814, et, après bien des hésitations, la grande naturalisation fut admise une seconde fois; mais, chose étrange, cette expression ne figure même pas dans la loi qui se contente de dire (article 1^{er}, dernier alinéa) : « L'étranger naturalisé ne jouira des droits d'éligibilité à l'Assemblée nationale qu'en vertu d'une loi. » Remarquons qu'on ne porta aucune atteinte aux droits des personnes qui, déjà naturalisées, étaient en possession de l'éligibilité. « Vous pouvez bien, disait « M. Valette dans la discussion, réglementer comment et dans quelle proportion vous accorderez ce « droit à ceux que vous agréerez à l'avenir; mais « quant à faire un demi-citoyen de celui qui est « citoyen complet, c'est ce que vous ne ferez jamais « sans violer la règle de l'effet rétroactif (1). »

En 1852, nouvelle controverse : la grande natu-

(1) *Moniteur* du 1^{er} décembre 1849.

ralisation existait-elle encore malgré la constitution du 14 janvier 1852, qui permettait (art. 80) au Président de la République de choisir les sénateurs parmi les citoyens qu'il jugeait convenable d'élever à cette dignité, et l'art. 26 du décret organique du 2 février de la même année, aux termes desquels *tous* les électeurs âgés de vingt-cinq ans sont éligibles ? La négative prévalut en pratique. Le Sénat reçut dans ses rangs, sans protester, le prince Poniatowski qui n'avait obtenu que la naturalisation simple. Le Corps législatif se prononça dans le même sens (séance du 19 novembre 1863), au sujet du comte Welles de Lavalette, né à Boston, naturalisé français par décret du 16 mai 1863, et élu député de la Dordogne.

La question a été formellement résolue conformément à ces précédents, par l'article 1^{er} de la loi du 29 juin 1867, qui supprime la disposition finale du premier article de la loi de 1849, et déclare en termes généraux que la naturalisation confère tous les droits de citoyen français.

Dans la législation actuelle, l'assimilation est donc complète. Pourtant l'étranger naturalisé échappe au service militaire, c'est que par oubli, sans doute, le législateur ne s'occupe, au point de vue du recrutement, que de ceux qui sont français en vertu de l'article 9 du Code civil ou des lois postérieures qui s'y réfèrent (1). Disons encore que l'art. 16 de la loi du

(1) Loi du 27 juillet 1872, art. 9.

18 germinal an XI, dernier vestige d'anciennes ordonnances du 10 mars 1431 et du 14 juin 1499, dispose que « l'on ne pourra être nommé évêque que si l'on est originaire français. »

Les effets du changement de nationalité ne se produisent que pour l'avenir, ils ne rétroagissent pas. La naturalisation offre beaucoup d'analogie avec la publication d'une loi nouvelle. De même que celle-ci ne porte aucune atteinte aux droits antérieurement acquis, de même la naturalisation reste sans influence sur le passé ; elle laisse l'étranger soumis aux conséquences de sa loi nationale jusqu'au moment où il devient français. Mais à cette règle il faut apporter un tempérament : le naturalisé ne sera admis à se prévaloir des droits acquis qu'autant que leur exercice ne serait pas contraire à l'ordre public et aux bonnes mœurs.

Ainsi, on maintiendra les contrats qu'il aurait valablement passés, pourvu que l'objet en soit licite. Un étranger, âgé de vingt-deux ans, souscrit un engagement alors que, suivant son statut d'origine, il ne deviendrait majeur qu'à vingt-cinq ; plus tard il obtient notre nationalité, néanmoins il pourra se faire restituer, car il avait droit acquis à exciper de son incapacité. Réciproquement il ne sera pas admis à l'alléguer s'il a contracté, à l'âge de vingt-un ans, sous une législation qui le reconnaissait capable de s'obliger.

Un individu divorcé et remarié se fait naturaliser,

son mariage sera considéré comme légitime, bien qu'on ne puisse contracter une nouvelle union qu'après la mort du premier conjoint. Mais faut-il aller plus loin et permettre à l'étranger naturalisé, qui aura obtenu le divorce dans sa patrie, de se marier en France? Non, disent certains auteurs; celui qui veut se marier doit prouver qu'il ne l'a jamais été ou qu'il est veuf. L'affirmation nous semble préférable, étant donné le principe que le naturalisé reste soumis pour le passé à son statut d'origine : la naturalisation le saisit avec la capacité qu'il avait avant de devenir français. On ne saurait mettre le divorce sur la même ligne que la polygamie et le considérer comme un de ces attentats à la morale universelle que les nations civilisées doivent proscrire. La plupart des Etats de l'Europe l'admettent, et chez nous il l'a été de 1792 à 1814. Et même lorsque la mort civile existait encore, jusqu'à la loi du 31 mai 1854, il pouvait y avoir en France, sans que l'ordre public en fût choqué, un conjoint remarié du vivant de son conjoint. Légalement divorcé, il se trouve dégagé des liens qui naissent du mariage. La dissolution du lien conjugal, régulièrement prononcée à l'étranger, doit être considérée comme valable, sous peine de violer toutes les règles du droit international privé. Nous comparons, tout à l'heure, la naturalisation à une loi nouvelle qui viendrait changer la capacité de l'étranger; sa situation est analogue, au point de vue qui nous occupe, à celle d'un français divorcé avant la loi du

8 mai 1816, la solution doit être la même. Eh bien, on n'a jamais douté que ceux qui avaient obtenu le divorce avant 1816, aient pu se remarier dans la suite (1).

En ce qui concerne les crimes ou délits qu'il a commis dans son pays d'origine, le naturalisé pourra être poursuivi s'il y revient, tant que la prescription ne lui sera pas acquise. Mais obtiendrait-on son extradition s'il demande asile à sa nouvelle patrie ? La plupart des Etats ont pour règle de ne pas extraditer leurs nationaux. Est-ce ici le cas d'appliquer cette règle ? Nous ne le pensons pas ; nous dirons, en vertu du principe de la non rétroactivité, que le gouvernement étranger avait un droit acquis à réclamer ceux de ses sujets qui se sont rendus coupables de crimes ou de délits avant d'abdiquer leur nationalité, puisqu'à ce moment ils n'appartenaient pas encore au pays dans lequel ils se sont réfugiés. Cette idée a été admise par le traité anglo-français du 14 août 1876 sur l'extradition des malfaiteurs, où il est stipulé que la naturalisation obtenue après le crime dans le pays de refuge, ne saurait y mettre obstacle.

Tels sont les effets de la naturalisation par rapport

(1) La jurisprudence a eu à statuer sur une espèce voisine de celle-là : ainsi elle a décidé que l'étranger divorcé dans son pays pouvait contracter un autre mariage en France, même avec une Française, du vivant de son conjoint. (Cass., 15 juillet 1878, S., 78, 1, 320. — Amiens, 15 avril 1880, S., 80, 2, 172). Merlin, *Quest. de dr.*, v° *Divorce*, § 12. Demolombe, t I, n° 101. De Folleville, *De la Natural.*, n° 618. Laurent, *Princ. de dr. civ.*, t. I, n° 93. Renault, *Revue crit.*, 1881, t. X, p. 470.

au naturalisé lui-même ; mais va-t-il la communiquer à sa femme et à ses enfants ? En un mot, la naturalisation est-elle personnelle ?

Au point de vue des principes, il semble que la question ne puisse faire doute. La naturalisation est un contrat ; elle suppose le concours direct de celui qui l'obtient et de l'Etat qui la confère, c'est une faveur qu'on ne peut demander que pour soi. Elle donne lieu à une enquête de la part du gouvernement, enquête dirigée uniquement sur l'aptitude, la moralité de l'individu qui la sollicite. Cependant de nombreuses controverses se sont élevées, à ce sujet dans la doctrine.

Les enfants nés après la naturalisation de leur père sont français d'origine incontestablement. Quant aux enfants déjà nés et qui sont majeurs, on n'a jamais soutenu que le changement de nationalité du père leur fût applicable. En est-il de même des enfants mineurs ?

Un premier système prétend que non. Les mineurs sont soumis à la puissance paternelle : l'exercice de cette puissance deviendrait parfois bien difficile, si la nationalité du père différait de celle de ses enfants. La bonne administration de leurs biens pourrait se trouver en péril. A quelle conséquence d'ailleurs aboutirait-on dans l'opinion opposée ? Avant la loi du 14 juillet 1819, il aurait fallu dire, en vertu de l'art. 726, que ses enfants seraient incapables de lui succéder. N'est-ce pas là un résultat choquant, et,

bien qu'aujourd'hui il ait disparu, ne suffit-il pas pour condamner le système qui y conduit !

Nous repousserons sans hésitation une semblable théorie. On invoque à tort la puissance paternelle. Telle qu'elle a été organisée dans notre législation, son but est avant tout de protéger l'enfant. Or, ces intérêts vont être singulièrement compromis si le père peut lui imposer une nationalité contraire peut-être à ses goûts, à ses préférences : ce ne serait plus l'exercice d'une puissance protectrice, mais d'une véritable tyrannie. Sans doute il pourra résulter en pratique certains inconvénients de cette divergence de patrie au sein d'une même famille ; il y a là tout au plus des considérations de nature à influencer le législateur, mais non l'interprète.

L'argument déduit de l'ancien art. 726 prouve trop, car il aboutirait à imprimer aux majeurs la nationalité paternelle.

D'ailleurs, si la France admettait que l'enfant mineur suit la condition du père, la même solution s'appliquerait contre elle. Or, cette solution, l'art. 10 la repousse ; le législateur facilite aux enfants nés après l'expatriation de leur auteur l'acquisition de notre patrie, mais il ne s'occupe pas de ceux qui sont nés avant ; il les considère comme étant restés français. Cela pourtant a été contesté : le *Livre jaune* du mois de décembre 1873 contient des dépêches échangées à ce sujet, entre la France et la Suisse. Le gouvernement fédéral prétendait que les enfants mineurs

d'un français naturalisé suisse perdaient la qualité de français, l'art. 10 du Code civil les autorisant à *recouvrer* cette qualité. M. de Broglie a rétabli le vrai sens de ce texte; par une dépêche du 30 juin 1873, il a dissipé toute confusion en montrant qu'il fallait distinguer entre ceux qui naissent avant ou après l'expatriation. Les premiers sont français par droit de naissance (art 10, § 1); les seconds naissent étrangers mais la loi leur permet de réclamer l'ancienne patrie du père; à eux seulement s'applique le § 2 de l'article 10.

Enfin aujourd'hui, depuis la loi du 7 février 1851, il n'y a plus place au doute, la question ne peut même plus se poser. L'art. 2 de cette loi n'a pas voulu assimiler l'enfant du naturalisé aux autres étrangers; il l'admet à *réclamer* la nationalité française dans l'année de sa majorité, en se conformant à l'art. 9. C'est reconnaître très clairement et d'une manière implicite qu'elle ne lui appartient pas de plein droit.

Relativement à la femme mariée, la discussion persiste. La femme d'un étranger naturalisé devient-elle française, *ipso facto* par l'effet de la naturalisation de son mari ?

La négative découle des principes posés plus haut, que la naturalisation est individuelle, qu'elle est conférée uniquement en considération de la personne, qu'elle suppose une manifestation de volonté émanant directement de celui qui l'obtient.

On a cependant soutenu que la femme doit tou-

jours et dans tous les cas suivre la nationalité du mari.

Cela résulte, dit-on, de la puissance maritale, telle que l'organise le Code, et notamment de l'art. 214, qui oblige la femme à résider avec son mari, à l'accompagner partout où il juge à propos de se fixer. Ses devoirs d'obéissance envers lui exigent qu'elle ait la même patrie.

Que deviendrait, s'il en était autrement, l'union intime que le mariage établit entre les époux et qui est si conforme à sa nature ? Au foyer domestique on verrait des rivalités de nation à nation, des intérêts contraires, des vœux opposés, et cela entre personnes pour lesquelles tout doit être commun (1) !

Les textes du Code montrent que les deux époux ne doivent avoir qu'une seule et même patrie. C'est ainsi que l'art. 12 déclare française, l'étrangère qui se marie avec un français ; de même, aux termes de l'art. 19, la femme française devient étrangère en épousant un étranger. Par le fait de son mariage, elle abdique entre les mains du mari le droit d'avoir pour elle une nationalité propre et distincte, d'avance elle se soumet aux changements qu'il lui plaira d'y apporter. Voici ce que dit à ce sujet M. Massé, l'un des partisans de l'opinion que nous exposons en ce moment : « La femme, en se mariant, adopte la condition de son mari, et, comme elle sait, ou doit

(1) Varambon, *Rev. prat.*, 1859, t. VIII, p. 50 et suiv.

« savoir que cette condition n'est pas immuable,
« elle consent par cela même d'avance à suivre cette
« condition dans tous les changements qu'elle peut
« éprouver, et, conséquemment, à devenir étrangère
« si son mari devient étranger (1). »

Malgré ces arguments, ce système n'a pas triomphé. L'opinion générale tient que la femme, durant le mariage, n'est pas soumise aux changements de nationalité du mari.

C'est dépasser la pensée du législateur de conclure des art. 12 et 19 qu'elle doit toujours avoir la nationalité de son mari. Lorsqu'une femme étrangère épouse un français, elle accepte tacitement sa patrie, elle sait que tel sera le résultat de son mariage. Mais peut-on dire qu'elle consent à subir, une autre nationalité contre sa volonté? La nature contractuelle de la naturalisation s'y refuse.

Il ressort au contraire, des art. 12 et 19 dont on argumente, que c'est seulement au moment du mariage que la nationalité du mari devient celle de la femme, et rien de plus naturel, car alors elle y consent librement. Ces textes ne disent pas autre chose.

Vainement oppose-t-on l'art. 214. Sans doute le mari peut emmener sa femme dans des pays lointains, l'expatrier, mais là s'arrête son pouvoir. C'est ce qui a été formellement reconnu par Regnaud de Saint-Jean-d'Angely lors de la discussion, au conseil d'Etat :

(1) Massé, *Dr. Comm.*, t. III, n° 48.

« Le mari, disait-il, n'a pas le droit de faire de sa femme une étrangère (1). »

La puissance maritale n'exige nullement cette identité de condition entre les époux. Si le mari jouissait du droit exorbitant qu'on veut lui attribuer, que deviendrait le devoir de protection dont il est tenu (art. 213), le devoir d'obéissance qui incombe à la femme ne se transformerait-il pas en une véritable servitude ? On objecte que la divergence de nationalité introduira au sein de la famille des rivalités regrettables, des sympathies et des vœux opposés, mais la théorie contraire ne supprime nullement ces inconvénients. La femme sera-t-elle portée à aimer une patrie qui lui aurait été imposée ? En réalité, elle appartiendrait encore au pays dont elle serait séparée ; dès lors, cette dualité qu'on voulait empêcher, n'aura disparu qu'en apparence.

Ainsi, la femme de l'individu naturalisé français reste étrangère, à moins qu'elle n'ait rempli elle-même les conditions exigées pour la naturalisation ou qu'elle ne se trouve comprise nominativement, sur sa demande, dans l'acte qui confère notre nationalité (2).

(1) Locré, t. IV, 396.

(2) Demolombe, t. I, n° 175. Aubry et Rau, t. I, § 71 texte et note 36. Paris, 16 décembre 1845, S., 1846, 2, 100. — Douai, 3 août 1858, S., 1858, 2, 513.

Le système admis en France sur la condition de la famille du naturalisé n'est suivi que dans un petit nombre de pays, notamment en Belgique, en Turquie, en Espagne. La plupart des Etats tendent à considérer la famille, c'est-à-dire la femme et les enfants mineurs, comme ne faisant qu'un avec le père au point de vue de la nationalité : la naturalisation qu'il obtient n'est donc pas individuelle. Telle est la règle que suivent, tout en y apportant quelques tempéraments, la Suède,

APPENDICE

DE LA NATURALISATION EN ALGÉRIE ET DANS LES AUTRES COLONIES FRANÇAISES.

Les colonies françaises sont, comme la métropole, régies par les lois de 1849 et de 1867 que leur a éten- dues une loi du 29 mars 1874.

En Algérie, la naturalisation des indigènes et des étrangers est soumise à des règles particulières. Le but poursuivi par la France est l'assimilation com- plète, elle veut transporter de l'autre côté de la Mé- diterranée, les mœurs et l'esprit français, s'attacher les populations conquises par les liens étroits qui résultent de l'identité de patrie. Or, ce résultat ne sera atteint que lorsque la majorité des habitants sera française. Le dénombrement effectué en 1876 a donné les résultats suivants : sur 1,352,831 habitants séden- taires, 232,298 seulement étaient citoyens français. Pour accroître cette moyenne, on a voulu faciliter l'ob- tention de la naturalisation ; c'est dans ces vues que furent rendus le sénatus-consulte du 14 juillet 1865, les décrets du 21 avril 1866 et du 24 octobre 1870.

l'Italie (art. 10 et 11, Cod. civ. italien) ; l'Angleterre (art. 10, 3^e du bill du 12 mai 1870) ; la Suisse (l. du 3 juillet 1876, art. 3). De même en Allemagne (art. 11 et 21, l. du 1^{er} juin 1870) ; nous aurons, dans la suite, occasion de signaler les difficultés soulevées par l'application de ce système en ce qui touche les Alsaciens- Lorrains.

Nous distinguerons deux classes d'individus : les indigènes algériens et les étrangers émigrés.

§ I. — *Naturalisation des indigènes algériens*

Quelle a été l'influence de la conquête de l'Algérie sur la nationalité de ses habitants ? fallait-il les considérer comme sujets français du jour où notre puissance fut établie dans leur pays ? On l'a contesté, parce que nul acte de cession, nulle loi, nul décret n'avait proclamé la réunion de l'Algérie à la France. Aux termes de la capitulation d'Alger, du 5 juillet 1830, la liberté des Algériens, leur commerce, leur religion ne devaient recevoir aucune atteinte ; d'autre part, l'art. 37 de l'ordonnance du 26 septembre 1842 les laissa soumis à leur loi nationale. Cependant on pouvait dire que l'ordonnance du 10 août 1834, réglant l'administration locale et l'organisation de la justice en Algérie, reconnaissait implicitement l'annexion (1). D'autre part, l'art. 109 de la constitution de 1848 affirme la réunion de l'Algérie à la France, mais sans rien dire de la condition et de la nationalité des indigènes. La question n'était pas tranchée. Elle se présenta un jour devant la Cour de cassation, dans les termes suivants : un israélite algérien sollicitait son inscription au tableau de l'ordre des avocats d'Alger ; le conseil de l'ordre refusa de

(1) Paris, 7 février 1839. Sirey, 1839, 2, p. 334. M. Weiss à son cours de droit international.

l'y admettre, sous prétexte qu'il n'était pas français. Tel ne fut pas l'avis de la Cour de cassation, qui jugea que les Algériens avaient de plein droit acquis la qualité de français par l'effet de la conquête (1). Ce n'est qu'en 1865 que le problème fut législativement résolu ; à cette époque on déclara français les indigènes israélites et musulmans.

Des différences profondes les séparent néanmoins des Français ordinaires. Il est facile d'en comprendre le motif ; il eût été dangereux de rompre brusquement avec leurs traditions, d'effacer ou de modifier leur civilisation et leurs croyances. Aussi les art. 1 et 2 du sénatus-consulte du 14 juillet 1865 laissent-ils l'Algérien soumis, au point de vue civil comme au point de vue religieux, à la loi musulmane ou à la loi de Moïse, suivant qu'il est musulman ou israélite ; il continue donc à être régi par son statut personnel,

Les Algériens, bien que français, ne sont pas citoyens ; ils ne jouissent pas des droits politiques (2). Mais à cette règle il a été apporté une double restriction. D'abord on admet les indigènes sous quelques réserves et moyennant certaines conditions à servir dans les armées de terre et de mer (3). Ils peuvent, en outre, remplir en Algérie les fonctions civiles énumérées dans le tableau annexé au décret du 21 avril

(1) Cass., 15 février 1864, Sirey, 1864, 1, p. 113.

(2) Art. 1, § 3, sénatus-consulte du 14 juillet 1865.

(3) Art. 1, § 2, *ibid.*. Cf. décret du 21 avril 1866.

1866, notamment celles de conseiller général, de notaire, de greffier...

Le sénatus-consulte du 14 juillet 1865 et le décret du 21 avril 1866 organisent pour les indigènes une sorte de naturalisation qui leur permet d'arriver à la plénitude des droits de citoyen. Les règles édictées par ces textes étaient communes aux Musulmans et aux Israélites, lorsqu'un décret du gouvernement de la Défense nationale du 24 octobre 1870 vint déclarer ces derniers citoyens français.

Aujourd'hui donc il faut distinguer entre les uns et les autres.

Parlons d'abord des Musulmans, et voyons les conditions et les effets de leur naturalisation.

L'article 4 du sénatus-consulte de 1865 exige que le candidat soit âgé de 21 ans. Il justifiera de cette condition soit, au moyen d'un acte de naissance si on en a rédigé un, soit par un acte de notoriété émanant du juge de paix de sa résidence ou du cadi. Aucune admission à domicile, aucun stage préalable n'est prescrit puisqu'il ne s'agit pas à proprement parler d'un étranger.

Les formes à suivre sont déterminées par le décret portant règlement d'administration publique du 21 avril 1866, rendu pour l'exécution du sénatus-consulte de 1865. D'après l'art. 11 de ce décret, l'indigène doit se présenter en personne devant le maire de la commune de son domicile, ou devant le chef du bureau arabe de la circonscription où il réside, et

déclarer qu'il entend être régi par les lois civiles et politiques de la France ; on dresse procès-verbal de la déclaration. Puis le maire, ou le chef du bureau arabe, procède à une enquête sur les antécédents et la moralité du demandeur, dont le résultat est transmis avec la demande au gouverneur général de l'Algérie, par le général commandant la province (1). Le gouverneur l'adressait au garde des sceaux et l'Empereur statuait, le conseil d'État entendu (2).

Le décret du 24 octobre 1870, abrogeant l'art. 13 de celui du 21 avril 1866, confère le droit au gouverneur de statuer lui-même sur la demande après avis du comité consultatif ; mais il n'est pas suivi dans la pratique et, depuis 1870, de nombreux décrets sur avis du conseil d'État ont conféré la naturalisation par application du sénatus-consulte du 14 juillet 1865. Comment expliquer cet usage, puisque la légalité des actes du gouvernement de la Défense nationale n'est pas douteuse ? On peut le justifier par la remarque suivante : le décret de 1870 exigeait que le

(1) Décret de 1866, art. 11. — Pour les militaires on suit des règles spéciales :

« Si le demandeur est sous les drapeaux, le procès-verbal prescrit par l'article 11 est dressé par le chef de corps ou par l'officier supérieur commandant le détachement auquel il appartient, et transmis au général commandant la province avec : 1° l'état des services du demandeur ; 2° un certificat relatif à sa moralité et à sa conduite. — Les pièces sont adressées par le général commandant la province, avec son avis, au gouverneur général de l'Algérie, pour être ensuite procédé conformément à l'art. 13 du présent décret. » (Art. 14, *ibid.*)

(2) Sénatus-consulte du 14 juillet 1865, art. 4. Décret du 21 avril 1866 art. 13.

gouverneur général prît l'avis du comité consultatif algérien; or ce comité a été supprimé le 1^{er} janvier 1871, après n'avoir eu qu'une existence purement nominale. C'était une garantie contre les abus que le gouverneur pouvait faire de la prérogative qu'on lui conférait; cette garantie ayant disparu il convenait de ne pas laisser à son arbitraire une attribution aussi importante, puisque l'algérien naturalisé peut venir exercer en France les droits de citoyen qu'il a acquis, y être par conséquent électeur et éligible. On devrait donc aujourd'hui, considérer comme irrégulier et nul l'arrêté de naturalisation que prendrait le gouverneur général. C'est le Chef de l'État qui seul est compétent.

L'indigène acquiert ainsi la plénitude des droits civils et politiques. Il était français, il devient citoyen et apte à exercer les diverses fonctions publiques. En même temps il cesse d'être soumis à sa loi nationale, pour ne relever que de la loi française.

Un très petit nombre d'Algériens a profité des dispositions du senatus-consulte de 1865; peut-être faut-il attribuer cette répugnance à leurs idées religieuses qui leur font considérer notre législation comme contraire au Coran.

Les Israélites étaient avant, 1870, placés sur la même ligne que les Musulmans. A l'instigation de M. Crémieux, qui désirait conférer la naturalisation à ses coreligionnaires d'Algérie, un autre décret du 24 octobre 1870, les a tous déclarés citoyens français :
« Les Israélites indigènes des départements de l'Algé-

« rie, porte ce décret, sont déclarés citoyens français :
« en conséquence, leur statut réel et leur statut per-
« sonnel seront réglés par la loi française, tous droits
« acquis jusqu'à ce jour restant inviolables. »

Les Juifs algériens ne virent pas sans mécontentement cette assimilation complète qui s'imposait à eux, et par laquelle ils perdaient, leur statut civil si étroitement lié à leur statut religieux. En outre, la population musulmane n'allait-elle pas se montrer jalouse d'une faveur accordée aux Juifs, alors qu'elle lui était refusée ? N'était-ce pas raviver une haine, une rivalité séculaires entre les deux races ? Il paraît certain aujourd'hui, que ce fut là une des causes du soulèvement de 1871. M. Thiers le comprit ; aussi proposait-il l'abrogation pure et simple du décret de 1870. Une commission nommée par l'Assemblée nationale et dont M. de Fourtou était le rapporteur, s'arrêta à un système intermédiaire qui, tout en abrogeant le décret du 28 octobre, permettait aux Israélites de réclamer dans un délai assez court, jusqu'au 1^{er} mars 1872, la conservation des droits attachés à la qualité de citoyen français. L'art. 2 du projet disposait :
« Néanmoins les Israélites indigènes de ces départe-
« ments pourront, par une simple déclaration de vo-
« lonté, rester soumis, quant au statut personnel, à
« la loi civile française. »

Ce projet semblait très-sage, mais il fut repoussé par l'assemblée à la suite d'une nouvelle intervention de M. Crémieux, député d'Alger.

Pendant que la question était à l'étude, des mesures provisoires durent être prises pour la confection des listes électorales ; c'est dans ce but qu'intervint le décret du 7 octobre 1871, dont l'art. 1^{er}, ainsi conçu, précise ce qu'il faut entendre par l'indigénat : « Pro-
« visoirement et jusqu'à ce qu'il ait été statué par
« l'assemblée nationale sur le maintien ou l'abro-
« gation du décret du 24 octobre 1870, seront consi-
« dérés comme indigènes, et, à ce titre, demeure-
« ront inscrits sur les listes électorales, s'ils rem-
« plissent d'ailleurs les autres conditions de capacité
« civile, les Israélites nés en Algérie avant l'occupation
« française ou nés, depuis cette époque, de parents
« établis en Algérie à l'époque où elles'est produite. »

Le décret de 1870 reste donc en vigueur, ainsi que celui du 7 octobre 1871, qui n'en est que le commentaire.

§ II. — *Naturalisation des étrangers émigrés en Algérie.*

Dans le même but d'assimilation et de colonisation, le gouvernement a voulu faciliter la naturalisation aux étrangers qui viennent s'établir en Algérie, y apporter leur activité et leur industrie. A une certaine époque, beaucoup d'émigrants affluaient dans notre colonie, et on sentit la nécessité d'y faire prédominer l'élément français. « Aujourd'hui, disait M. Dé-
« glange, le rapporteur du sénatus-consulte de 1865,
« l'émigration étrangère forme à peu près la moitié de

« la colonie africaine ; elle est devenue l'un des plus
« fermes soutiens de l'œuvre entreprise sur la terre
« conquise avec le sang et l'argent de la France.....
« Ne sent-on pas quel intérêt capital il y a d'empê-
« cher que l'Algérie ne perde à ce mélange d'étran-
« gers, le caractère de nationalité française en trans-
« formant, le plus qu'on pourra, en français les
« étrangers qui viendront se fixer en Afrique? » (1)
C'est ainsi que le sénatus-consulte du 14 juillet 1865,
ouvrant la voie que devait suivre le législateur de 1867,
se contentait d'une résidence de trois ans, alors qu'en
France un stage de dix ans était exigé par la loi du
3 décembre 1849, pour la naturalisation.

L'art. 4 du sénatus-consulte de 1865 exige que l'é-
tranger soit âgé de 21 ans. Il justifie de cette condi-
tion au moyen d'un acte de naissance ou d'un acte de
notoriété, dressé par le juge de paix de la résidence
sur l'attestation de quatre témoins (2).

En outre, il doit avoir résidé pendant trois ans au
moins en Algérie ; on fait entrer en ligne de compte
le temps passé sous les drapeaux (3). Aucune demande
d'admission à domicile n'est requise comme point de
départ de cette résidence, dont la preuve sera égale-
ment fournie par un acte de notoriété à défaut d'actes
publics ou ayant date certaine.

(1) Rapport fait au Sénat le 30 juin 1865.

(2) Un décret du 5 février 1868 est venu simplifier les formes nécessaires à la validité des actes de notoriété.

(3) Art. 16 et 17, décret du 21 avril 1866.

Les conditions de forme sont les mêmes que pour l'indigène. Enfin, en Algérie, le droit de sceau est de un franc (1), tandis qu'en France celui qui sollicite la naturalisation est tenu d'acquitter deux droits de 175 francs 25 chacun.

Le naturalisé acquiert ainsi la plénitude des droits civils et politiques, il est citoyen, électeur et éligible. Il peut prétendre à certaines concessions de territoire, en un mot, à toutes les faveurs réservées à nos nationaux.

Pas plus que les indigènes, les étrangers ne se sont montrés empressés à profiter de cette faveur : la statistique en enregistre seulement 4,020, alors que 158,387 sont restés dans leur condition primitive (2). Cela tient sans doute à ce qu'ils jouissent en Algérie de nombreux avantages ; ils trouvent inutile de chercher un titre qui les soumettrait aux charges qu'impose la nationalité française.

Un décret du 10 novembre 1882 a étendu à nos possessions calédoniennes le système du sénatus-consulte de 1865.

(1) Art. 20, décret du 21 avril 1866.

(2) M. Weiss à son cours de droit international.

SECTION III

De l'acquisition de la qualité de Français par la réunion à la France d'un territoire étranger.

Il ne s'agit plus ici d'une naturalisation individuelle, mais collective, conférée en masse aux habitants du territoire annexé.

Toutes les législations reconnaissent dans l'annexion une cause d'acquisition de nationalité, mais, en général, elles s'abstiennent d'en déterminer les conditions et les effets. La nôtre est muette sur ce point ; un remaniement territorial suppose un traité conclu entre deux puissances, et c'est à ce traité auquel la ratification du parlement donne force de loi, qu'il appartient de régler les conséquences de l'annexion.

Le sujet que nous abordons en ce moment relève à la fois du droit des gens, du droit constitutionnel et du droit international. Le droit des gens apprécie la légitimité d'une cession de territoire ; le droit constitutionnel détermine quel est le pouvoir compétent pour conclure un traité d'incorporation ; enfin le droit international étudie son influence sur la nationalité. C'est à ce dernier point de vue exclusivement que nous nous placerons.

La dénationalisation des habitants est une suite na-

turelle de tout démembrement. Cependant nous avons vu que la nationalité repose sur un accord de volontés; dès lors, comment comprendre qu'un fait purement matériel puisse y porter atteinte? L'objection est peu pressante. Nous ne prétendons pas imposer, malgré eux, aux habitants la patrie du conquérant. Lorsque l'option a été laissée, on est en droit d'induire de leur silence qu'ils acceptent les conséquences de la cession.

Il est toutefois des exemples de pays conquis ayant conservé une nationalité distincte, tout en passant sous une autre domination. Ainsi, la Norvège, vaincue par Bernadotte en 1814 et qui a dû reconnaître le roi de Suède pour souverain, a continué de former un royaume séparé: les Norvégiens qui veulent devenir Suédois, doivent recourir, comme des étrangers ordinaires, à la naturalisation. Sous le règne de Napoléon I^{er}, l'Italie fut dans la même situation par rapport à la France.

Le moment où la nationalité résultant de l'incorporation se trouve acquise, est déterminé par la date de la loi ou du traité qui intervient à ce sujet. Nous avons vu les doutes qui se sont élevés à propos de l'Algérie.

En pratique, on a considéré les Algériens comme français, dès que l'annexion de leur pays a été définitive; la Cour de Paris l'avait jugé dès avant le traité de la Tafna, du 20 mars 1837.

Nous avons à résoudre deux questions :

1° Quelles sont les personnes que doit atteindre la dénationalisation ?

2° Comment ces personnes peuvent-elles s'y soustraire ?

I. — Et d'abord, quelles personnes se trouvent dénationalisées ?

Ecartons un premier cas qui ne peut présenter de difficulté : c'est celui où un Etat est entièrement absorbé par un autre. Tous les citoyens, sans exception, qu'ils habitent ou non le pays annexé, changent de nationalité. Il ne saurait en être autrement, puisque la nation à laquelle ils appartenaient a perdu son existence politique. Les simples résidents, c'est-à-dire les étrangers, sont les seuls à échapper aux effets de l'annexion. Cette règle a été appliquée lors de la réunion des républiques de Mulhouse (11 ventôse an VI) et de Genève (28 floréal an VI).

Plaçons-nous dans l'hypothèse la plus fréquente, celle où un Etat, tout en continuant d'exister, cède à un autre, soit volontairement, soit à la suite d'une conquête, une partie seulement de ses possessions. Demandons-nous quels sont ceux qui vont subir le contre-coup de cette cession.

Quatre systèmes ont été proposés :

1° Suivant une première opinion, c'est au *domicile seulement* qu'il faut s'attacher (1). L'acquisition d'un territoire ne produit ses effets sur les personnes, qu'en

(1) Demolombe, t. 1, n° 157.

raison du lien qui les y attache ; or, le domicile (art. 102 civ.) est la manifestation légale de ce lien. Si l'on s'en tenait à l'origine, on arriverait à une conséquence inadmissible : des individus qui n'ont jamais habité le pays conquis, pourraient ainsi, à leur insu, changer de patrie. Enfin, on ajoute que ce système répondra, le plus souvent, au vœu des intéressés. S'ils doivent désirer suivre le sort d'un territoire c'est vraisemblablement celui du territoire où ils résident, où se trouvent leur famille et leurs biens.

Le but que poursuit un Etat en faisant une annexion, c'est que le sol ne soit plus occupé par des nationaux du pays démembré, ennemis de sa puissance ; il doit donc imposer sa nationalité à tous ceux qui se sont fixés dans la province conquise. Le traité du 10 août 1877, emportant cession de l'île Saint-Barthélemy, par la Suède à la France, consacre cette doctrine.

2° Pour un deuxième système, c'est le *lieu de l'origine* qui détermine les personnes dénationalisées. Les citoyens de l'Etat démembré simplement domiciliés, ou ceux qui sont nés dans des provinces non annexées ne souffriront pas du remaniement territorial. La première opinion paraît inspirée des idées féodales qui faisaient de l'homme un accessoire du sol, et d'après lesquelles la souveraineté sur le territoire entraînait la souveraineté sur l'individu. Aujourd'hui, on doit s'attacher à autre chose qu'à un élément aussi matériel que le domicile. L'origine, qui forme la

base, des nationalités, est donc seule à considérer. Nous trouvons cette solution implicitement consacrée dans les motifs d'un arrêt de la Cour de cassation belge, du 3 janvier 1822 : « C'est la naissance, et non le domicile, qui fait qu'un individu appartient à une nation plutôt qu'à une autre. » A l'objection qu'il serait injuste de dénationaliser les originaires des pays cédés, établis depuis longtemps peut-être, dans des provinces conservées, on répond qu'il serait encore plus injuste de tenir pour étrangers, au regard de l'Etat démembré, des individus originaires de cet Etat, par cela seul qu'ils seraient venus se fixer dans le pays annexé peu avant son démembrement (1).

3° Plusieurs jurisconsultes, frappés de la part de vérité que renferment ces deux opinions diamétralement opposées, ont voulu les combiner. On s'attacherait, selon eux, *alternativement au domicile et à l'origine*. La naturalisation s'étendrait aux originaires, alors même qu'ils ne seraient pas domiciliés sur le territoire cédé, et aux domiciliés, alors même qu'ils n'y seraient pas nés. Le traité du 24 mars 1860, art. 6, fait application de cette théorie.

4° Le système qui précède tombe sous le coup des critiques adressées aux deux autres, qu'il essaie de combiner. On a proposé, pour répondre à ces critiques, de tenir compte *cumulativement du domicile et de*

(1) Laurent, *Princ. de dr. civ.*, t. I, n° 355.

l'origine; sont donc naturalisés ceux-là seulement qui sont nés sur le territoire et y ont leur domicile lors de l'annexion. Tel était le sentiment de Pothier : « Il
« est certain que, lorsqu'une province est réunie à
« la couronne, ses habitants doivent être regardés
« comme naturels français, soit qu'ils y soient nés
« avant ou après la réunion. Il y a même lieu de
« penser que les étrangers, qui seraient établis dans
« ces provinces et y auraient obtenu, suivant les lois
« qui y sont établies, les droits de citoyen, devraient,
« après la réunion, être considérés comme citoyens,
« ainsi que les habitants originaires de ces pro-
« vinces, ou du moins comme des étrangers natura-
« lisés en France (1). »

Cette doctrine est conforme aux principes modernes, d'après lesquels il ne suffit pas d'habiter un pays pour en devenir sujet. En outre elle atteint le but que doit poursuivre l'État annexant, sans le dépasser, puisque, d'une part, la majorité des habitants sera frappée par le changement de nationalité, et que, d'autre part, elle laisse de côté ceux qui, nés sur les territoires cédés, s'en sont éloignés avant la conquête.

Mentionnons, pour terminer, une théorie d'après laquelle les deux systèmes du domicile et de l'origine seraient l'un et l'autre applicables, mais dans des cas différents. Il faudrait tenir compte de la constitution politique de la nation démembrée. Les provinces ap-

(1) Pothier, *Tr. des pers.*, partie I, tit. II, sect. 1.

partiennent-elles à un pays dont l'unité politique est constituée, forme un tout indivisible, seront alors dénationalisés ceux qui ont leur domicile dans la partie réunie. S'agit-il, au contraire, d'un État fractionné, comme la Suisse, en un certain nombre de cantons ayant une autonomie et des statuts distincts, les originaires seuls changeront de nationalité. Ce système ingénieux n'a pas trouvé d'écho dans la doctrine (1).

II. Nous arrivons maintenant à la deuxième question que nous devons examiner : à quelles conditions les individus frappés par l'annexion conservent-ils leur nationalité antérieure ?

La nationalité reposant sur un contrat, il n'est pas douteux qu'on ne saurait en imposer une nouvelle à la population du territoire cédé, sans son consentement exprès ou tacite ; le changement n'existe légitimement que s'il a été accepté. Nous n'entendons pas parler ici du consentement préalable, du vote que les intéressés seraient appelés à émettre pour sanctionner l'annexion. Cette pratique libérale, inaugurée par la France en 1860 pour la Savoie, devrait présider à tous les remaniements territoriaux (2). Pourtant elle ne suffirait pas encore ; il faut que chacun puisse refuser une dénationalisation contraire à ses intérêts ou à ses sympathies. Alors même que la réunion aurait été consentie par la majorité de ceux qu'elle frapperait, la liberté

(1) Cauwès, note dans Sirey, 1875, 2, p. 225.

(2) L'Italie l'a consacrée lorsqu'après la guerre avec l'Autriche, en 1866, elle s'annexa Venise avec l'assentiment unanime des Vénitiens.

individuelle exige qu'on sauvegarde les droits des dissidents, qu'il leur soit permis de protester, de conserver leur ancienne patrie.

A quels actes attacher ce caractère de protestation ? Pendant longtemps on a subordonné l'option à l'émigration dans un délai déterminé. Pothier avait déjà posé en principe que les habitants « peuvent conserver la qualité et les droits de citoyens, en venant « s'établir dans une autre province de la domination « française ; car, comme ils ne perdraient la qualité « de citoyens qui leur était acquise en continuant de « demeurer dans la province démembrée ou rendue « par les traités de paix, que parce qu'ils seraient « passés sous une domination étrangère, et qu'ils « reconnaîtraient un autre souverain, il s'ensuit que, « s'ils restent toujours sous la même domination, « s'ils reconnaissent le même souverain, ils continuent d'être citoyens et demeurent dans la possession de tous les droits attachés à cette qualité (1). » Ce système, le seul praticable lorsque l'Etat vaincu est tout entier absorbé par l'Etat vainqueur, subsista pendant la période révolutionnaire. Le traité de Campo-Formio (17 octobre 1797) en fait application ; de même les traités qui, en 1798, réunirent Mulhouse et Genève à la France. On le retrouve encore dans ceux de San-Stéfano (19 février 1878) et de Constantinople (8 février 1879), conclus

(1) Pothier, *Tr. des personnes*, partie I, tit. II, sect. 1.

entre la Russie et la Porte. Aujourd'hui ces dispositions ne constituent plus que des faits isolés. Ajoutons que, sous le premier Empire, on peut à peine citer un traité, celui de Vienne du 14 octobre 1809, qui parle du droit d'option. On rencontre même des décrets qui enlèvent expressément, aux habitants du pays conquis, la faculté de se soustraire par l'émigration à la nationalité nouvelle (1). De nouveaux principes ont prévalu dans les relations internationales : l'émigration en elle-même n'est pas considérée comme une manifestation suffisante de volonté, on exige, en outre, afin de ne laisser planer aucun doute, une option expresse faite dans un délai déterminé.

Suivons maintenant l'application de ces principes dans les conventions diplomatiques qui ont annexé de nouveaux territoires à la France.

Annexion de la Savoie et du Comté de Nice, convention franco-italienne du 24 mars 1860. — La cession ayant eu lieu en pleine paix, entre deux pays alliés, nous ne devons pas nous étonner de trouver dans l'art. 1^{er} la consécration de cette idée que l'annexion légitime qu'autant qu'elle a lieu avec l'approbation des habitants. L'art. 1 est ainsi conçu : « La réunion « sera affectuée sans nulle contrainte de la volonté des « populations ; les gouvernements de l'empereur des

(1) Ainsi le décret du 18 septembre 1807 relatif aux habitants des départements situés au-delà des Alpes.

« Français et du roi de Sardaigne se concerteront sur
« les moyens d'apprécier et de constater les manifes-
« tations de cette volonté. » Le moyen auquel on
s'arrêta fut un plébiscite dont le résultat a été favo-
rable à la France.

En même temps il fallait, conformément aux prin-
cipes, réserver les droits de la minorité dissidente; l'ar-
ticle 6 donne la faculté d'option : « Les sujets sardes
« *originaires* de la Savoie et de l'arrondissement de
« Nice, ou *domiciliés* actuellement dans ces provin-
« ces, qui entendront conserver la nationalité sarde,
« jouiront pendant l'espace d'un an, à partir des
« ratifications et moyennant une déclaration préala-
« ble faite à l'autorité compétente, de la faculté de
« transporter leur domicile en Italie et de s'y fixer,
« auquel cas la qualité de citoyen sarde leur sera
« maintenue. »

Nous aurons, à propos de ce droit d'option, à exa-
miner les trois questions suivantes :

I. — A quelles personnes il appartient ?

II. — A quelles formalités l'exercice de ce droit
est-il subordonné ?

III. — Quels sont les effets de l'option ?

I. Quelles personnes jouissent du droit d'option ?
Ce droit appartient à tous ceux qui ont été dénatio-
nalisés par le traité de 1860, c'est-à-dire les *originai-
res* et les *domiciliés*.

Pour opter, il faut, comme pour tout changement
de nationalité, être capable. Aucune difficulté, si l'an-

nexé est majeur et maître de ses droits. Quant à la femme mariée, elle devra recourir à l'autorisation maritale, car l'option présente une grande analogie avec la naturalisation.

En ce qui touche les mineurs, la question est vivement controversée.

Trois systèmes sont en présence.

Un premier soutient que l'enfant mineur n'a pas le droit d'option ; sa condition est subordonnée à celle de son père, il ne peut agir séparément. Nous avons eu déjà occasion de nous élever contre cette théorie ; il est inadmissible que la volonté paternelle puisse ainsi s'imposer.

Une deuxième opinion reconnaît à l'enfant un droit propre et actuel. Il peut l'exercer, alors même qu'il n'a pas l'âge voulu pour changer de nationalité. On ne saurait prolonger une situation aussi indécise ; il faut donc l'admettre à se prononcer immédiatement avec l'assistance de ses représentants naturels ou légaux, père ou tuteur.

Nous nous rallierons à un troisième système, d'après lequel le mineur a un droit propre et individuel, mais dont l'exercice sera suspendu jusqu'à sa majorité. En règle générale, on ne peut faire acte de nationalité que si on est majeur. C'est le seul moyen d'obtenir un consentement raisonné et sincère ; le second système dit que le mineur agira avec l'assistance de ses représentants légaux, mais qui ne voit que s'il est encore en bas âge, il n'aura aucune parti-

cipation personnelle à l'acte: l'optant véritable, ce sera le représentant ?

Le traité de 1860 est muet sur la question. La jurisprudence ayant eu à se prononcer, a admis le premier système. C'est en ce sens qu'a été rendu un arrêt de la Cour de Chambéry, du 22 décembre 1862, dont voici l'un des considérants : « Attendu que le droit
« d'option devait, pour le mineur, se confondre avec
« celui du père de famille, son représentant et son
« organe légal ; que si celui-ci, en gardant son do-
« micile en Savoie, imposait à son fils la naturalisa-
« tion nouvelle, ce n'était là qu'une conséquence
« naturelle des convenances de famille, qu'un effet
« de l'autorité de la loi et de celle du traité, puisant
« à la même source le pouvoir de statuer sur l'état
« des personnes... (1). »

Le 30 juin 1860, un décret obscur est venu, bien inutilement, donner naissance à de nouvelles difficultés. Il comprend 2 articles.

Le premier est ainsi conçu :

« ARTICLE PREMIER. — Les sujets sardes *majeurs*
« et dont le *domicile* est établi dans les territoires
« réunis à la France par le traité du 24 mars 1860,
« pourront, pendant le cours d'une année à partir
« des présentes, réclamer la qualité de français. —
« Les demandes adressées, à cet effet, aux préfets des
« départements où se trouve leur résidence seront,

(1) Sirey, 1863, 2, 113.

« après information, transmises à notre garde des
« sceaux, ministre de la justice, sur le rapport du-
« quel la naturalisation sera, s'il y échet, accordée
« sans formalités et sans paiement de droits.»

Cette première disposition paraît inexplicable : elle accorde aux sujets sardes, majeurs, domiciliés en Savoie ou dans l'arrondissement de Nice au moment de la cession, le droit de se faire naturaliser français sur une simple demande et sans frais, pendant une année. Mais l'annexion avait dénationalisé tous les habitants, à moins d'une déclaration formelle ; le traité de Turin ne visait-il pas spécialement les domiciliés ? ne leur accordait-il pas le titre de français, à défaut d'une option faite dans les délais ? Comment concilier le décret avec le traité, car un traité étant une convention synallagmatique, émanant de deux parties, un simple acte unilatéral comme un décret n'y saurait porter atteinte. Trois explications ont été proposées.

On a dit d'abord que le décret du 30 juin était sans doute destiné à satisfaire les désirs des impatients qui ne voulaient pas voir leur état rester incertain jusqu'à l'expiration des délais d'option, ou de ceux qui craignaient que leur domicile ne fût pas facilement constaté. Telle est l'explication consacrée par un jugement du tribunal d'Albertville, du 15 mars 1879 : il s'agissait d'un individu d'origine italienne, domicilié en Savoie lors de l'annexion, et qui se prétendait sujet sarde, n'ayant pas réclamé la qualité de

français dans les termes de l'art. 1^{er} du décret (1). Le tribunal lui donna raison. Mais en quoi les sujets sardes pouvaient-ils être impatients d'acquérir notre nationalité? Le traité de 1860 ne les en avait-il pas investis de plein droit? Ensuite, il serait bien étrange que le décret eut voulu éviter les difficultés que soulève la constatation du domicile, puisqu'il exige, comme le traité, que l'annexé soit domicilié.

Une seconde opinion, admise par le tribunal d'Annecy (2), prétend que le traité et le décret statuent sur des hypothèses distinctes. Le traité de 1860 ne se serait occupé que des *originaires*, c'est à eux seulement qu'il aurait imposé la nationalité française. Le décret du 30 juin vise les *domiciliés*, et leur en facilite l'obtention. Le texte du traité se refuse à une pareille interprétation; l'annexion a frappé les originaires comme les domiciliés.

Dans une troisième explication, on soutient que le traité et le décret doivent se reporter à des dates différentes. Le traité dénationalise toutes les personnes nées sur le territoire réuni, et les domiciliés lors de l'échange des ratifications, mais il ne s'occupe pas des Sardes de naissance qui sont venus fixer leur domicile dans les provinces annexées pendant l'intervalle compris entre l'échange des ratifications et la promulgation du décret. La naturalisation leur a été ren-

(1) Ce jugement est rapporté par M. de Folleville, *De la Naturalisation*, n° 303.

(2) Annecy, 9 juillet 1874. Sirey, 75, 2, 225.

due plus facile par le décret du 30 juin (1). Cette explication, si elle est ingénieuse, s'éloigne des principes; les modes d'acquisition de la qualité de français sont du domaine de la loi, il n'appartient pas à un décret de les déterminer.

En présence de ces difficultés, nous préférons avouer que le décret est une véritable énigme juridique (2).

L'art. 2 rend la difficulté plus inextricable encore, s'il est possible.

« Art. 2. — Les sujets sardes encore *mineurs nés*
« *en Savoie et dans l'arrondissement de Nice*, pourront,
« dans l'année qui suivra l'époque de leur majorité,
« réclamer la qualité de français, en se conformant à
« l'art. 9. du Code civil. »

Le sens de cet article est divinatoire : pourquoi accorder aux mineurs un moyen de devenir français ? ils le sont comme les majeurs.

L'imagination des auteurs s'est de nouveau donné carrière et nous retrouvons, comme précédemment, trois explications.

D'après une première opinion, l'art. 2 a seulement pour objet de remédier aux inconvénients que présente l'option des mineurs (3). Il se peut qu'une fois majeurs, ils se repentent d'une option que d'autres ont faite à leur place, ou à laquelle ils n'auraient pas mûrement ré-

(1) Nice, 26 mai 1879, *Gazette des Trib.*, 12 juin 1879. De Folleville, *De la Natural.*, n° 304.

(2) M. Weiss à son cours de droit international.

(3) Cogordan, *La Nationalité*, p. 334.

fléchi. S'ils désirent la rétracter, le décret leur en donne le moyen, en se conformant à l'art. 9 du Code civil. Mais le décret ne fait aucune allusion au droit d'option, car autrement, pourquoi ne s'occuperait-il que du mineur originaire et non du mineur domicilié, qui, comme lui, a pu opter ? Cependant la jurisprudence italienne paraît s'être rangée à cette interprétation (1).

Selon d'autres, le traité et le décret auraient statué sur des hypothèses distinctes. S'agit-il de mineurs nés sur le territoire annexé de parents qui eux-mêmes y étaient nés, le traité est applicable ; ils sont naturalisés de plein droit, mais, à les supposer nés dans les provinces réunies de parents non originaires, la naturalisation leur est seulement facilitée par le décret du 30 juin 1860. On voit tout de suite ce qu'il y a d'arbitraire dans une telle affirmation. Nulle part, le traité ne s'occupe du lieu de la naissance des parents. De plus, s'il était vrai que les mineurs originaires des territoires cédés, mais issus de parents qui n'y sont pas nés, n'avaient pas été naturalisés de plein droit, le décret aurait abrogé partiellement le traité du 24 mars qui ne distingue pas. Or, nous avons déjà dit que c'était un résultat inadmissible.

Enfin, un dernier système propose la distinction suivante : le traité n'a en vue que les enfants nés sur le territoire annexé de parents qui s'y trouvaient établis

(1) Cour de Cassation de Turin, 11 juin 1874. *Rev. de dr. intern.* de Gand, t. VI, p. 264 et suiv.

d'une manière fixe et permanente ; le décret facilite l'obtention de notre nationalité aux mineurs nés en Savoie ou à Nice pendant un court séjour. Cette assertion, comme les précédentes, ne s'appuie sur aucun texte.

Nous aboutissons donc à une nouvelle impossibilité dans l'interprétation de ce malencontreux décret, aussi obscur qu'inutile. Voici comment s'exprime à ce sujet M. Alauzet, ancien chef de la division du sceau au ministère de la justice : « J'étais depuis près
« de douze ans, à l'époque où ce décret a été rendu,
« chef de la division du sceau au ministère de la jus-
« tice, et je ne sais si je dois dégager la part de res-
« ponsabilité qui pourrait m'être attribuée. J'avais
« pour directeur un ancien officier de marine, porté
« à ce poste par les événements politiques et très cu-
« rieux de se donner de l'importance. Le décret fut
« préparé par lui seul, sans que je fusse consulté, et
« présenté par lui à la signature d'un garde des
« sceaux très intelligent, qui le signa sans le lire,
« conformément à un usage qui s'était déjà établi à
« cette époque et s'est perpétué. Je puis donc affir-
« mer que ce décret n'est autre chose qu'un non-sens
« et le fruit de l'ignorance d'un directeur incapable
« et de l'inadvertance ou de la paresse d'un ministre
« intelligent et instruit (1). »

II. — *Formalités auxquelles est soumis le droit d'option.*

(1) Alauzet, *De la Qual. de Franç.*, p. 100, note 3.

L'art. 6 du traité du 24 mars exige l'accomplissement de deux formalités distinctes pour les originaires ou les domiciliés qui veulent conserver leur nationalité primitive : 1° faire une déclaration à l'autorité compétente ; 2° transférer leur domicile sur le sol italien.

1° Faire une déclaration à l'autorité compétente. Si l'annexé réside en Italie, il s'adressera à la municipalité du lieu où il habite ; s'il est fixé à l'étranger, il fera sa déclaration devant les agents consulaires accrédités par le gouvernement sarde. L'option devait se produire dans le délai de un an, à partir de l'échange des ratifications du traité qui a eu lieu à Turin le 30 mars 1860.

2° Transférer leur domicile en Italie. A l'option expresse doit s'ajouter l'option tacite résultant de l'émigration. N'est-ce pas une exigence bien dure que celle qui prescrit à un individu, pour conserver sa patrie primitive, d'abandonner le centre de ses affaires ? Qu'il en soit ainsi, lorsque l'annexion résulte d'une conquête, on peut l'admettre, mais la nécessité d'une pareille mesure est moins évidente, quand la réunion est sanctionnée par un plébiscite des habitants. Les autorités françaises l'ont compris, aussi ont-elles fait preuve d'un grand esprit de tolérance ; elles se sont contentées d'une émigration fictive, d'une simple élection de domicile en Italie, alors qu'en réalité, l'optant continuait à résider en Savoie.

III. — *Effets de l'exercice du droit d'option.*

L'option supposant une manifestation individuelle de volonté, elle ne s'étend pas à la femme, ni aux enfants mineurs de l'optant. Nous avons vu plus haut que la jurisprudence le décide ainsi pour la femme et non pour les enfants (1).

En droit, l'option doit rétroagir; puisqu'elle a été instituée en vue d'empêcher les populations de subir un changement de nationalité qui leur répugne, dès lors, il faut que l'individu qui en use, soit censé n'avoir jamais perdu son ancienne patrie. L'annexé a été naturalisé sous la condition résolutoire d'une option ultérieure: lorsque cette condition s'accomplit, elle produit un effet rétroactif. (Art. 1179.) Cette règle a été expressément consacrée par le traité de 1860, dans son art. 6 *in fine*, où il est dit en parlant de ceux qui ont opté que « la qualité de citoyen sarde leur sera *maintenue*. »

Annexion de Menton et Roquebrune; traité du 2 février 1861. — Par une convention signée à Paris, le 2 février 1861, le prince de Monaco a cédé à la France les communes de Menton et de Roquebrune, moyennant une somme de quatre millions.

Ce traité a reproduit les dispositions de celui du 24 mars 1860. Les articles 7 et 8 règlent la condition des habitants. L'annexion comprit tous les sujets monégasques originaires et domiciliés dans les com-

(1) Chambéry, 22 décembre 1862. Sirey, 63, 2, 213.

munes cédées. Quant à la faculté d'option, elle était subordonnée à une déclaration suivie d'un transfert de domicile ; mais les originaires demeurant partout ailleurs ou même dans d'autres parties de la France, n'ont eu qu'une simple déclaration à faire pour rester fidèles à leur ancienne nationalité ; un arrêt de la cour d'Aix du 19 février 1873, l'a formellement reconnu.

Rectification de frontière dans la vallée des Dappes ; convention franco-suisse du 8 décembre 1862. — Un article de ce traité décide que les originaires des pays cédés sont dénationalisés, à moins d'une déclaration contraire de volonté, dans l'année. Remarquons qu'il leur est permis de conserver leur domicile actuel ; la cession était si peu importante qu'on n'a pas redouté la présence d'étrangers sur le sol annexé.

Rétrocession de l'île Saint-Barthélemy à la France ; traité franco-suédois du 10 août 1877. — L'île de Saint-Barthélemy cédée à la Suède sous le règne de Louis XVI, en 1784, a été rendue à la France par le traité du 10 août 1877.

Cette convention peut être citée comme un modèle de traité de cession, et, au point de vue du droit, elle a une grande importance.

Les seules personnes dénationalisées sont les domiciliés, c'est-à-dire ceux qu'il importait le plus de soumettre à la nationalité nouvelle. D'autre part, la

population a été appelée à manifester ses intentions, au moyen d'un plébiscite : sur 351 votants, 350 approuvèrent leur réunion à la France et montrèrent ainsi leur attachement pour un pays dont ils avaient conservé, malgré une séparation presque séculaire, les mœurs et la langue.

L'article 1^{er} du traité du 10 août est ainsi conçu :

« S. M. le Roi de Suède et de Norwège rétrocède à
« la France l'île de Saint-Barthélemy et renonce, en
« conséquence, pour lui et tous ses descendants et
« successeurs, à ses droits et titres sur ladite colonie.
« Cette rétrocession est faite sous la réserve expresse
« du consentement de la population de Saint-
« Barthélemy et, en outre, aux conditions énumé-
« rées dans un protocole spécial qui sera annexé au
« présent traité et considéré comme en formant par-
« tie intégrante. »

Voici du reste les termes de ce protocole :

« Article 1^{er}. — La population de l'île Saint-
« Barthélemy ayant été consultée conformément à
« l'article 1^{er} de la convention ci-dessus rappelée, et
« s'étant prononcée en faveur d'une réunion de cette
« île aux possessions françaises, les sujets de la
« couronne de Suède domiciliés dans ladite île
« ou dans les îlots qui en dépendent, sont déliés
« de tout lien de sujétion envers S. M. le roi de
« Suède et de Norwège, ses descendants et succes-
« seurs, et la nationalité française leur sera acquise

« de plein droit, à dater du jour de la prise de possession par l'autorité française. »

Les habitants ont eu le droit d'opter pendant un an pour la nationalité suédoise, mais sous la réserve pour le gouvernement français « d'exiger qu'ils transportent leur résidence hors du territoire de Saint-Barthélemy. »

Enfin, conformément aux principes, l'option est suspendue pour les mineurs jusqu'à la majorité ; le délai d'un an court seulement de cette époque : ce que dit formellement l'article 2 *in fine* du protocole du 31 octobre : « Pour les personnes qui, à cette date, « n'auront pas l'âge fixé pour la majorité par la loi « française, le délai d'un an courra à partir du jour « où elles atteindront cet âge. »

Cession à la France de l'île de Taïti ; Traité du 29 juin 1880. — Terminons cette énumération, en mentionnant la cession des îles de la Société dépendant de la couronne de Taïti.

L'article 3 de la loi du 30 décembre 1880 portant ratification des déclarations signées par le roi Pomaré V, le 29 juin 1880, décide que « la nationalité française est acquise de plein droit à tous les anciens sujets du roi de Taïti », mais le gouvernement français a pris l'engagement de maintenir les lois et coutumes taïtiennes. L'article 4 de la même loi dispense les étrangers nés dans les anciens États du protectorat ou qui y sont domiciliés depuis un an au moins,

des délais et formalités prescrits par la loi de 1867, ainsi que des droits de sceau pour obtenir la naturalisation. Les demandes devaient être adressées aux autorités coloniales dans le délai d'une année; le Président de la République l'accorde par décret, après enquête du ministre de la marine et des colonies.

Il nous reste, pour achever cette étude, à examiner, à titre de rapprochement, quelle application a été faite des principes que nous avons posés, aux Alsaciens-Lorrains, en 1871.

Traité de Versailles du 10 mai 1871, et convention additionnelle de Francfort du 11 décembre 1871.— Le nouvel empire d'Allemagne n'a pas appelé les habitants des provinces conquises à ratifier l'annexion; il savait d'avance à quoi s'en tenir sur leurs sentiments.

L'art. 2 du traité de Versailles laisse cependant aux annexés le droit d'opter pour la France :

« Les sujets français *originaires des territoires cédés,*
« *domiciliés actuellement sur ces territoires,* qui enten-
« dront conserver la nationalité française, jouiront,
« jusqu'au 1^{er} octobre 1872, et moyennant une dé-
« claration préalable faite à l'autorité compétente,
« de la faculté de transporter leur domicile en France
« et de s'y fixer, sans que ce droit puisse être altéré
« par les lois sur le service militaire, auquel cas la
« qualité de citoyen français leur sera maintenue. »

Nous nous poserons, à propos de ce traité, les mêmes questions que pour celui du 24 mars 1860 :

1° A quelles personnes appartient le droit d'option ?

2° Conditions d'exercice de ce droit.

3° Effets de l'option.

1. *A quelles personnes appartient le droit d'option ?*

Peuvent opter ceux qui ont été atteints par l'annexion. A la lecture de l'art. 2, il semble qu'il ne s'applique qu'aux originaires domiciliés, et que dès lors les originaires non domiciliés et les domiciliés non originaires devaient échapper à la dénaturalisation. Cependant la question de savoir ce qu'il fallait entendre par *originaires* souleva de graves difficultés : aucune définition n'avait été donnée dans les conférences de Francfort. Les Allemands, en vertu d'une idée préconisée par leurs publicistes, que l'Alsace était une ancienne province du Saint-Empire, et les Alsaciens-Lorrains des hommes d'origine germanique, ont revendiqué, comme sujets, tous les originaires de ces provinces, quand même ils n'y étaient pas domiciliés. C'est ainsi que l'art. 1^{er} de la convention additionnelle de Francfort décide, contrairement à l'art. 2 du traité du 10 mai, que les originaires non domiciliés perdaient la nationalité française. Cette interprétation a été admise par la France, et M. Dufaure, ministre de la justice, disait dans une circulaire du 30 mars 1872 : « Tous ceux qui sont nés dans les « territoires cédés... seront considérés comme Alle-
« mands, et, au contraire, tous ceux qui ne sont pas
« nés dans ces territoires... sont français de plein

« droit. » La convention de Francfort fut approuvée par l'Assemblée nationale, le 9 janvier 1872. On n'avait donc songé qu'aux *originaires* et non aux *domiciliés*.

Le gouvernement allemand ne se contenta pas de cette interprétation ; il soutint que tous les habitants d'Alsace-Lorraine, c'est-à-dire les domiciliés, quelle que soit leur origine, étaient devenus Allemands. Pour justifier une prétention si contraire aux conventions et aux déclarations mêmes des plénipotentiaires allemands (1), on invoqua les précédents du traité de 1860, lors de l'annexion de la Savoie et de Nice. On aurait pu sans doute le décider ainsi dans le traité de 1871, mais il était impossible de l'admettre après coup, sans violer ce traité. Le gouvernement français n'a pas voulu se ranger à une telle opinion. Il arrivera donc, comme conséquence de cette divergence, que beaucoup d'Alsaciens-Lorrains, ceux qui étaient simplement domiciliés lors de l'annexion, auront deux nationalités : la France les considérera comme ses sujets ; pour l'Allemagne, au contraire, ils sont allemands.

Une circulaire de M. de Moeller, président supérieur d'Alsace-Lorraine, en date du 7 mars 1872, répartit pour l'option, les personnes annexées en trois classes : 1° Les originaires domiciliés au 2 mars 1871 (date de la signature des préliminaires de la paix) ;

(1) Lettre du comte d'Arnim à M. de Rémusat, du 18 décembre 1871. Cf. Cogordan, *La Nation*., p. 343.

2° les originaires non domiciliés; 3° tous les domiciliés non originaires. Ces trois catégories étaient atteintes par l'annexion. Les individus compris dans les deux premières, c'est-à-dire les originaires, devaient recourir à une déclaration expresse pour rester français; les autres, les simples domiciliés, n'avaient qu'à transférer leur domicile en France: pour eux l'option était tacite. Telle fut l'interprétation donnée au traité par nos voisins; l'ambassadeur d'Allemagne, M. d'Arnim, la fit connaître à la France par une dépêche du 1^{er} septembre 1872. En tout cas, cette lettre était bien tardive, puisque le délai d'option expirait un mois après, le 1^{er} octobre 1872; on laissait bien peu de temps aux intéressés pour se soustraire à la nationalité du vainqueur. Une note insérée au *Journal officiel* du 14 septembre 1872 rendit publique la différence d'interprétation, afin de permettre aux intéressés de prendre un parti en connaissance de cause.

Examinons les conditions de capacité requises pour l'option.

Aucune difficulté en ce qui concerne les majeurs, les personnes capables. Mais que décider pour les femmes mariées?

Au point de vue de notre droit, la question n'est pas douteuse; la femme peut avoir une patrie distincte de celle du mari, on doit donc lui permettre d'opter avec l'autorisation de ce dernier, alors même que celui-ci préférerait rester sujet allemand. Une

différence profonde sépare, sur ce point, la législation allemande de la nôtre : en Allemagne, la femme mariée n'a pas d'autre nationalité que son mari ; elle ne peut donc opter que s'il n'est pas atteint par l'annexion ou s'il opte lui-même. De là, des difficultés, des conflits, et souvent il en résultera une dualité de patrie chez une même personne. Une circulaire du ministre de la justice, du 30 mars 1872, crut devoir engager les femmes mariées à des Alsaciens-Lorrains résidant en France à opter avec l'autorisation maritale : en effet, ou bien la femme optait seule et il était à craindre que le gouvernement allemand ne vînt la revendiquer comme sujette allemande, ou bien le mari avait seul opté, alors on aurait pu invoquer notre loi et prétendre qu'elle n'était pas française.

Il y a plus de difficulté pour les mineurs. Les plénipotentiaires français s'efforcèrent vainement d'obtenir que le droit d'option fût suspendu jusqu'à l'époque de la majorité. « Nos plénipotentiaires, « écrivait le ministre de la justice dans une circulaire « du 30 mars 1872, malgré les plus vives instances, « n'ont pu réussir à faire insérer dans la convention « une clause réservant aux mineurs le droit d'opter, à « leur majorité, pour la nationalité de leur choix. « Le gouvernement allemand a toujours répondu « qu'il n'y avait aucune distinction à établir entre les « majeurs et les mineurs ; que les conditions et les « délais établis par les traités étaient applicables à ces « derniers ; mais ils ont ajouté que leurs déclarations

« seraient valablement faites avec l'assistance de leurs
« représentants légaux. »

Il résultait de là que les mineurs avaient comme les majeurs un droit d'option. Mais ici encore le mauvais vouloir des Allemands se manifesta à nouveau. Une ordonnance de M. de Moeller, du 16 mars 1872, décida que les Alsaciens-Lorrains mineurs « ne pourraient
« opter ni de leur propre chef, ni par l'intermédiaire
« de leurs représentants légaux, à moins que ceux-ci
« n'optent pas aussi pour eux-mêmes dans le même
« sens. Si leurs parents sont encore en vie, ils suivent le choix de la nationalité du père. » Il eût été préférable de leur retirer franchement cette faculté. A l'appui de leur doctrine, les autorités allemandes invoquaient deux arguments. D'abord, le droit germanique qui attribue dans tous les cas aux enfants mineurs la nationalité de leurs parents. Mais ce principe n'est pas aussi absolu qu'on veut bien le dire, et il a reçu une grave atteinte dans la loi allemande du 1^{er} juin 1870, qui admet les enfants étrangers mineurs à solliciter la naturalisation, avec l'autorisation de leurs représentants légaux. On ajoutait que la législation française consacrait elle-même cette solution : l'article 108 du Code civil décide que le mineur est domicilié chez son père ou tuteur ; or, comme l'exercice de l'option suppose un transfert de domicile, il faut que l'optant puisse avoir un domicile en France, et par conséquent que son père ou tuteur ait aussi opté. A cet argument, nous répon-

drons que le gouvernement allemand ayant reconnu lui-même au mineur un droit d'option personnel, n'a pas dû en subordonner l'exercice à une condition impossible à remplir, parce que le domicile légal ne peut être déplacé. L'esprit du traité était d'exiger, non pas le transfert de ce domicile, mais plutôt une émigration de fait. Enfin, si le raisonnement était exact, s'il n'y avait en jeu qu'une simple question de domicile, il faudrait, pour être logique, permettre au mineur émancipé, originaire des pays cédés, d'opter valablement puisqu'il a la liberté de se choisir un domicile; l'Allemagne cependant s'y est refusée.

Il avait été décidé à Francfort qu'on ne ferait aucune distinction entre les mineurs. Mais on vint encore aggraver la situation des émancipés. L'ordonnance du 16 mars 1872 distingue, suivant qu'ils sont originaires ou simplement domiciliés. Ces derniers jouissent des mêmes droits que les majeurs. Quant aux premiers, l'ordonnance rend plus difficile pour eux la conservation de la qualité de français. Que décider, en effet, lorsque le père et le curateur n'avaient pas l'un et l'autre la même nationalité; à laquelle s'attacher? L'administration allemande sortit de la difficulté en exigeant que tous deux fussent restés français pour que le mineur ait cette qualité. Sa position se trouve ainsi aggravée et moins avantageuse que si le bénéfice de l'émancipation ne lui eût pas été conféré! Le curateur est resté en Alsace, le père a

opté pour la France, l'émancipé ne pourra exercer une option valable.

Parcourons quelques espèces qui se sont présentées en pratique.

1^o Un mineur est né en Alsace-Lorraine de parents qui, eux-mêmes, y sont nés. Ce cas sera le plus fréquent. Pour la France, il suffit que l'enfant opte avec l'autorisation de son père ou de son tuteur, ou de son curateur, s'il est émancipé, et qu'il ait émigré avant le 1^{er} octobre 1872.

En Allemagne, au contraire, on ne le considérera comme français que si son père ou son tuteur optent également, et transfèrent leur domicile en France. Il résulte de cette divergence que, si le père de famille opte pour lui seul, sans parler de ses enfants mineurs, ceux-ci seront allemands aux yeux de la France, et français aux yeux de l'Allemagne.

2^o Mineur né en Alsace-Lorraine de parents français, non originaires des provinces cédées.

Etant originaire, il a dû faire une déclaration d'option et émigrer avant le 1^{er} octobre 1872. Mais, pour les Allemands, il faut qu'à cette option se joigne un transfert de domicile des parents.

3^o Mineur né hors d'Alsace-Lorraine de parents Alsaciens-Lorrains. S'il n'y est pas domicilié, la lettre du traité de Versailles conduit à décider qu'il n'a aucune déclaration à faire, puisque l'annexion n'atteignait que les domiciliés et les originaires. Mais l'ordonnance de M. de Møller, du 16 mars 1872, mon-

tre que telle n'a pas été l'opinion du gouvernement allemand : tout mineur né de parents Alsaciens-Lorrains hors des territoires cédés, conserve la nationalité allemande, à moins d'une option formelle ; il considère donc comme originaires les enfants nés à l'étranger de parents Alsaciens. La jurisprudence française a repoussé cette interprétation (1).

Le traité ne parle pas des individus pourvus d'un conseil judiciaire, des interdits légalement ou judiciairement.

Quant à l'individu pourvu d'un conseil judiciaire, l'article 513 du Code civil qui énumère limitativement les actes pour lesquels l'assistance de ce conseil est nécessaire, ne parle pas du changement de nationalité, il pourra donc opter seul.

Que décider pour celui qui est placé en état d'interdiction légale ? Nous croyons également qu'il pourra faire une déclaration d'option.

Quant à l'interdit judiciairement, la question dépend de celle de savoir si les actes personnels ne lui sont pas permis dans un intervalle lucide.

II. — *Conditions d'exercice de l'option.*

Nous savons déjà que ce droit peut s'exercer de différentes manières.

Les annexés simplement domiciliés n'ont eu qu'à transférer en France leur domicile.

(1) Seine, 25 juin 1875. Paris, 4 février 1876. Cass., 6 mars 1877. Sirey, 1879 t. I, p. 305 et suiv.

Les originaires domiciliés devaient satisfaire à une double condition :

1° Déclarer leur intention de rester français devant l'autorité compétente : cette déclaration était reçue à l'étranger par nos agents consulaires ou diplomatiques ; en France, par l'officier de l'état civil de la résidence. En Alsace-Lorraine, on s'adressait au *Kreisdirector*. Les options enregistrées par les autorités françaises ont été contrôlées au ministère de la justice et insérées au *Bulletin des lois* ; leur nombre a été de 378,777 ; les autorités allemandes en ont reçu 159,740.

2° Transférer leur domicile en France avant l'expiration des délais d'option, c'est-à-dire avant le 1^{er} octobre 1872 (ces délais ont été prorogés jusqu'au 1^{er} octobre 1873 pour les individus résidant hors de l'Europe, article 1^{er} de la convention du 11 décembre 1871).

Cette seconde condition était empruntée au traité franco-italien de 1860. Le gouvernement allemand l'a appliquée avec une extrême rigueur.

La statistique nous apprend que 110,240 options ont été annulées pour défaut de transfert effectif de domicile.

III. — *Effets de l'option.*

Suivant la doctrine française, l'option du chef de famille est personnelle, elle ne s'étend ni à sa femme ni à ses enfants. En outre, elle rétroagit, l'optant est censé être toujours resté français.

Mais avant l'option, quelle a été la condition des Alsaciens-Lorrains? Étaient-ils français ou allemands durant cette période?

L'intérêt est facile à comprendre. A les considérer comme français, ils n'auraient pas été tenus de fournir la caution *judicatum solvi*; de même, ils pouvaient assigner en France un défendeur étranger, en vertu de l'art. 14 du Code civil. Enfin, nos tribunaux n'auraient pu se déclarer incompétents pour connaître de leurs contestations. C'est la solution contraire que les principes commandent d'adopter; il est logique de faire dater le changement de nationalité du jour du traité, puisque c'est à ce moment que le territoire change de souveraineté. L'annexion est une dénationalisation en masse, soumise à une condition résolutoire, l'exercice du droit d'option. Cependant la jurisprudence n'a pas voulu faire une stricte application de ces principes et elle a maintenu provisoirement aux annexés, la nationalité française (1). Cette jurisprudence paraît s'appuyer sur le texte du traité, mais l'exposé des motifs de la convention du 11 décembre ne laisse place à aucun doute, voici ses termes: « Il résulte de l'art. 2 du traité du 10 mai
« qu'ils sont légalement aujourd'hui par l'Allemagne
« comme allemands sous condition résolutoire, tan-
« dis que nous-mêmes ne pouvons plus voir en eux
« que des *français sous condition suspensive*, c'est-à-

(1) Vesoul, 49 juillet 1871. Sirey, 1871, 2, 185. Nancy, 31 août 1871, Sirey, 1871, 2, 129.

« dire des français dont la nationalité, provisoire-
« ment suspendue, sera périmée, s'ils n'accom-
« plissent, dans le délai convenu, les formalités pres-
« crites par les traités. »

Beaucoup d'Alsaciens-Lorrains, après avoir effectué la translation de domicile exigée, étaient revenus dans leur ancien pays ; vainement ils avaient espéré qu'après six mois ils pouvaient rentrer en Alsace. Ce retour a souvent donné lieu, pendant la première année surtout, à une annulation d'option. Aujourd'hui, il n'en est plus ainsi : « Les optants qui ont
« émigré, disaient les plénipotentiaires allemands à
« Francfort, peuvent, comme tout autre étranger,
« franchir la limite allemande et s'y fixer de nouveau
« en tant et aussi longtemps que les autorités alleman-
« des y donneront leur assentiment. »

Mais ce droit est bien souvent illusoire en fait, car l'Allemagne abuse, à l'égard de nos compatriotes, du droit d'expulsion et les oblige souvent à signer une demande de naturalisation.

TABLE DES MATIÈRES

INTRODUCTION	5
DROIT ROMAIN	9
CHAP. I. Du <i>Jus civitatis</i> ; éléments dont il se compose. . .	41
SECTION I. Éléments dont se compose le <i>Jus civitatis</i> . .	43
SECTION II. <i>Cives optimo jure et non optimo jure</i>	23
CHAP. II. De l'acquisition de la cité par le fait de la naissance	34
CHAP. III. Comment on devient citoyen	46
SECTION I. Des Latins et des modes spéciaux qui leur per- mettent d'acquérir la cité	47
§ 1. <i>Latini Veteres</i>	48
§ 2. <i>Latini Coloniarii</i>	50
§ 3. Latins Juniens	55
SECTION II. Des Pérégrins qui ne sont pas Latins	68
SECTION III. Des affranchissements	75
APPENDICE. Des Colons	89
CHAP. IV. Extension successive du droit de cité à tous les sujets de l'Empire.	93
SECTION I. État des sujets de l'Empire avant la constitution de Caracalla	93
SECTION II. Constitution de Caracalla	100

DROIT GERMANIQUE	409
ANCIEN DROIT FRANÇAIS	447
I. Époque féodale et coutumière	447
II. Époque monarchique	420
DROIT INTERMÉDIAIRE	427
CODE CIVIL	437
CHAP. I. Des Français par la naissance	438
CHAP. II. Comment on devient français	449
SECTION I. Naturalisation privilégiée ou par bienfait de la loi	449
§ 1. Privilège attaché à la naissance en France	450
§ 2. Privilège des enfants d'un ex-français	468
§ 3. Privilège de la femme étrangère qui épouse un fran- çais	476
SECTION II. De la naturalisation proprement dite	479
§ 1. Formes et conditions de la naturalisation.	481
§ 2. Effets de la naturalisation	497
APPENDICE. De la naturalisation en Algérie et dans les autres colonies françaises	209
§ 1. Naturalisation des Indigènes algériens	240
§ 2. Naturalisation des étrangers émigrés en Algérie	246
SECTION III. De l'acquisition de la qualité de français par la réunion à la France d'un territoire étranger.	249
Annexion de la Savoie et du comté de Nice.	227
Annexion de Menton et de Roquebrune	237
Rectification de frontière dans la vallée des Dappes.	238
Rétrocession de l'île Saint-Barthélemy	238
Cession à la France de l'île de Taïti	240
Traité de Versailles du 40 mai 1874 et convention ad- ditionnelle de Francfort, du 41 décembre 1874	244

POSITIONS

DROIT ROMAIN

- I. — Dans les curies, on votait par têtes.
- II. — Il n'y a pas contradiction entre les §§ 84 et 86, com. I de Gaius.
- III. — Les §§ 95 et 96, com. I de Gaius, distinguaient entre le *majus* et le *minus latium*.
- IV. — Le maître ne peut affranchir ses colons.
- V. — La constitution de Caracalla laisse subsister les différentes classes d'affranchis.
- VI. — Elle a conféré le droit de cité à tous les peuples qui, dans la suite, seraient soumis à l'Empire.
- VII. — La tradition est efficace, alors même que le *tradens* et l'*accipiens*, ayant l'intention réciproque d'aliéner et d'acquérir, ont eu en vue des causes différentes.
- VIII. — En principe, un créancier ne peut être forcé de recevoir une partie de la dette.

IX. — Lorsqu'un débiteur hypothèque ses biens à venir, à deux personnes différentes, l'hypothèque première en date est préférée, même sur les biens acquis postérieurement à la naissance de la seconde.

X. — Lorsque la chose d'autrui a été hypothéquée, si le constituant en devient ensuite propriétaire, l'hypothèque est validée, même à l'égard d'un tiers acquéreur.

CODE CIVIL

I. — L'enfant naturel, reconnu par son père et par sa mère, suit la nationalité du père.

II. — La condition du père, comme celle de la mère, s'apprécie à l'époque de la naissance.

III. — La majorité à laquelle se réfère l'art. 9, est celle de la loi française.

IV. — L'accomplissement des formalités que ce texte prescrit, produit un effet rétroactif.

V. — Le bénéfice de l'art. 10, § 2, s'applique à l'enfant né d'une française, devenue étrangère par le fait de son mariage.

VI. — L'article 12 est applicable à l'ex-française qui épouse un français.

VII. — L'étranger divorcé qui se fait naturaliser

français, peut contracter en France un nouveau mariage.

VIII. — La naturalisation acquise par le père, ne s'étend pas à ses enfants.

IX. — La donation acceptée par une femme mariée, sans autorisation, est entachée d'une nullité relative.

X. — L'action en garantie à laquelle l'article 1792 soumet les architectes et entrepreneurs, pour vices de construction, dure dix ans, à compter de la réception des travaux.

XI. — La caution qui a payé le créancier, est subrogée contre le tiers détenteur d'un immeuble hypothéqué à la dette qu'elle a éteinte.

XII. — L'acte par lequel une femme mariée cède son hypothèque légale, a le caractère d'un acte solennel; dès lors, elle peut opposer, elle-même, la nullité d'une cession qui ne serait pas authentique.

PROCÉDURE CIVILE

I. — La caution *judicatum solvi* ne peut être réclmée par un défendeur étranger.

II. — La surenchère du sixième est admissible, après une revente sur folle enchère.

DROIT CRIMINEL

I. — Un tribunal correctionnel, saisi par l'opposition du condamné qui comparait pour la soutenir, peut aggraver la peine qu'avait prononcée le jugement de défaut.

II. — Au cas de condamnation à plusieurs mois d'emprisonnement, les mois doivent être comptés par intervalle de trente jours, et non de quantième à quantième.

Vu :

Le Doyen, Président de la Thèse,

VILLEQUEZ

PERMIS D'IMPRIMER :

Le Recteur de l'Académie de Dijon,

C. CHAPPUIS

ERRATUM

ANCIEN DROIT FRANÇAIS

Sous l'empire de la Constitution de 1791, la prestation du serment civique n'était pas requise pour l'acquisition de la qualité de français.

DROIT ADMINISTRATIF.

I. — Le conflit ne peut être élevé ni devant les tribunaux de commerce, ni devant les justices de paix.

II. — L'autorité compétente pour établir le ban de vendange, est le Conseil municipal.

